

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES IMPOTS

SUR

LES VALEURS MOBILIÈRES

AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET FISCAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

PIERRE GONDINET

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES IMPOTS

SUR

LES VALEURS MOBILIÈRES

AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET FISCAL

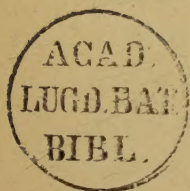
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 24 décembre 1898, à 10 heures

PAR

PIERRE GONDINET



Président : M. WEISS.

Suffragants : { MM. DUCROCQ, } professeurs.
ESTOUBLON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

DES IMPOTS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET FISCAL

INTRODUCTION

Comparée à la fortune immobilière, la fortune mobilière a pris depuis le commencement du siècle, et en particulier, depuis une vingtaine d'années, un développement prodigieux, et c'est une vérité banale que de rappeler l'inexactitude de la formule célèbre chère à nos anciens *res mobilis res vilis*.

M. Alfred Neymarck, dans une savante étude (1), estime que la richesse mobilière de la France qui ne dépassait guère en 1789 *huit à dix* milliards de capital est actuellement supérieure à quatre-vingts milliards.

D'autre part, les évaluations les plus modérées (2) basées sur les statistiques successorales indiquent comme soumises à l'impôt les valeurs suivantes :

Périodes.	Immeubles.	Meubles.
1827-1831	893 millions	480 millions
1887-1891	3.158 millions	3.300 millions

(1) Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, les 1^{er}, 22 et 29 avril 1893, Guillaumin.

(2) L. Say, *Dict. des Finances*, V^o Valeurs mobilières.

Ainsi, tandis que la fortune immobilière augmentait de trois cents pour cent environ, la fortune mobilière augmentait dans des proportions doubles et arrivait à la dépasser.

Cette progression n'a rien qui doive étonner, si l'on songe aux immenses avantages que peut offrir, entre les mains d'un administrateur habile, cette richesse transmissible avec une facilité indéfinie, facilement réalisable et d'une gestion si peu embarrassante.

Son développement, outre qu'il a singulièrement facilité l'essor du commerce et de l'industrie, a provoqué cet énorme résultat de faire fructifier les épargnes les plus minimes (1).

Un petit commerçant ne peut en effet employer à l'achat d'un bien fonds quelconque ses modestes économies. Outre que leur peu d'importance s'y oppose, il doit éviter ce mode de placement qui rend trop indisponibles ses capitaux et ne permet pas leur réalisation rapide, en cas de besoin.

Il peut au contraire les employer en valeurs de Bourse et transformer du jour au lendemain celles-ci en argent comptant, si son créancier refuse de les prendre au cours du jour ou de les accepter en gage,

C'est un axiome de science financière que tout ci-

(1) M. Paul Delombre a nettement indiqué combien, au premier rang des forces émancipatrices qui ont le plus contribué aux progrès accomplis dans ce siècle, il convenait de placer les valeurs mobilières. V. *Traité pratique* de M. Jobit avec préface de M. Paul Delombre, député, Guillaumin, 1898.

toyen doit contribuer aux charges de l'Etat proportionnellement aux revenus dont il jouit, sous sa protection ; toute transformation dans la forme de la richesse publique appelle donc une transformation parallèle du régime fiscal, permettant à l'Etat d'atteindre la nouvelle forme de richesses qui vient de se révéler.

Hâtons-nous d'observer, avec l'éminent rapporteur de la loi de 1857, M. Emile Leroux, que, si une taxation spéciale sur la propriété mobilière a pu sembler dictée par les circonstances, elle ne saurait apparaître comme une concession faite aux propriétaires terriens « qui voient avec déplaisir les valeurs mobilières productives d'un revenu, souvent supérieur à celui des immeubles, échapper presque complètement à l'impôt ».

Le devoir de l'Etat, en effet, ne consiste pas à frapper telle nature de richesse, au profit de telle autre ; l'Etat ne saurait jouer ainsi un rôle d'arbitre et il serait contraire à tous les principes économiques, aussi bien qu'à la justice élémentaire, de faire de l'impôt un instrument de compensation.

« L'impôt doit être juste, cela ne veut pas dire qu'il ait pour but d'établir la justice entre les hommes. Ses rapports sont très étroits avec la répartition de la richesse, mais ce sont des rapports en quelque sorte négatifs. Il faut et il suffit qu'il ne vienne point troubler les conditions normales de la répartition des richesses et surtout y introduire un élément d'injustice (1). »

(1) Art. de M. F. Faure, *Revue polit. et parlem.* du 5 juillet 1895, p. 23.

Pour nous, il nous apparaît seulement comme devant consacrer le grand principe de la répartition proportionnelle des charges de l'Etat, tout en laissant aux événements et au génie de chaque peuple le soin de développer les ressources de la nation.

Cette réserve faite, nous allons aborder le sujet principal de notre étude, qui sera divisée en quatre parties consacrées : la première, à la transformation de la fortune publique au cours du siècle, et à l'aperçu des mesures fiscales qui en ont été la conséquence ; la seconde, à l'exposé de la législation actuelle ; la troisième, à quelques brèves notions de législation comparée, et la quatrième, à l'examen critique de la question.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA TRANSFORMATION DE LA FORTUNE PUBLIQUE AU COURS DU SIÈCLE ET DES MESURES FISCALES QUI EN ONT ÉTÉ LA CONSÉQUENCE.

CHAPITRE PREMIER

VALEURS FRANÇAISES.

La mobilisation de la fortune, à peu près inconnue au commencement du siècle, s'est développée assez rapidement dans notre pays, pour contrebalancer la fortune immobilière.

Mais elle a été longtemps considérée comme indigne d'attirer l'attention des hommes sérieux.

Il est curieux de rappeler à ce sujet les sentiments du chancelier d'Aguesseau (1) : « Tout engagement, dont la cause ou l'utilité n'est évidemment fondée que sur un gain vicieux et injuste, est aussi un engagement injuste, s'il y a un doute raisonnable sur la justice du gain qui sert de cause..... »

(1) *Œuvres complètes*, t. X. Mémoire sur la Compagnie des Indes, p. 214.

« Il suit que, si non seulement il y a doute sur ce point, mais que le principe vicieux du gain soit beaucoup plus probable, dans le fait, que le principe innocent, on est encore plus obligé de s'abstenir d'un pareil contrat. »

« Par conséquent, l'acquisition des actions, même avec intention de ne les point vendre, est contraire au devoir de l'homme juste, puisque, d'un côté l'agiotage est un principe vicieux de gain et de profit, et que de l'autre, non seulement on peut douter raisonnablement si l'agiotage n'entre pas en grande partie dans le profit des actions, mais que cette supposition est la plus vraisemblable, et qu'il y a même une espèce de certitude morale qu'elle est véritable. »

L'illustre chancelier va même jusqu'à déclarer immoral et contraire à l'honnêteté le commerce des actions ou l'acquisition des valeurs industrielles.

« Rien n'est plus opposé à l'esprit des plus sains législateurs, aux vues des plus grands politiques et, si on peut le dire, à la loi de Dieu même qui a condamné l'homme à gagner son pain à la sueur de son front, que d'introduire un nouveau genre d'industrie qui, sans peine, sans travail, donne plus de richesses en un moment, que les voies naturelles et ordinaires n'en donneraient en une année, souvent même en un siècle. »

Cette sévérité ne se comprendrait guère, si l'on ne songeait que d'Aguesseau, en écrivant ces lignes, prévoyait les désastres que devait occasionner le système de Law, et condamnait l'effroyable spéculation à la-

quelle donnaient lieu les actions de la Compagnie des Indes. Il ne pouvait guère supposer qu'un jour viendrait, où des valeurs sérieuses, sagement émises, permettraient d'accomplir de grandes entreprises et de développer, dans des proportions inconnues jusque-là, le commerce et l'industrie de la France.

La révolution de 1789, suivie bientôt, de la création du papier-monnaie rapidement déprécié, de l'intervention abusive du gouvernement dans les transactions (1) et de la réduction de la dette de l'Etat, n'était point faite pour hâter le développement du crédit dans notre pays. Les capitalistes ne songeaient qu'à dissimuler cette richesse qui les rendait suspects et dont la propriété ne leur semblait pas suffisamment protégée. Au surplus, ainsi que le remarque un savant auteur : « La Révolution n'aborda que des problèmes déjà posés avant elle. Elle n'improvisa pour ainsi dire jamais. Elle ne mit en œuvre que des matériaux préparés par ses prédécesseurs. Dès lors, la taxation des valeurs mobilières, n'étant pas à l'ordre du jour sous l'ancien régime, ne s'y trouva pas davantage sous la Constituante (2). »

L'état d'esprit d'un pays se reflète très exactement dans les discussions des Chambres. Jetons un rapide

(1) Des décrets de la convention du 22 décembre 1792, 3 mai et 4 septembre 1793, voulurent fixer un prix maximum aux subsistances et aux objets de première nécessité. Cette méconnaissance absolue de tout principe économique tua le commerce et organisa la famine en voulant amener l'abondance sur le marché.

(2) Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, p. 322.

coup d'œil sur ces débats, sur les mesures auxquelles ils donnèrent naissance, car l'évolution fiscale est le thermomètre généralement assez exact de l'évolution économique, et nous constaterons aisément, que, vu le dédain professé alors pour la fortune mobilière, on ne pouvait songer à la frapper d'un impôt particulier.

§ 1. — **Loi de Frimaire.**

Lors de la discussion de la loi du 22 frimaire an VII, Crétet, rapporteur au Conseil des Anciens, s'étonne de voir les successions purement mobilières, affranchies du droit de mutation dans certains cas, en ligne collatérale par exemple ; il proteste contre cette inégalité de régime et réclame, dans les termes suivants, l'assujettissement des successions mobilières aux taxes établies.

« S'il a été nécessaire d'établir, au profit de l'Etat, une retenue sur les successions immobilières considérée comme le prix de la garantie de leur possession, existerait-il quelque raison pour traiter différemment les successions mobilières recueillies au même titre et partagées par les mêmes moyens ? Et comment expliquer pourquoi de deux héritiers qui recueillent, l'un un immeuble de 10.000 francs, l'autre une créance ou une somme de 10.000 francs, le premier serait assujetti au droit proportionnel et le second en serait affranchi ? »

Duchâtel, rapporteur aux Cinq-Cents, n'est pas moins énergique lorsqu'il traite ce sujet ; du reste après avoir élevé une réclamation identique à celle de Crétet, il

s'empresse de reconnaître qu'une différence de tarif s'impose.

« Ici encore (il parle de la législation alors en vigueur) je vois une veuve obligée de déclarer le mobilier que lui a laissé son époux, et là se présente à mes yeux un héritier à qui il vient d'échoir une succession mobilière de plusieurs millions, et la loi n'exige de lui ni déclaration, ni droit quelconque, comme si cette fortune n'avait aucune valeur ; comme si on ne devait pas autant à la loi pour la faveur qu'elle accorde dans l'un comme dans l'autre cas.

« Tout cela répugne à la raison et à la justice, et nous pensons que vous n'hésitez pas à établir un droit sur les successions mobilières qui ne sera cependant dans ses quotités que de la *moitié de celles qui sont fixées pour les propriétés foncières, proportion indiquée par la nature des choses.* »

Et plus loin il complète ainsi sa pensée. « Mais en proposant l'établissement d'un droit sur les successions mobilières, soit directes, soit collatérales, nous avons reconnu qu'il est de toute justice d'établir une différence entre elles et les successions de biens fonds. Celles-ci se composent nécessairement d'objets *qui produisent des revenus* et les autres en renferment qui ne produisent *pas le même avantage*, quoiqu'ils forment une véritable richesse. »

Les assemblées adoucirent encore le tarif qui leur était proposé ; les successions mobilières furent taxées

à 0 fr. 25 0/0 soit au quart des successions immobilières pour la ligne directe et à 1 fr. 25 0/0 pour la ligne collatérale.

D'autre part les « cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des compagnies et sociétés d'actionnaires » étaient tarifées à 0,50 0/0.

On pourrait croire, à l'examen de ces mesures qui paraissent bien douces aujourd'hui, que le législateur a épargné la fortune mobilière parce que sa nature même la rend malaisée à atteindre, ou encore, que présentant le développement auquel elle était appelée, il n'a pas voulu retarder ses progrès par des mesures fiscales trop sévères.

Nous ne le pensons pas.

Les besoins du Trésor étaient alors trop pressants pour être subordonnés à des considérations de cette dernière nature.

Sans doute, en bonne logique, il semble que la loi devrait éviter d'imposer des charges capables, tout au moins, d'entraver les progrès économiques d'un peuple. Mais, en pratique, il en va tout autrement et l'on nous excusera de parodier une phrase célèbre, en disant que la nécessité d'équilibrer un budget « a ses raisons que la raison ne connaît pas ». Nulle expression ne nous paraît mieux propre à expliquer l'introduction, dans nos lois de finances, de mesures fiscales insuffisamment étudiées et rédigées à la hâte, dans le seul but de créer les ressources immédiates que réclame la situation et

sans le souci des conséquences possibles, souvent désastreuses au point de vue économique.

Nous croyons qu'il faut plutôt voir dans le mode de procéder du législateur de frimaire un reste de la doctrine physiocratique.

Si la fortune mobilière a bénéficié de droits peu élevés, c'est qu'à cette époque, on la considérait comme improductive. La terre semblait être la seule source de richesses : le commerce et l'industrie étaient regardés seulement comme des moyens d'augmenter sa production. Tout partait d'elle et lui revenait, après avoir utilisé plus ou moins d'intermédiaires.

Ces idées qui dominaient alors et inspiraient les réformateurs ont laissé leur empreinte sur une partie des lois de la révolution, et de là vient, dans les questions de finances publiques, l'importance prédominante accordée jusqu'à nos jours à la richesse immobilière (1).

§ 2. — Lois de 1850 et 1857.

En somme, le début du siècle se montra peu favorable au développement du crédit, et l'on ne rencontre comme création importante à cette époque que celle de la Banque de France qui, elle-même, eut à subir plusieurs crises, notamment en 1805 et en 1814.

(1) En 1784, Necker dans son livre de l'*Administration des Finances* constate que les biens mobiliers sont frappés seulement dans la proportion de 16 0/0 par rapport aux biens immobiliers lesquels supportent 84 0/0 des impôts directs. Il signale une telle situation sans la commenter *tant elle lui paraît naturelle*.

Mais à toute contraction succède une détente. Un mouvement opposé se dessina de 1826 à 1838 et l'on vit se former alors plus de mille sociétés en commandite qui, pour la plupart, aboutirent à d'audacieuses escroqueries et à des ruines restées célèbres. La France, affaiblie par la longue série des guerres de l'Empire, avait enfin trouvé la paix nécessaire à la restauration de ses forces économiques ; les capitaux abondaient, et comme le remarque un savant économiste (1), « quand les habitants d'un pays ont accumulé des épargnes extraordinaires, dont le montant dépasse ce que le train courant des affaires peut absorber aisément, ils sont pris de vertige ; ils se mettent à la recherche des placements avec inquiétude, avec hâte et bientôt avec une furie singulière. C'est comme une frénésie qui leur fait perdre le jugement et qui les livre, bourgeois, rentiers et paysans, capitalistes petits et grands, à des courtiers véreux qui les dupent et qui les volent. Ils ne se rendent plus compte des conditions naturelles des affaires ; ils n'écoutent plus les conseils de la prudence et, comme les papillons, ils se brûlent à toutes les chandelles ».

La cause du crédit eût été bien compromise si d'autres entreprises n'étaient venues ranimer la confiance justement ébranlée.

Les trois plus anciennes de nos Compagnies d'assurances à primes fixes : la *Générale*, le *Phénix* et la *Na-*

(1) L. Say, *Les interventions du Trésor à la Bourse depuis cent ans*, p. 23.

tionale remontent à cette époque. Mais surtout, la formation de grandes sociétés anonymes ayant un but véritablement utile au pays, telles que nos grandes Compagnies de chemins de fer et de navigation, vint compenser cette suite de désastres et prouver que certains titres offraient toute sécurité au public dans le placement des capitaux.

Les Etats-Unis et l'Angleterre avaient commencé depuis plusieurs années la construction de leurs voies ferrées. La France ne pouvait négliger cet auxiliaire inappréciable du commerce et de l'industrie ; mais la situation financière du gouvernement ne lui permettait pas d'entreprendre pour son compte de pareils travaux.

Il fallut s'adresser à des compagnies et demander à l'initiative privée les capitaux nécessaires.

Certaines concessions furent accordées : Paris au Havre, Paris à Orléans, et cette dernière exploitation notamment donna des bénéfices inattendus.

Malgré les soubresauts provoqués alors par la spéculation, ainsi que cela se produit presque fatalement lors de la création de toute grande entreprise, la faveur du public se porta rapidement sur les actions de nos chemins de fer qui contribuèrent ainsi, pour une large part, à la transformation de la fortune du pays.

Les titres représentatifs de ces valeurs étaient assujettis seulement au timbre de dimension établi par la loi du 13 brumaire an VII ; quant au droit de 0.50 0/0

sur les cessions d'actions, édicté par la loi de frimaire, il ne trouvait son application qu'en cas de mutations constatées par acte authentique ou par acte sous seing privé volontairement présenté à la formalité, c'est-à-dire dans un très petit nombre de cas.

Désireux d'atteindre cette nouvelle forme de richesses, le gouvernement proposa en 1850 un projet de réforme de la loi sur le timbre qui devait, dans l'esprit de son rapporteur, « rétablir jusqu'à un certain degré entre la propriété territoriale et la richesse mobilière, cette égalité de charges que l'extrême diversité de leurs natures et de leur condition ne permet de réaliser que très imparfaitement ».

Et il ajoutait, précisant sa pensée en des termes d'une netteté remarquable : « On peut soutenir que l'impôt doit être augmenté, mieux réparti ; que le législateur doit tenir compte de l'accroissement des capitaux, de l'utilité de leur circulation ; qu'il doit suivre la richesse *dans ses transformations* et la saisir, au moment où elle se met en évidence, pour lui faire payer la protection que lui accorde l'Etat. Là est la justice, là par conséquent est le but que doivent se proposer des réformateurs éclairés, partisans des saines doctrines de l'économie politique (1). »

(1) Rapport de M. E. Lacroix du 31 janvier 1850.

Il est curieux de lire les motifs donnés par le rapporteur pour défendre le projet de la commission d'assujettir la rente à un droit de timbre et de faire disparaître par ce moyen l'inégalité entre les valeurs d'Etat et les autres. Cette partie du projet fut supprimée à la troisième délibé-

Le projet passa et le texte en fut promulgué le 5 juin 1850. Cette loi, sur le détail de laquelle nous reviendrons ultérieurement, après avoir modifié, en l'adoucissant, le tarif des effets de commerce, frappa d'un droit proportionnel de timbre tous les titres ou certificats d'actions de sociétés ou entreprises quelconques, financières, commerciales, industrielles ou civiles, lors de leur émission. Le tarif était de 0,50 0/0 pour les sociétés d'une durée inférieure à dix ans et de 1 0/0 pour celles d'une durée supérieure ; mais faculté était laissée de contracter, pour toute la durée de la société, un abonnement de cinq centimes par cent francs du capital nominal (1).

Les obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies étaient assujetties au timbre proportionnel de 1 0/0.

Il importe de remarquer, qu'aux termes des articles 15 et 32, la cession de ces divers titres était déclarée exempte de toute formalité d'enregistrement ; le nouvel impôt n'était donc pas purement et simplement un droit de timbre : il revêtait un caractère mixte. Quelques jours avant, la loi du 18 mai 1850 avait assujetti aux

ration devant l'opposition de M. Fould, alors ministre des finances. L'idée d'imposer la rente est donc ancienne.

(1) En fait, le droit de timbre fut payé plus tôt. Dès 1837, la Cour de cassation fit prévaloir, par plusieurs arrêts, une doctrine, en vertu de laquelle toute action ou obligation de société, quelle que fût sa forme ou son mode de transmission, devait être frappée d'un droit de timbre une fois payé de 0 fr. 50. D. P. 1872, 4. 117.

droits établis les mutations par décès et les transmissions entre vifs à titre gratuit d'inscriptions sur le grand livre de la dette publique, et avait déclaré applicables aux successions ou donations mobilières les tarifs des transmissions immobilières de même nature.

Ces diverses mesures, qui parurent certainement très dures alors, et qui nous semblent très naturelles aujourd'hui, n'entravèrent pas un instant le développement de la fortune mobilière.

La faveur dont jouissaient les actions de chemins de fer fut encore augmentée par des décrets qui, suivant l'exemple de celui du 5 janvier 1852, relatif à la Compagnie P.-L.-M., vinrent garantir aux compagnies un minimum d'intérêt pour les actions qu'elles émettraient, et la clause en fut, à plusieurs reprises, insérée dans le cahier des charges annexé à la loi.

Plus tard, dans le but de développer certains réseaux ou d'obtenir la construction de nouvelles lignes dans un délai déterminé, le gouvernement fut amené à autoriser des emprunts considérables et la garantie de l'Etat fut alors accordée par des dispositions légales émanant du Corps législatif.

Ce mode d'opérer qui inspirait une grande confiance au public fut dès lors employé en plusieurs circonstances. Les départements et les grandes villes eurent recours à l'autorisation législative pour obtenir les fonds nécessaires aux grands travaux d'intérêt public.

A cette époque se place également la création d'un

grand établissement financier qui a donné une forte impulsion au développement des valeurs ; nous voulons parler du Crédit foncier.

La pensée de fonder en France un système de crédit immobilier remonte à 1848.

Les diverses tentatives faites dans ce sens à l'Assemblée législative n'aboutirent pas à cause des événements politiques, mais l'idée fut reprise et un décret du 28 février 1852 posa les principes généraux sur lesquels pourraient être fondées les sociétés de Crédit foncier.

La formation de sociétés ayant pour but de prêter aux propriétaires des capitaux remboursables par annuités fut autorisée, et celles-ci, afin de se procurer les fonds nécessaires, purent émettre des obligations pour une valeur égale au chiffre des garanties hypothécaires fournies par les emprunteurs.

Immédiatement, sous le patronage de M. Wolowski, se constitue la « Banque foncière de Paris », autorisée par décret du 28 mars 1852, qui prit à l'origine une très grande importance. Des sociétés analogues se créèrent alors à Marseille et à Nevers ; mais la multiplicité même de ces entreprises devait nuire au placement de leurs titres et la nécessité de centraliser en une seule institution ces divers établissements apparut rapidement.

Un décret du 10 décembre 1852 confia cette mission à la Banque Foncière de Paris qui devint alors le Crédit Foncier de France. Son privilège fut étendu à tous les départements où n'existaient pas encore de sociétés

semblables avec faculté de s'incorporer celles déjà établies.

Dotée d'une subvention de dix millions, la nouvelle société devait pouvoir porter à soixante millions son capital et consentir, jusqu'à deux cents millions, des prêts hypothécaires. Elle contracta immédiatement un emprunt de deux cents millions, et les obligations émises, fractionnées en coupures de cent francs, attirèrent rapidement la petite épargne.

Ces titres, bientôt recherchés par tous comme un placement facile et avantageux, sont aujourd'hui classés parmi les plus sûrs, et la Banque est autorisée à faire, sur eux, des avances, jusqu'aux quatre cinquièmes de leur valeur nominale (1).

En présence du développement continu des valeurs mobilières, le Gouvernement songea à atteindre les mutations auxquelles elles donnaient lieu et qui, s'effectuant sans formalité authentique, échappaient ainsi à l'impôt; le moment de réaliser cette réforme parut venu en 1857.

Dans son rapport au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget de 1858, M. Alfred Leroux, faisant ressortir la nécessité de supprimer le double décime sur les droits d'enregistrement, suppression équivalant à un sacrifice de vingt millions, s'exprimait en ces termes : « Depuis quelques

(1) Buchère, *Traité des valeurs mobilières*.

années, le Corps législatif frappé de la situation difficile de la propriété foncière, constatant sans l'envier la prospérité de la richesse mobilière, cherchait dans la pensée d'un impôt modéré sur l'une, la possibilité d'un dégrèvement salutaire pour l'autre. »

Puis, après avoir exposé les progrès et les avantages résultant du développement des capitaux, il ajoutait la réflexion suivante dont le sens et la justesse sont aussi frappants aujourd'hui qu'alors : « La terre est l'élément solide sur lequel repose la propriété foncière ; et cette solidité fait son avantage en même temps que son inconvénient. En effet, c'est à elle que l'on s'adresse dès que les temps deviennent difficiles ; *toujours à portée, toujours saisissable et supportant le poids des crises, des guerres ou des révolutions, les aggravations d'impôts l'atteignent presque toujours et souvent seule.* »

La discussion au Corps législatif du principe de cette loi fut très vive et occupa presque en entier les séances des 22, 24 et 25 mai 1857. Partisans et adversaires de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la richesse mobilière soutinrent avec ardeur leurs opinions respectives.

Plusieurs orateurs reprochèrent vivement au Gouvernement de manquer trop vite à la promesse faite aux porteurs par l'article 15 de la loi du 5 juin 1850 qui, moyennant le paiement du droit de timbre alors établi, dispensait de tout droit et de toute formalité d'enregistrement les cessions de titre ou de certificats d'actions.

Enfin le projet fut voté et devint la loi du 23 juin 1857.

Contentons-nous de dire, pour le moment, qu'elle créa une taxe dite de transmission de 0,20 0/0 de la valeur négociée, sur toute cession de titre, promesse d'actions ou obligations de sociétés, compagnies ou entreprises quelconques financières, industrielles, commerciales ou civiles, taxe convertie pour les titres au porteur, ou pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un tranfert sur les registres de la société, en une taxe annuelle et obligatoire de 0,12 0/0 du capital desdits titres évalués suivant le cours moyen pendant l'année précédente et, à défaut, suivant les règles établies par les lois de l'Enregistrement.

Pendant la seconde moitié de l'Empire, les affaires connurent une prospérité qu'elles sont loin d'avoir rencontrée depuis. La majorité de nos grands établissements industriels et commerciaux actuels remonte à cette période. Pour ne citer que quelques sociétés financières, le Crédit industriel et commercial fut fondé en 1859, le Crédit lyonnais en 1863, la Société générale en 1864.

L'essor des affaires de bourse assurait dès cette époque au marché de Paris la primauté sur les diverses places d'Europe (1).

(1) En 1856, Proudhon dans son *Manuel du spéculateur à la Bourse* estime à 20 milliards les valeurs cotées alors sur le marché.

§ 3. — Lois de 1871 et 1872.

La législation fiscale ainsi établie n'eût pas été modifiée d'un certain temps encore sans les douloureux événements de 1870. La nécessité de faire face aux besoins du Trésor donna lieu à une série de mesures financières destinées à créer de nouvelles ressources.

Les articles 3 et 4 de la loi du 23 août 1871, poursuivant l'œuvre commencée par la loi du 18 mai 1850, assujettirent aux droits de mutation par décès et de transmission à titre gratuit les valeurs mobilières étrangères de quelque nature qu'elles fussent. Le même texte étendit aussi les tarifs en vigueur aux successions mobilières d'étrangers domiciliés en France ou aux transmissions entre vifs à titre gratuit de ces mêmes valeurs opérées dans notre pays.

L'impôt sur le revenu qui avait toujours été repoussé chez nous, en 1848 (projet Goudchaux), en 1849 (projet Passy), en 1850 (projet Adelwaerd), fut proposé de nouveau par la Commission du budget.

Ce projet, établi sur le modèle de l'Income Tax, répartissait les revenus dans quatre classes ou cédules ; dans la première, classe A, figuraient les revenus des valeurs mobilières françaises et étrangères représentées par des titres de rentes, d'obligations, et d'autres valeurs nominatives ou au porteur émises par les États, départements, villes ou communes, sociétés anonymes ou en commandite par actions et des parts d'intérêt dans les

sociétés commerciales ou civiles à l'exception des rentes françaises et effets publics français.

Les trois autres classes comprenaient les rémunérations de toutes sortes attachées à une fonction, les intérêts de créances sur particuliers et les bénéfices des offices ministériels, de la banque, etc.

M. Thiers se déclara nettement hostile au projet qui fut repoussé dans la séance du 27 décembre 1871 (1). Le Gouvernement en présenta un autre qui visait seulement les revenus de l'épargne consolidée et non ceux résultant d'affaires engagées ou du travail personnel.

La discussion de ces dispositions fut ajournée, mais en 1872, la Commission du budget les reprit de nouveau. Son rapporteur, M. Deseilligny s'élève d'abord, au cours de son rapport, contre le préjugé qui consiste à dire que la fortune mobilière ne supporte pas une part d'impôts égale à celle que supporte la fortune foncière. Cette affirmation contraste singulièrement, on le voit, avec les théories soutenues jusqu'alors par les divers rapporteurs ; elle est d'autant plus intéressante à noter, qu'elle se retrouve fréquemment dans les discussions actuelles du Parlement.

Le même orateur combattait en second lieu une opinion également peu controversée jusqu'alors, à savoir

(1) Mais la loi du 16 septembre 1871 éleva à 0 fr. 50 0/0 et à 0 15 0/0 le droit de transmission établi en 1857 sur les titres nominatifs et au porteur, droit sujet aux décimes ; et celle du 23 août 1871 avait ajouté deux décimes aux droits du timbre de toute nature.

que le titre au porteur n'est pas taillable et corvéable à merci, et qu'il peut y avoir des inconvénients graves à le frapper trop, sous le prétexte qu'il échappe par sa nature même aux droits de mutation.

La loi du 30 mars 1872 avait élevé de 0 fr. 15 à 0 fr. 25 0/0 la taxe annuelle sur les titres au porteur.

M. Deseilligny critiquait cette élévation et montrait l'influence fâcheuse que pouvait avoir sur le marché financier une mesure qui devait rejeter la faveur du public sur les titres nominatifs.

« Un des premiers éléments de succès d'un marché, disait-il, c'est son mouvement, c'est la certitude de pouvoir y vendre chaque jour la valeur dont on veut se défaire, soit pour avoir des fonds disponibles en vue d'une construction, d'un commerce ou de tout autre emploi, soit pour rentrer dans une autre valeur à laquelle on donne la préférence. Il faut aussi que le même jour on puisse trouver cette valeur sur le marché et pour cela qu'il y ait toujours des vendeurs. Mais si la grande majorité des titres étaient nominatifs et, si le système de la fidélité absolue aux valeurs que l'on possède venait à se généraliser, le marché perdrait sa vie et s'éteindrait presque complètement au grand dommage des affaires. »

De ces discussions naquirent les lois des 28 et 29 juin 1872.

La première autorisa le prélèvement d'une contribution de 2 0/0 sur le revenu des créances hypothécaires.

Elle vécut six mois à peine et fut abrogée par l'article 20 de la loi du 20 décembre 1872.

La seconde, dont les dispositions sont encore en vigueur, établit une taxe de 3 0/0 (1) sur :

1° Les intérêts, dividendes et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles ;

2° Les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics et des compagnies ou sociétés ci-dessus ;

3° Les intérêts et bénéfices annuels des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé par actions.

En outre le droit de transmission de 0,50 0/0 sur les titres nominatifs et la taxe annuelle sur les titres au porteur ramenée à 0,20 0/0 étaient déclarés exempts de décimes.

Ces derniers tarifs sont toujours en vigueur (2) ; celui de la taxe sur le revenu a été élevé à 4 0/0 par la loi du 26 décembre 1890.

Telle est, esquissée à grands traits, la genèse de la

(1) Dans le projet de la commission, la taxe était de 2 0/0 ; ce chiffre ne permettant pas d'atteindre les 15 millions demandés par la commission, le gouvernement proposa d'élever le taux à 3 0/0.

(2) La loi du 21 juin 1875 a déclaré la taxe sur le revenu applicable aux lots et primes de remboursement, payés aux porteurs d'obligations et autres effets ou titres d'emprunt ; un projet de loi voté par la Chambre, le 22 novembre 1895, mais non encore discuté au Sénat, élève à 8 0/0 la taxe sur les lots.

législation fiscale sur les valeurs mobilières françaises.

Nous avons évité, avec soin, de faire allusion à la question de l'impôt sur la rente. Nous devons nous borner à constater ici l'exemption complète dont elle jouit. Le sujet offre un très grand intérêt et a donné lieu à bien des controverses. Rappelons seulement qu'il a fait l'objet de deux études très complètes et fort attachantes, l'une de M. Léon Say, qui est favorable à la non-imposition de la rente, l'autre de M. Fernand Faure qui soutient la thèse opposée (1).

(1) *Revue politique et parlementaire*, juin 1895, p. 401 à 427 ; juillet 1895, p. 48 à 47.

CHAPITRE II

VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES (1).

Nous distinguerons soigneusement les titres émis par des sociétés, compagnies, entreprises, villes et provinces étrangères, des fonds d'Etats et effets publics des gouvernements étrangers.

§ 1. — Titres des sociétés et villes étrangères.

Ces valeurs restèrent pendant longtemps exemptes de tout droit ; elles n'avaient à supporter, lorsqu'il en était fait usage, que les droits de timbre établis par la loi du 13 brumaire an VII (2).

Cependant elles pénétraient peu à peu sur notre marché ; aussi, pour supprimer l'inégalité qui existait, de ce chef, entre elles et les valeurs françaises, et qui apparaissait plus choquante chaque jour, le législateur de 1857 établit dans l'article 9 de la loi du 23 juin que les

(1) Nous empruntons les éléments de cette étude à l'ouvrage si complet et si approfondi de M. Maurice Jobit sur le *Régime fiscal des valeurs mobilières en France*, et au *Traité pratique* qu'il vient de faire paraître récemment. Guillaumin, 1898.

(2) Remarquons cependant que l'article 7 de la loi du 18 mai 1850 avait assujéti les fonds publics et les actions des sociétés étrangères aux droits de mutation par décès ou de transmission entre vifs. C'était un acheminement vers l'assimilation.

actions des *sociétés, compagnies et entreprises* étrangères seraient soumises en France à des droits équivalents à ceux fixés pour les valeurs françaises tant par ladite loi que par celle du 5 juin 1830. Il subordonnait en outre à l'acquiescement de ces droits leur admission à la cote.

L'article 9 fut voté sans difficultés par le Corps législatif qui avait si longuement discuté sur l'article 6 ; le principe de l'impôt une fois voté, personne ne songea à faire d'objection sur l'égalité de traitement imposé aux titres français et étrangers.

Mais comment obliger au paiement des droits ainsi établis, des sociétés qui, le plus souvent n'avaient aucun immeuble en France et échappaient à toute action ? Le soin de cette opération délicate fut laissée à un règlement d'Administration publique et le décret du 17 juillet 1837 indiqua les règles à suivre.

Aux termes de l'article 10, les sociétés qui étaient inscrites à la cote ou qui voulaient obtenir cette admission, devaient tout d'abord faire agréer un représentant responsable par le ministre des finances ; celui-ci, au vu des documents qui lui étaient remis, fixait le nombre des titres sujets à l'impôt.

De vives réclamations s'étant élevées contre ce mode de procéder, qui laissait trop de place à l'arbitraire, un décret du 11 janvier 1862 fit une distinction entre les sociétés dont les titres circulaient simultanément en France et à l'Etranger, et celles pour lesquelles il était notoire que leurs titres circulaient particulièrement dans notre pays.

Pour les premières, l'impôt était calculé sur la moitié du capital représenté par les actions et les obligations.

Pour les secondes, sur le montant total de ces valeurs.

Le décret de 1857 prescrivit en outre :

1° Le paiement du droit de timbre au moyen de l'abonnement de 0,05 0/0 du capital nominal.

2° L'acquittement du droit de transmission au moyen d'une taxe annuelle et obligatoire de 0,12 0/0, sans faire aucune distinction entre les valeurs nominatives et les valeurs au porteur, distinction impossible à établir pour des sociétés ayant leur siège à l'Etranger et dont l'Administration ne pouvait se faire communiquer les registres.

Mais les articles 10 et 11 de ce décret ne parlent que de l'admission à la cote et nullement de la négociation pure et simple visée par le texte de loi. On en conclut qu'il s'agissait seulement des négociations *officielles*, c'est-à-dire de celles qui s'effectuent pour les seuls titres cotés, et les titres étrangers non cotés jouirent de ce fait d'une immunité à peu près complète (1).

Sans entrer dans l'énumération des décrets rendus en vue de modifier des détails d'application, rappelons que des modifications importantes furent apportées à ce régime. La loi du 23 août 1871 ajouta deux décimes au principal des droits de timbre de toutes natures et assujettit aux droits de mutation par décès ou de transmis-

(1) *Revue politique et parlementaire*, numéro de juillet 1895.

sion entre vifs les obligations des villes étrangères et « généralement toutes les valeurs mobilières étrangères de quelque nature qu'elles soient ».

Celle du 30 mars 1872 procéda à une assimilation analogue au point de vue du droit de timbre et de transmission ; elle établit en outre un droit de timbre de 1 0/0 sur les titres étrangers non cotés dont il était fait usage en France.

Elle fut suivie du décret du 24 mai 1872, dont les dispositions relatives à la quotité imposable des titres des sociétés, villes, etc., sont toujours en vigueur.

Enfin la loi du 29 juin 1872 soumit à la nouvelle taxe de 3 0/0 les actions des sociétés et villes étrangères, et les modifications apportées à son texte, par les lois postérieures telles que celles du 21 juin 1875 ou du 26 décembre 1890, leur sont applicables.

Il semblerait, à la lecture de ces dispositions, et notamment de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, que tous les titres des sociétés étrangères dussent supporter les taxes d'abonnement, et que, par suite de leur assimilation aux valeurs françaises, le droit de timbre au comptant de 1 franc (augmenté de deux décimes), créé par la loi du 30 mars 1872, ne rencontrât plus d'application.

Rien n'est moins vrai cependant ; car bien des titres étrangers circulaient et circulent encore en France, sans être destinés, par exemple, à être *cotés, négociés, exposés en vente ou émis* ; ils n'étaient donc pas passibles des

pénalités inscrites dans l'article 10 de la loi du 23 juin 1857. D'autres, en plus grand nombre, se sont introduits dans notre pays, sans que le fait générateur de l'impôt ait pu être saisi. On comprend que, dans ces conditions, les sociétés étrangères, ayant à supporter en partie les taxes d'abonnement, préférassent voir leurs titres frappés du droit de timbre au comptant qui retombe uniquement sur le porteur (1). Elles s'abstenaient par suite de contracter l'abonnement, toutes les fois que la nécessité de l'émission ou de l'admission à la cote officielle ne leur imposait pas cette obligation (2).

D'autre part, le gouvernement n'avait aucune prise sur des sociétés qui, le plus souvent, ne possèdent rien en France ; il voulut remédier à cet état de choses et se préoccupa de chercher un remède en 1895.

Un premier système fut alors proposé. Il consistait à maintenir le droit de timbre de 1 0/0 au comptant, et à imposer aux maisons de banque, établissements de crédit et correspondants, en France, des sociétés étrangères non abonnées, l'obligation de retenir sur les coupons à payer, la double taxe qu'ils verseraient directement au Trésor (3).

On citait, comme exemple, le mode de recouvrement usité pour la perception de l'impôt sur les opérations de

(1) Rapport de M. Cochery, *Off.* des 21 et 22 novembre 1895.

(2) La moyenne des droits au comptant ainsi perçus a toujours été supérieure à 2 millions.

(3) *Revue politique et parlementaire*, juillet 1895.

bourse chez nous et de l'Income Tax sur les titres et valeurs (Cédule C) en Angleterre.

Ce procédé d'application, très simple en apparence, a paru difficile à réaliser.

Le droit de communication des agents de l'Administration aurait dû être singulièrement étendu, et cette ingérence dans l'entreprise privée a paru dangereuse.

En outre, l'impôt de transmission se percevant sur la valeur négociable, et cette valeur variant de jour en jour, on arriverait à des perceptions journalières très différentes et dont la vérification demanderait un travail considérable.

Enfin, il a paru impossible d'atteindre de la sorte de très nombreux titres de sociétés étrangères, dont les actionnaires seraient inscrits sur les registres de la société et toucheraient directement leur coupon au moyen d'un chèque.

Pour ces divers motifs ce projet a été abandonné (1). La loi de finances du 28 décembre 1893 s'est bornée à élever à 2 0/0 le droit de timbre au comptant sur les titres d'actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises étrangères autres que ceux qui acquittent la taxe annuelle.

Ce droit, sans décimes, est perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément, et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs (2).

(1) Rapport de M. Hippolyte Morel au Sénat, session 1895, annexe n° 44, et P. V. de la séance du 18 décembre.

(2) Rapport général de M. Cochery. La perception sur un minimum

La situation peut donc se résumer ainsi :

a) Les Sociétés abonnées paient :

1° Le droit de timbre de 0 fr. 06 0/0 (décimes compris) du capital nominal, pour les actions, ou, du montant du titre, pour les obligations.

2° Le droit de transmission de 0 fr. 20 0/0, sans décimes, sur le cours moyen de l'année précédente.

3° La taxe de 4 0/0 sur le revenu.

b) Les Sociétés non abonnées voient leurs titres frappés du droit de 2 0/0 sans décimes.

Ajoutons que l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898, en vue d'assurer d'une façon plus complète l'exécution des obligations fiscales des Sociétés étrangères, punit d'une amende proportionnelle *toute personne qui annonce ou publie* l'émission, la souscription ou l'introduction sur le marché de leurs titres, ou en fait le *service financier*, sans qu'un représentant ait été agréé, en laissant toutefois la faculté de remplacer cette dernière formalité par le dépôt d'un cautionnement.

§ 2. — Titres des gouvernements étrangers

On range sous cette dénomination « les valeurs dont le Trésor public se reconnaît débiteur et dont il s'oblige à effectuer le service ».

de 100 francs a été établie en vue de ne pas laisser échapper, en grande partie, à l'impôt les actions de 25 francs telles que les actions des mines d'or qui avaient une valeur très supérieure au prix d'émission. Reste à savoir si cette mesure produit tous ses fruits (Jobit, *Supplément au Régime fiscal*, p. 31).

Il peut arriver que l'émission de ces titres soit faite par une société, et que l'on soit embarrassé sur le point de savoir si l'on est en présence d'un fonds d'Etat ou d'une obligation de société.

Le seul moyen de trancher la difficulté est de rechercher, si c'est la société ou l'Etat qui revêt le caractère de *débiteur principal et direct*.

Dans le premier cas, il faudra classer la valeur parmi celles des sociétés étrangères.

Dans le second, on la considérera comme un fonds d'Etat.

Les titres de cette dernière nature ont échappé à la triple taxe parce que, suivant les paroles de M. Mathieu Bodet, rapporteur de la loi du 25 mai 1872 : « il a paru difficile de fixer conventionnellement une taxe annuelle sur tout ou partie du capital représenté par des titres de rente d'un Etat étranger, le Trésor français ne pouvant entrer, pour l'acquittement de l'impôt, en relations directes avec le gouvernement qui a émis ces rentes ».

C'est un acte de courtoisie internationale (1).

Mais si le recouvrement des taxes d'abonnement ou de l'impôt de 3 0/0 ne paraissait pas possible, la perception d'un droit de timbre au comptant, avant tout usage en France, n'avait pas paru offrir les mêmes inconvénients, et dès 1863 (loi du 13 mai), un droit de timbre de 0,50 0/0, sur leur valeur nominale, atteignait

(1) Un amendement de M. Pouyer Quertier proposant un impôt sur les fonds d'Etat étrangers fut alors repoussé.

les fonds d'Etat, avant toute transmission, sous peine d'une amende de 10 0/0 infligée au propriétaire et à l'agent de change ou autre officier public ayant concouru à la transmission.

La loi du 8 juin 1864 porta le tarif à 1 0/0.

Lors des discussions qui s'élevèrent en 1872, au sujet des réformes financières, M. Thiers demanda une réduction de ce tarif, afin d'attirer sur le marché les valeurs étrangères et d'avoir ainsi une monnaie naturelle permettant d'acquitter les charges écrasantes de cette époque, sans avilir le cours du change.

Son désir fut réalisé par la loi du 25 mai 1872 qui modéra le droit, en le graduant de la façon suivante :

0 fr. 75 par titre de 500 francs et au-dessous.

1 fr. 50 — de 500 à 1.000.

3 fr. » — de 1.000 à 2.000.

et ainsi de suite, à raison de 1 fr. 50 pour 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs,

Cette modération de tarifs, dictée par les circonstances critiques de l'époque, a depuis lors paru excessive. On a fait valoir que le tarif de 1. 50 pour mille, inférieur à celui qui est établi dans les principaux Etats de l'Europe, pouvait être rehaussé, sans crainte d'arrêter la confiance que ceux-ci ont toujours manifestée en l'épargne française.

D'autre part, en présence de l'immunité de la rente française, on ne pouvait pas invoquer en faveur de la

taxation des fonds d'Etat, les arguments qui firent imposer les valeurs des sociétés étrangères.

Néanmoins, la loi du budget de 1896, promulguée le 28 décembre 1895, a transformé le droit gradué de 1872 en un droit purement proportionnel de 0.50 0/0. C'était revenir au régime de 1863 (1).

La modération de ce tarif devait attirer l'attention du législateur en quête de ressources. On faisait au reste très volontiers remarquer, que le droit de timbre sur les fonds d'Etat étrangers était inférieur de moitié à celui de 1864, et que, même en le ramenant à 1 0/0, la situation de ces titres n'en serait pas moins privilégiée par rapport à celle des autres valeurs (2).

Un crédit de 25 millions ayant été voté en 1898, en vue du dégrèvement des petites cotes foncières, la nécessité de combler le déficit occasionné par cette mesure décida la commission du budget à demander un rehaussement de l'impôt.

M. Krantz, rapporteur général du budget de 1898, tout en avouant que les titres d'États étrangers jouissent d'un régime de faveur, reconnaît « qu'il serait préférable, même sur ce point, d'éviter tout remaniement ». Il s'excuse toutefois d'en provoquer un, par la nécessité d'équilibrer le budget, et il ajoute que la mesure ne saurait inquiéter, la France possédant environ

(1) M. Cochery, rapporteur général du budget, fit ressortir dans son rapport paru à l'*Officiel*, les 21 et 22 novembre 1895 (Annexes), l'innocuité de ce relèvement au point de vue du marché ; il s'appuyait aussi sur la comparaison avec les divers tarifs étrangers.

(2) *Le Temps*, 25 octobre 1897.

vingt milliards de valeurs étrangères, dont douze en fonds d'État (1).

La loi du budget, promulguée le 13 avril 1898, a fixé par son article 13 à 1 0/0, sans décimes, le droit de timbre des titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.

Toutefois, le nouveau tarif n'entrera en vigueur qu'à compter du 1^{er} janvier 1899 et ne sera applicable qu'à ceux des titres qui n'auraient pas été timbrés antérieurement au droit établi par la loi du 28 décembre 1895.

Ainsi le droit de 1 0/0 ne pourra être appliqué, même après le 1^{er} janvier 1899, qu'aux titres non timbrés ou à ceux qui, bien que timbrés à cette date, n'auraient pas acquitté le droit de 0,50 0/0, mais le droit inférieur de la loi de 1872. L'imputation de l'impôt déjà payé sera faite.

Cette mesure va évidemment donner lieu à un certain nombre de suppléments de timbre, et hâter l'exécution complète de la loi du 28 décembre 1895.

Il importe de faire remarquer, que le dernier paragraphe de l'article 13 maintient le droit de 0,50 pour les fonds d'Etat qui, au moment où le droit sera exigible, seront tombés au-dessous de la moitié du pair, par suite d'une diminution d'intérêt de l'Etat débiteur (2).

(1) Une campagne de presse très violente accueillit le projet. Voir notamment plusieurs numéros du *Rentier* de novembre 1897 et l'*Echo de Paris* des 26, 29 et 30 octobre 1898.

(2) Cette atténuation sera particulièrement bien accueillie par les porteurs de fonds turcs, espagnols ou portugais dont le nombre est malheureusement trop nombreux en France.

ANNEXE

IMPOT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.

Bien que la taxe à supporter par les opérations de Bourse ne rentre pas directement dans la catégorie de celles que nous venons d'étudier, et qui affectent spécialement les valeurs mobilières, il nous a paru impossible de ne pas lui réserver un chapitre spécial.

Cet impôt frappe en effet la *négociation* des valeurs mobilières ; il les atteint donc indirectement.

Sans doute, il constitue aussi, et surtout, une taxe infligée à la spéculation, et son poids ne saurait peser lourdement sur les marchés au comptant.

Nous avons pensé, néanmoins, que nous devions lui consacrer un court chapitre, tant à cause de l'actualité du sujet, que pour ne rien omettre des matières annoncées par le titre de notre étude.

Les bordereaux au moyen desquels les agents de change et les courtiers constatent les opérations effectuées pour leurs clients, sont destinés à faire titre. Ils étaient donc assujettis par ce fait au timbre de dimension établi par la loi du 13 brumaire an VII.

L'omission de cette formalité, constatée à plusieurs reprises, donna lieu à l'insertion, dans la loi du 5 juin

1850, d'une mention spéciale visant les écrits de cette nature.

L'article 13 de cette loi vint affirmer l'exigibilité du droit de timbre sur les bordereaux d'agent de change, et sanctionna cette mesure par l'établissement d'une amende de cinq cents francs en cas de contravention.

Le projet de loi portant fixation du budget de 1863 prévoyait la création d'un droit gradué qui atteignait le maximum de 5 francs, lorsque les opérations effectuées par le même ordre dépassaient 20,000.

Mais, au cours de la discussion, un amendement fut proposé, qui fixait le nouveau droit à :

0 fr. 50 pour les opérations de 10,000 francs et au-dessous ;

1 fr. 50 pour les opérations supérieures à 10,000 fr. Cette modification fut adoptée et incorporée à la loi de finances du 2 juillet 1862.

La création, par la loi du 23 août 1871, de deux décimes vint porter les droits à 0 fr. 60 et à 1 fr. 80.

Notons, en passant, qu'en 1873, un projet de loi rehaussant le droit de timbre établi et le graduant, suivant l'importance de l'opération effectuée, fut communiqué au Conseil d'Etat par le Ministre des finances. Aucune suite n'y fut donnée.

Lors (1) de la discussion du budget de 1891, M. Cornudet proposa un amendement qui avait pour but un

(1) *J. Off.*, Séance du 15 décembre 1891.

dégrèvement en faveur des ventes immobilières de peu d'importance et des petits emprunts hypothécaires. Pour compenser la perte que devait causer au Trésor l'adoption de cette mesure, l'honorable député de la Creuse proposa de remplacer le droit de timbre établi en 1862, sur les bordereaux d'agents de change et courtiers, par une taxe graduée de :

0 fr. 05 p.	4.000	pour les opérations n'excédant pas 5.000 francs.
0 fr. 10	id.	— — — de 5.000 à 10.000 —
0 fr. 50	id.	— — — au-dessus de 10.000 —

Il faisait remarquer, assez justement, que, pour une opération de 600 francs, le droit payé était de 1 par 4.000, et que, pour une opération de 180.000 francs, le droit était payé sur un taux cent fois inférieur ; qu'en fait, la petite épargne se trouvait frappée beaucoup plus durement que la spéculation.

M. Cavaignac, rapporteur général, repoussa l'amendement, à cause des mesures inquisitoriales que son adoption devait entraîner, et aussi, par la crainte de voir passer à la coulisse, les ordres effectués par le parquet.

M. Rouvier, ministre des finances, conclut au rejet, par crainte de provoquer sur le marché financier une perturbation trop profonde.

L'amendement fut disjoint de la loi du budget, transformé en une proposition de loi, et renvoyé à la commission du budget pour fournir matière à un rapport spécial.

La question fut reprise en 1893 : un projet de loi, déposé par M. Tirard, et établissant un droit de timbre gradué de 0 fr. 10 à 10 francs, *sur les opérations de bourse à terme* seulement, fut adopté par la Chambre, mais ajourné par le Sénat (1).

Enfin M. Peytral proposa de nouvelles mesures qui furent adoptées et figurent dans la loi de finances du 28 avril 1893.

Ces dispositions sont les suivantes :

ART. 28. — « A partir du 1^{er} juin 1893, toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, de valeurs de toute nature, donnera lieu à la rédaction d'un bordereau soumis à un droit de timbre, dont la quotité est fixée à 0 fr. 05 par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs du montant de l'opération, calculé d'après le taux de la négociation. Ce droit n'est pas soumis aux décimes ; il est réduit de moitié pour les opérations de report. »

ART. 29. — « Quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse, doit, à toute réquisition des agents de l'enregistrement, soit représenter des bordereaux d'agent de change ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent, soit, faute de ce faire, acquitter personnellement le montant des droits. »

(1) *J. off.*, *Doc. parl.* Ch. des députés. Séance du 14 janvier 1893, ann. n° 2515.

En outre, l'obligation de faire une déclaration préalable et de tenir un répertoire de toutes leurs opérations, était imposée aux personnes désignées dans l'article 29 et qu'on a appelées pour ce motif les « assujettis ».

C'est afin de laisser entière la question de la réorganisation du marché, très discutée depuis quelques années, par suite du développement considérable qu'ont pris les maisons de coulisse, et de la violation flagrante de l'article 76 du Code de commerce, que l'on s'est décidé à placer l'assujetti dans l'alternative, de représenter le titre constatant la mutation, ou, à son défaut, d'acquitter le droit lui-même, comme on ferait pour un débiteur ordinaire qui, ne pouvant justifier de sa libération, se trouve contraint de payer le montant de la créance existant contre lui.

La loi, conçue en des termes généraux et absolus, ne comporte aucune exception et abroge même celles qui existaient antérieurement, et exonéraient du droit les bordereaux relatifs aux opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne, de la caisse des dépôts et consignations, des caisses de retraite ou des caisses d'assurance en cas d'accidents (1).

Lors des travaux préparatoires de la loi du budget de 1896, le Ministre des finances, qui était alors M. Doumer, frappé de l'engourdissement qui s'était emparé du marché des rentes, demanda une réduction des trois quarts de l'impôt sur les opérations constatant la négo-

(1) Instr. de la Régie, n° 2848, § 5.

ciation de rentes françaises. Le rapport, aux termes duquel il proposait cette modification, expliquait, que l'affaissement du marché des rentes tenait à ce que le droit de 0 fr. 50 0/00 avait éloigné quantité de petits spéculateurs, habitués à opérer en vue d'un bénéfice très minime, d'une nature de valeurs dont le cours varie, d'une liquidation à l'autre, dans de faibles proportions. Il fournissait à l'appui de sa proposition un tableau faisant ressortir les quantités moyennes de rentes négociées journallement, sur le marché, pendant les années 1892, 1893, 1894 et 1895 (1) et ajoutait, que « le développement des transactions compenserait pour le Trésor la perte occasionnée par l'abaissement du tarif » (2).

(1) Voici ce document qu'il peut être intéressant de connaître.

Quantités moyennes de rentes négociées journallement, sur le marché libre des rentes françaises, pendant les années 1892, 1893, 1894, 1895.

MOIS	1892	1893	1894	1895
	Avant l'impôt	Avant l'impôt	Depuis l'impôt	Depuis l'impôt
Janvier . . .	5.401.000	6.809.000	2.853.000	3.493.000
Février . . .	7.761.000	4.881.000	2.960.000	2.418.000
Mars.	6.587.000	5.421.000	2.325.000	1.938.000
Avril.	4.860.000	4.885.000	2.004.000	2.083.000
Mai	6.604.000	4 645.000	2.704 000	2.601.000
		Depuis l'impôt		
Juin.	7.689.000	1.755.000	2.487.000	2.297.000
Juillet. . . .	5.702.000	1.699.000	1.461.000	1.885.000
Août.	4.394.000	1.588.000	2.050.000	625.000
Septembre . .	4.746.000	1.639.000	2.750.000	
Octobre . . .	5.900.000	1.333.000	3.170.000	
Novembre . .	7.363.000	2.473.000	3.126 000	
Décembre . .	10.751.000	2.173.000	2.447.000	

(2) Les résultats obtenus jusqu'ici, et que nous indiquons plus loin, ne paraissent pas avoir confirmé cette proposition.

La discussion de ce dégrèvement donna lieu à des débats assez vifs. Plusieurs orateurs s'attachèrent à démontrer (1) que le tableau produit par le Ministre, à l'appui de sa proposition, ne pouvait avoir un caractère suffisant d'authenticité, parce que les carnets de la coulisse n'étaient pas contrôlés avant 1893 ; que la véritable cause de l'abandon du marché des rentes avait été la spéculation sur les mines d'or ; qu'enfin un droit de 5 francs ne pouvait paraître excessif, à l'achat de 3,000 francs de rente au capital de 100,000 francs par exemple, si l'on mettait en regard l'impôt qu'aurait dû supporter l'achat d'un immeuble ou d'un fonds de commerce de même valeur.

La mesure préconisée par le Ministre des Finances n'en fut pas moins adoptée et fit l'objet de l'article 8 de la loi du 28 décembre 1895, en sorte que le tarif auquel sont soumises les opérations sur la rente est de 0,0125 pour mille.

Enfin, une modification récente vient d'être apportée, non au tarif, mais au mode d'application de la loi : présentée sous la forme d'amendement à la loi de finances par M. Fleury-Ravarin, elle a donné lieu, tant au Sénat qu'à la Chambre, à des discussions très animées (2) et les circonstances qui ont motivé sa proposition paraissent intéressantes à noter.

(1) Débats de la Chambre des députés du 13 décembre 1895. *Off.* du 14. Interpellation de MM. Jourdan (Var), Henri Cochin et Jourde.

(2) Débats du 7 mars 1898 à la Chambre des députés et du 2 avril 1898 au Sénat.

L'amendement Fleury-Ravarin a pu et a dû, pour trouver sa place dans la loi de finances, être représenté comme une mesure fiscale destinée à produire une augmentation de ressources ; au fond, la disposition législative dont il s'agit était destinée, suivant l'expression même de son auteur, « à servir de préface à la réorganisation du marché financier ».

La corporation des agents de change avait déposé, dès la fin de 1897, entre les mains du Ministre de la Justice, une plainte fondée sur la violation, par la coulisse, de l'article 76 du Code de commerce. Afin d'éviter les conséquences qu'aurait pu avoir, sur le marché financier, une décision judiciaire, dont le sens était facile à prévoir, on a cherché à obtenir un plus grand respect de la loi par une mesure fiscale.

La loi de 1893 se bornait à frapper la matière imposable sous quelque forme qu'elle se présentât ; elle évitait même soigneusement toute allusion à la distinction des valeurs cotées ou non, afin de laisser entière la question de réorganisation du marché..

M. Fleury-Ravarin a pensé que le meilleur moyen d'assurer au parquet le monopole de la négociation des valeurs admises à la cote officielle, était d'exiger *toujours* le bordereau d'agent de change constatant l'achat ou la vente de ces valeurs. Le paiement de la taxe resterait payable directement par les assujettis, coulissiers ou autres, pour les seules opérations du marché libre.

La discussion de cet amendement a fait, plus encore

au Sénat qu'à la Chambre, l'objet de débats très vifs.

Certains orateurs, tels que MM. Raynal, Gouin et Prevet, tout en reconnaissant que la réorganisation du marché s'impose, mais estimant que l'adoption du texte voté par la Chambre équivalait à une réorganisation, pensaient qu'une mesure pareille devait faire l'objet d'une loi spéciale mûrement étudiée. D'autre part, le bruit ayant couru que le Ministre des Finances, désireux d'apporter, par décret, certaines modifications à l'organisation du Parquet, entendait conserver la coulisse des rentes — on avait même parlé de bordereaux fournis gratuitement à ces coulissiers par les agents — ils pouvaient observer avec raison qu'on invoquait la légalité pour provoquer ou maintenir un état de choses illégal.

L'amendement défendu par le Ministre et par M. Guérin, au nom de la commission, a passé néanmoins à la majorité de vingt et une voix ; il est ainsi conçu :

« Quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse, doit, à toute réquisition des agents de l'Enregistrement, *s'il s'agit de valeurs admises à la cote officielle*, représenter les bordereaux d'agent de change, ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux, ainsi que le nom des agents de change de qui ils émanent, et, s'il s'agit de valeurs non admises à la cote officielle, acquitter personnellement le montant de ces droits. »

Tel est ce texte qu'il serait peut-être imprudent de juger, avant d'avoir sous les yeux les résultats de son fonctionnement.

Il est permis toutefois de penser, que, si la coulisse, dont plusieurs bons esprits proclament la nécessité, en raison de la concurrence qu'elle suscite et de l'activité qu'elle apporte sur le marché, est maintenue en tant que coulisse de rentes, l'irrégularité de la situation n'en sera que plus flagrante.

Autant aurait valu, semble-t-il, aborder franchement la question et procéder par une loi spéciale, à l'abri de la discussion hâtive et souvent insuffisante qu'entraîne le vote du budget, à une réorganisation complète, soit dans le sens de la liberté (1), soit dans le sens de la réglementation, — et nous pencherions pour cette dernière solution, — en exigeant, des courtiers ainsi créés, des conditions de nationalité et de moralité indispensables dans l'exercice d'une profession qui touche de si près au crédit du pays.

Statistique.

Ajoutons à ce court aperçu quelques renseignements statistiques, sur le développement qu'a pris la bourse en ce siècle, et sur le rendement de l'impôt spécial aux opérations qui y sont traitées (2).

§ 1. — Depuis le commencement du siècle jusqu'au

(1) C'était l'opinion soutenue, en 1893, par M. Félix Faure, qui disait alors : « J'espère que nous nous occuperons de la réorganisation du marché de Paris et que nous arriverons à la suppression du monopole. »

(2) Neymarck, *Nouvelle évaluation des valeurs mobilières*, 1893, p. 5.

31 décembre 1869, il s'est créé moins de valeurs que dans l'espace de temps écoulé depuis cette dernière date à 1890.

En 1800, 10 valeurs figurent à la cote, et ce nombre est de 5 seulement au 30 décembre 1815.

En 1830, trente valeurs, dont deux étrangères, sont inscrites ; le chiffre s'élève peu à peu à 130 en 1848, 152 en 1852, 402 en 1869, pour arriver à 783 en 1883 et pour la seule Bourse de Paris.

Au 31 décembre 1892, la cote officielle inscrivait 811 titres ou coupures de titres, dont 415 cotés au comptant et à terme et 396 au comptant. De plus, dans la deuxième partie du bulletin de la cote qui comprend les valeurs susceptibles d'être ultérieurement admises à la cote officielle, on comptait en 1896, 276 titres ou coupures de titres. Il y a donc aujourd'hui plus de mille valeurs inscrites, sans parler des valeurs en Banque.

§ 2. — Le rendement total de l'impôt, pour la période quinquennale de 1893 à 1897 inclus, a été de 35.596.000 fr. se répartissant ainsi :

1893 (7 mois)	4.387.500 francs	1896 (1)	5.064.000
1894 (12 mois)	10.536.500	»	1897 5.526.000
1895 —	10.082.000.	»	

Sur ce chiffre ; les agents de change ont
 payé. 13 millions 4
 et la coulisse 22 — 1

(1) La réduction des $\frac{3}{4}$ du droit sur les opérations relatives à la rente française a été appliquée au 1^{er} janvier 1896.

Le droit de timbre, perçu sur les bordereaux d'agents de change, a été :

Pendant les 10 dernières années (1883-1893) de 750.000 francs.

Pendant les sept mois de 1893 de 254.000 francs.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION. — MODE D'APPLICATION DES DIVERSES TAXES.

CHAPITRE PREMIER

DROIT DE TIMBRE.

Le droit de timbre est dû en vertu des articles 14 et 27 de la loi du 5 juin 1850.

ART. 14. — « Chaque titre ou certificat d'action dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du 1^{er} janvier 1851, sera assujetti au timbre proportionnel de 0,50 pour cent francs du capital nominal, pour les sociétés, compagnies ou entreprises, dont la durée n'excédera pas dix ans, et à un pour cent pour celles dont la durée dépassera dix années.

A défaut de capital nominal, le droit se calculera sur le capital réel dont la valeur sera déterminée d'après

les règles établies par les lois de l'enregistrement. L'avance en sera faite par la compagnie, quels que soient les statuts. La perception de ce droit proportionnel suivra les valeurs de vingt francs en vingt francs inclusivement et sans fractions. »

ART. 27. — « Les titres d'obligations souscrits à partir du 1^{er} janvier 1851 par les départements, communes, établissements publics et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, seront assujettis au timbre proportionnel de 1 fr. pour cent du montant du titre. L'avance en sera faite par les départements, etc... »

Nous allons, suivant en cela l'ordre même de ces dispositions, indiquer les règles spéciales aux actions, celles qui concernent les obligations et enfin les prescriptions communes à ces deux natures de valeurs.

SECTION I. — Actions.

Conditions d'exigibilité du droit de timbre.

Les termes de la loi sont très larges.

C'est ainsi qu'on doit considérer comme assujetties au droit :

- 1^o Les parts de fondateur ;
- 2^o Les actions de jouissance délivrées aux actionnaires, après l'amortissement du capital par eux versé ;

3° Les délégations de coupons d'actions (1).

Par contre, le bulletin de souscription par lequel une personne souscrit à un certain nombre d'actions, lors de la formation d'une société, a un caractère trop aléatoire pour être passible du droit proportionnel. Il doit seulement être fait sur timbre de dimension.

L'article 25 déclarait expressément que les titres, dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des formalités prescrites par l'article 1690 du Code civil, ne sont pas assujettis au droit de timbre ; il s'ensuit que les parts d'intérêt en sont exemptes.

Pareille décision doit être prise, en ce qui concerne le récépissé de versement du premier quart, qui, à titre de simple reçu, doit être revêtu du timbre spécial de 0 fr. 10.

Mais la question a été fort discutée, en ce qui concerne les *certificats nominatifs d'inscriptions* ou *certificats provisoires d'actions* que délivrent souvent les sociétés, après la vérification des apports.

Plusieurs d'entre elles ont soutenu que ces titres, quoique permettant de toucher des dividendes et *susceptibles d'être négociés*, n'étaient pas définitifs et par suite passibles du droit. Ces prétentions ont été condamnées par deux jugements du Tribunal de la Seine des 6 janvier et 10 mars 1893. Cette jurisprudence a été confirmée par la Cour de cassation (2).

(1) Cass., 10 juin 1874, Dalloz, 1875. 1. 25.

(2) Cass., arrêt du 10 décembre 1894. Banque d'Escompte c. Administration de l'Enregistrement.

§ 1^{er}. — Droit au comptant.

a) *Le tarif (augmenté de deux décimes depuis 1871) est aujourd'hui de 0 fr. 60 et de 1 fr. 20.*

Le point de départ du droit est, ainsi que l'indiquent les articles 18 et 27, l'émission du titre, mais il est évident que la loi de 1850 a fait de ce mot un synonyme de *création* ; car on ne peut émettre un titre non créé, et le titre étant constitué par la signature d'un ou de plusieurs administrateurs, le timbrage doit être antérieur à ces formalités.

Le droit est liquidé sur le capital *nominal* — c'est celui qui est porté au titre — et, à défaut de cette base, sur la valeur réelle d'après la déclaration des parties.

b) *Renouvellement.* — Aux termes de l'article 17 de la même loi, « le titre ou certificat d'action délivré par suite de transfert ou de renouvellement sera timbré ou visé pour timbre gratis, si le titre ou le certificat primitif a été timbré ».

Pour bénéficier de l'exemption de droit, il faut que le nouveau titre soit *à tous points de vue* la représentation exacte de l'ancien.

C'est le cas des actions de jouissance remplaçant les actions de capital amorties, des titres qu'on fractionne ou qu'on réunit, des titres ayant subi un transfert ou une conversion.

Une solution du Ministre des finances, du 26 septembre 1857, a admis que les certificats nominatifs, délivrés

en représentation de titres ayant acquitté le droit et que les parties déposent dans les caisses de la société, peuvent ne pas être timbrés. Aussi les grandes Compagnies de chemins de fer font timbrer tous leurs titres au porteur et délivrent instantanément, à toute personne qui désire opérer une conversion, un certificat nominatif.

Que se passe-t-il, lorsqu'il s'agit de titres provisoires délivrés en représentation de titres perdus ou à convertir, ou encore de titres dont la feuille de coupons doit être remplacée ?

Evidemment, ils sont exempts du droit proportionnel comme rentrant dans les termes de l'article 17.

Mais, l'administration a pensé qu'ils devaient être assujettis au timbre de dimension, comme constituant un titre de dépôt ; son opinion n'a pas prévalu : deux jugements du Tribunal de la Seine, confirmés par la Cour de cassation (1), ont affirmé une jurisprudence contraire.

On peut se demander, pourtant, si le timbre spécial de 0 fr. 10 n'est pas applicable à ces certificats qui sont de véritables reçus. Toutefois l'administration a acquiescé à la doctrine de la Cour de cassation.

Un autre cas, susceptible de donner lieu à des difficultés, est celui du renouvellement de titres occasionné par des modifications apportées à la société.

Si ces modifications sont assez importantes pour

(1) Arrêt du 12 avril 1876, Dalloz, 1877.1.37.

créer un nouvel être moral, il ne peut être question de renouveler ; les titres nouvellement émis ne représentent alors nullement les anciens et doivent supporter le droit de timbre. La question de savoir s'il y a ou non *société nouvelle* est une question de fait à interpréter suivant les cas.

L'augmentation ou la diminution du capital n'entraîne pas, si le but de la société reste le même, la résolution du contrat primitif et n'a d'autre conséquence que de modifier ses moyens d'action suivant ses besoins.

Dès lors, les seuls titres nouvellement créés sont passibles du droit (1).

Mais la transformation, non prévue par les statuts, d'une société en commandite par actions en société pure et simple de capitaux, donnerait naissance à un nouvel être moral, et l'exemption contenue dans l'article 17 ne saurait s'appliquer (2).

Remarquons enfin, qu'en cas de prorogation de la société, le paiement du droit de timbre est dû seulement pour les sociétés dont la durée est inférieure à dix ans.

§ 2. — Droit par abonnement.

a) Afin de ne pas créer aux sociétés une charge trop

(1) Voir notamment : Tribunal Seine, 22 janvier 1892 ; Cass. req., 24 janvier 1893 ; Cass., 24 mai 1869, Dalloz, 1869.1.323 ; 9 janvier 1878, Dalloz, 1879.1.10.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Tr. de Dr. commercial*, n° 458 ; Cass., 12 mars 1888, Dalloz, 1888.1.407.

considérable au moment de leur formation, la loi de 1850 a laissé la faculté de remplacer le droit au comptant par un abonnement.

ART. 22. — « Les compagnies, sociétés ou entreprises, pourront s'affranchir des obligations imposées par l'article 14, en contractant avec l'Etat un abonnement *pour toute la durée de la société*.

« Le droit sera annuel et de 5 centimes par 100 francs du capital nominal de chaque action émise. A défaut de capital nominal, il sera de 5 centimes par 100 francs, sur le capital réel, dont la valeur devra être déterminée conformément au deuxième paragraphe de l'article 14. Le paiement des droits sera fait à la fin de chaque trimestre.... »

Il résulte, tant de l'examen de ces prescriptions, que des explications du rapporteur, que l'abonnement n'est qu'un mode particulier de libération autorisé par la loi et que, pour toute autre question, les dispositions de celle-ci, à l'égard des sociétés abonnées ou non, sont absolument les mêmes.

Ce mode de paiement est du reste obligatoire pour les sociétés étrangères.

Le tarif est, avec les décimes, de 0,06 pour cent du capital exprimé ou de la valeur évaluée ; mais la perception de 20 francs en 20 francs, prescrite en matière de droit au comptant, ne lui est pas applicable, ainsi que l'a reconnu l'administration par diverses solutions.

b) *Point de départ de la taxe*. — L'administration a

toujours reconnu la nécessité d'un titre matériel pour percevoir la taxe ; mais elle avait décidé que les termes « pour toute la durée de la société » devaient, lorsqu'elle était exigible, la faire calculer à compter du jour de la constitution de la société.

En un mot, le droit se payait, non pas du jour du timbrage des titres, mais du jour *à partir duquel la société existait en tant qu'être moral*.

Ce mode d'opérer fut pratiqué pendant près de vingt ans sans soulever de difficultés. Puis, en 1868, le Tribunal de Lyon décida que le point de départ du droit d'abonnement devait être, comme pour le timbrage au comptant, la création des titres.

Cette jurisprudence, confirmée par plusieurs décisions, notamment par un jugement du Tribunal de la Seine du 26 mars 1886, et admise par l'administration, est aujourd'hui nettement établie. Il ressort de ces dispositions que la taxe d'abonnement est due, à compter du jour où les formalités prévues par les statuts, comme nécessaires à la constitution des actions, sont accomplies, c'est-à-dire du jour où celles-ci *existent juridiquement*.

Mais en pratique, ce moment précis est difficile, pour ne pas dire impossible, à déterminer, les sociétés pouvant très bien garder les formules timbrées sans créer d'actions. Aussi l'usage s'est établi, à Paris, de prendre le timbrage comme point de départ de la taxe, et ce mode de procéder, commode, sinon rigoureusement légal, est aujourd'hui adopté.

Il va sans dire que l'on ne saurait, en aucun cas, exiger la taxe à compter du jour de la déclaration d'abonnement, qui indique simplement dans quel sens la société entend user de l'option que lui laisse la loi, et ne saurait faire présumer l'existence des éléments nécessaires à la perception du droit.

L'abonnement, une fois contracté, est irrévocable ; l'annulation d'un certain nombre d'actions ou la réduction du capital social ne sauraient exercer aucune influence sur le paiement de la taxe entière. Il s'agit en somme d'un forfait accepté par l'association ; l'article 22 indique nettement qu'il est fait « pour toute la durée de la société » et le doute ne semble pas pouvoir s'élever à ce sujet.

Au surplus, le résultat de l'abonnement devant être identique à celui du timbrage au comptant, nulle autre solution ne peut être admise.

Si donc une entreprise, qui a opté pour le timbrage au comptant, crée 100.000 actions, puis réduit ce chiffre à 50.000 et le ramène ensuite à 100.000, elle payera le droit sur 150.000 titres, car les 50.000 titres nouveaux, ne représentant aucune valeur antérieure, seront passibles d'un nouveau droit.

De même l'abonnement, s'il est adopté, doit porter sur 150.000 titres (1).

(1) Cass., 11 nov. 1879, Dalloz, 1880.1.117 ; 23 juillet 1868, Dalloz, 1868.5.387 ; 14 mars 1881, Dalloz, 1881.1.372.

Ces diverses règles sont applicables aux sociétés étrangères dont les titres circulent en France.

Indiquons seulement que les taxes sont appliquées en ce qui concerne celles-ci d'après une base particulière qui doit varier suivant les cas.

Telle société a deux tiers de ses titres circulant en France, alors que telle autre n'en a qu'une faible partie. Une commission spéciale dite « des valeurs mobilières », créée par décret du 24 mai 1872, statue sur le nombre des titres qu'il convient d'assujettir à l'impôt ; toutefois le même décret a fixé le minimum légal de la quotité imposable à un dixième du capital, pour les actions, et à deux dixièmes, pour les obligations.

c) *Cas de dispense à la taxe.*

Le montant des droits au comptant régulièrement acquitté est définitivement acquis au Trésor, en dépit de tout événement postérieur.

Il n'en est pas de même, pour les droits d'abonnement, et la loi, tout en posant le principe de l'irrévocabilité de l'abonnement, a prévu elle-même deux cas d'exception.

Elle a donc dispensé de la taxe, aux termes de l'article 24 :

1° Les sociétés qui, depuis leur abonnement, se sont mises ou ont été mises en liquidation ;

2° Celles qui, postérieurement à leur abonnement, n'ont, dans les deux dernières années, payé ni dividendes ni intérêts,

L'administration n'est pas fondée à rechercher, et la société n'a aucune preuve spéciale à fournir, s'il y a eu des bénéfices réalisés. Le seul point à établir, ainsi que le décide la Cour de cassation (1), est que les actionnaires n'ont rien touché, en fait de dividendes ou d'intérêts.

Ainsi pendant deux années dites d'épreuve, les sociétés, bien que ne distribuant rien à leurs membres, acquittent les droits ; cette obligation n'est suspendue qu'avec la troisième année improductive et sur la production de pièces probantes : délibération de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque la société dispensée revient à meilleure fortune, la taxe est due pour tout l'exercice auquel s'appliquent les bénéfices répartis.

Rappelons pour terminer, que le décret rendu pour l'exécution de la loi de 1857, en ce qui concerne les sociétés étrangères, ne leur appliquait pas les deux cas d'exemption prévus à l'article 24. Un décret du 28 mars 1868 a donné satisfaction, sur ce point, aux protestations que cette lacune avait fait naître. Les pièces produites, à l'appui de la demande de dispense, doivent naturellement subir le contrôle de l'agent consulaire français du siège social.

(1) Cass., arrêt du 13 juillet 1870, Dalloz, 1870.1.414.

Un jugement du Tribunal de Bordeaux du 31 mai 1886 décide que la dispense de l'article 24 ne doit pas profiter à la Compagnie qui emploie ses bénéfices à rembourser aux actionnaires le montant de leurs versements. Cette doctrine paraît condamnable, car le remboursement à titre d'amortissement n'équivaut pas à un bénéfice. Le capital n'est pas rémunéré. V. *contrà*, Jug. Seine du 9 novembre 1895.

SECTION II. — Obligations.

§ 1^{er}. — Droit au comptant.

Le droit de timbre, établi sur les obligations négociables souscrites par des départements, communes, établissements publics ou compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, a été fixé par l'article 27 de la loi de 1850 à 1 0/0 du montant du titre ; il se trouve aujourd'hui porté à 1 fr. 20, par l'adjonction de deux décimes.

Il est liquidé sur le montant du titre, c'est-à-dire sur le *capital à rembourser*, quel que soit le prix de l'émission (1) et suit les sommes de 20 francs en 20 francs.

Les termes généraux employés par le législateur doivent faire interpréter ces prescriptions dans un sens large ; aussi est-il reconnu aujourd'hui que les obligations émises par un *établissement d'utilité publique*, doivent être assimilées à celles des établissements publics (2).

Les obligations du *Crédit Foncier* jouissent d'un tarif spécial en vertu des lois des 8 juillet 1852 et 6 juillet 1860 ; elles paient soit 0 fr. 50 par 1000, au comptant, soit 0 fr. 05 par 1000, en contractant un abonnement,

(1) Cass. req., arrêt du 12 juin 1877, Dalloz, 77. 1. 434, Sirey, 77. 1. 326.

(2) Cass., 3 avril et 6 août 1878, Dalloz, 1878. 1. 178 et 1879. 1. 291.

mais les règles de perception sont absolument les mêmes.

Les bons à lots de l'Exposition de 1900 ont été exemptés du droit de timbre par la loi du 13 juin 1896 (Instr. n° 2916).

§ 2. — Droit par abonnement.

a) Comme en matière d'actions, la faculté est laissée de contracter un abonnement de 0 fr. 06 0/0 du montant du titre, mais dans ce cas *pour toute la durée du titre*, durée qui est indépendante de celle de la société (1). La mise en faillite ou en liquidation ne fait donc pas obstacle à l'exigibilité de la taxe. Cependant l'administration, dans un esprit de modération, a prescrit de calculer, dans ce cas, la taxe d'abonnement sur la valeur affectée aux titres par la liquidation, et en déduisant de cette valeur les sommes réparties (2 solutions des 9 février 1878 et 5 juin 1890).

b) *Point de départ de la taxe.* — La loi emploie ici le mot « *souscrit* » pour bien indiquer qu'aucun droit n'est dû, tant qu'il n'y a pas reconnaissance par la compagnie de la dette qu'elle contracte.

Nous avons déjà vu, d'autre part, que la création matérielle du titre est un élément indispensable pour la perception du droit ; il faut donc que ces deux conditions, création matérielle et souscription, soient remplies.

(1) 3^e arrêts, C. cass., 27 décembre 1877, Dalloz, 1878. 4. 354, 360 et 361, Sirey, 1878. 1. 225.

Dans les émissions par souscription publique, le montant de la dette contractée par la société n'est fixé définitivement qu'à la répartition, qui indique le nombre de titres attribués à un souscripteur; ce point une fois fixé, l'impôt devient exigible dès la création matérielle du titre. Il n'y a pas à se préoccuper de savoir, si celui-ci a été remis effectivement entre les mains du souscripteur (1).

Lorsque les obligations font au contraire l'objet d'une émission continuelle aux guichets de la société, et c'est le cas pour la plupart de nos Compagnies de chemins de fer, la taxe est due, suivant la même règle, du moment où le titre est souscrit, c'est-à-dire du jour de sa délivrance.

La perception de la taxe variera donc, suivant les cas, et suivant l'époque où ces deux conditions : souscription et création matérielles, seront remplies.

c) *Dispense de la taxe.* — Nous avons vu que la mise en faillite ou en liquidation ne saurait suspendre l'exigibilité de la taxe; il en est de même du défaut de répartition de dividendes ou d'intérêts.

L'article 24 est applicable aux seules *actions*; la loi ne le fait pas figurer parmi ceux qu'elle déclare communs aux actions et aux obligations.

Il ne saurait y avoir de doute sur ce point (2).

Mais il importe de remarquer que l'abonnement est

(1) Primot, *Traité des actions et obligations*, n° 152.

(2) Conf. Cass. req., 19 janvier 1892.

contracté *pour la durée du titre* ; lors donc que la créance est éteinte, l'impôt n'a plus sa raison d'être. Dans le cas où le titre, signe extérieur de l'obligation, ne serait pas détruit, la solution serait la même ; l'existence matérielle du titre impuissante, par elle seule, à donner ouverture au droit de timbre, ne saurait davantage le rendre exigible, lorsque la dette qu'elle constatait est éteinte.

L'*exemption* de l'impôt a été aussi accordée à des titres rachetés par une société, pour les conserver en portefeuille ou les affecter à un service spécial, tel qu'une caisse de secours ou de retraite.

Il semblerait, au premier abord, que, si ces titres continuent à produire des intérêts, ils devraient rester assujettis à l'impôt.

L'application des principes généraux que nous avons indiqués conduit à une solution différente. L'affectation au service de ces caisses n'équivaut pas à une souscription, et celles-ci, n'ayant aucune personnalité juridique distincte de la Compagnie, n'ont aucune créance sur elle. Un des éléments indispensables, l'existence d'un créancier, faisant défaut, la taxe n'est pas applicable.

C'est ce qu'a décidé un jugement du Tribunal de la Seine du 17 novembre 1893, confirmé par un arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1895 (Aff. Cie des Ch. de fer de l'Est).

SECTION III. — Prescriptions et règles communes.

a) *Paiement*. — Le paiement des droits a lieu lors du timbrage au comptant, quand celui-ci est adopté (1). En cas d'abonnement, le droit est acquitté en quatre termes égaux à la fin de chaque trimestre.

Mais il convient de remarquer que, dans ce dernier cas, aucune sanction n'a été imposée à la régularité du paiement.

L'obligation d'acquitter les droits incombe aux sociétés, départements, communes, etc., qui sont constitués débiteurs directs du Trésor.

Ce dernier, en raison de ce que l'impôt établi par la loi de 1850 est un droit de timbre pur et simple, jouit donc du privilège accordé par l'article 76 de la loi du 28 avril 1816 aux droits et amendes de timbre, privilège qui s'exerce, avant tout autre, *sur tous les meubles et autres effets mobiliers* appartenant aux redevables et pour le total des droits dus, sans être restreint, comme en matière de contributions directes, aux droits de l'année courante et de l'année échue.

b) *Pénalités. Prescriptions*. — Une amende fixée en matière d'actions à 12 0/0 et en matière d'obligations à 10 0/0 du montant du titre, est infligée aux so-

(1) En matière de sociétés étrangères, le capital, exprimé en monnaie étrangère, est évalué au cours du change du jour où la taxe devient exigible.

ciétés qui auraient émis des titres non timbrés et non extraits d'un registre à souche, ou encore qui n'auraient pas contracté d'abonnement.

En outre, tout agent de change ou courtier, qui négocie un titre non timbré, est passible d'une amende de 10 0/0 du montant du titre.

Le droit de communication conféré aux agents de l'Administration vient assurer l'exécution de ces diverses prescriptions.

La prescription trentenaire est la seule opposable au recouvrement des droits de timbre. Mais en cas d'*insuffisance* dans les évaluations de titres créés sans expression de capital, la prescription de deux ans édictée par les lois d'Enregistrement est applicable. Il en résulte que des parts de fondateur, évaluées un franc à l'origine et qui ont acquis, au bout de dix ans par exemple, une valeur considérable, continuent à payer l'impôt sur la valeur primitivement déclarée, sans qu'il soit possible de modifier cet état de choses.

La restitution des droits de timbre indûment perçus doit être opérée, sans qu'il y ait lieu d'examiner, comme en matière d'enregistrement, si la perception primitive a été régulière (L. du 22 frimaire an VII, art. 60).

Ajoutons que la compensation successive des droits payés par abonnement peut être opérée et que, par suite de cette opération, l'effet de la déchéance quinquennale imposée aux parties qui n'auraient pas réclamé la res-

titution des droits de timbre indûment perçus, se trouve en partie anéanti (1).

(1) Consulter à cet égard le jugement du tribunal de la Seine du 18 mars 1893 (Aff. La Foncière c. Administ. de l'Enregistrement) sur lequel nous ne pouvons nous appesantir.

CHAPITRE II

DROIT DE TRANSMISSION.

Il résulte de l'article 6 de la loi du 23 juin 1857 ainsi conçu : « Indépendamment des droits établis par le titre II de la loi du 5 juin 1850, toute cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de la création, est assujettie, à partir du 1^{er} juillet 1857, à un droit de transmission de 20 centimes (aujourd'hui 50 centimes) par 100 francs de la valeur négociée. »

« Ce droit, pour les titres au porteur, et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 12 centimes (aujourd'hui 20 centimes) par 100 francs du capital desdites actions et obligations, évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente et, à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement. »

L'article 11 ajoute que l'article 15 de la loi de 1850 est abrogé.

La loi du 16 septembre 1871 a rendu ces dispositions

applicables aux obligations des départements, communes, établissements publics et du Crédit Foncier, en sorte que toutes les valeurs visées par la loi de 1850 sont assujetties au droit de transmission.

Mais il importe de noter la différence de nature de ces impôts : celui de 1850 est un droit de timbre pur et simple qui frappe des titres en raison de leur *existence* ; celui de 1857 constitue un véritable droit d'enregistrement sur les *mutations* qui peuvent s'effectuer ; son nom l'indique, il ne frappe que la *transmission*.

Mais son application est restreinte aux cessions à *titre onéreux* ; les mutations par décès ou celles qui s'effectuent entre vifs à titre gratuit restent soumises au droit commun (1).

Au surplus la portée de la loi de 1857 dépasse celle de la loi de 1850, car elle atteint les cessions dont la perfection exige l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1690 du Code civil, aucune restriction n'ayant été indiquée (2).

(1) Cass. req., 28 novembre 1866, Sirey, 1867. 1. 40 ; Cass., ch. civ., 4 février 1895. Journal *Le Droit* du 23 mai 1896.

(2) En cas de mutation par décès ou à titre gratuit les héritiers ou donataires, qui veulent faire immatriculer des titres à leur nom, doivent uniquement justifier de leur qualité de propriétaire. Cette qualité pouvant résulter d'un partage sous seing privé qui n'est pas assujetti à l'enregistrement dans un délai déterminé, il peut se faire que les titres échappent à tout droit de mutation.

Aussi le projet de loi sur les successions, voté par la Chambre, exige-t-il pour le transfert, la production d'un certificat de paiement des droits de succession (Chambre, séance du 30 novembre 1893).

Nous allons examiner successivement : dans quels cas il y a lieu d'appliquer le droit de 0,50 0/0, ce qui revient à étudier les transferts et conversions, et dans quels cas la taxe annuelle de 0,20 0/0 doit trouver son emploi ; puis nous indiquerons, dans une troisième section, les règles usuelles de perception.

SECTION I. — Transferts et conversions.

§ 1. — Transferts.

a) « La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société. Dans ce cas, la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir. » Ainsi s'exprime le Code de commerce (art. 36).

Le transfert est donc la constatation, sur les registres de la société, de la transmission qui s'est opérée entre le vendeur et l'acquéreur ; vis-à-vis des compagnies qui en inscrivent la nécessité dans leurs statuts, ce transfert est indispensable pour opérer la cession et la convention formée ne peut, *à son défaut*, autoriser l'acheteur à revendiquer la propriété du titre (1).

(1) Une action en dommages-intérêts serait seule possible. Cf. Cass., 5 juillet 1870, Dalloz, 1872.1.71. Jusqu'au transfert, en effet, l'acquéreur n'est pas actionnaire ou obligataire de la compagnie. Cass., ch. civ., 15 janvier 1890, Dalloz, 1890.1.295.

Mais il n'y a pas lieu de soumettre au droit de 0,50 tous les titres, pour la cession desquels un transfert a été prescrit, car celui-ci peut n'avoir été imposé qu'à titre de mesure d'ordre.

C'est seulement lorsque la cession n'est pas parfaite, *à l'égard de la société*, sans la formalité du transfert, que le tarif doit être appliqué.

Bien des titres nominatifs lui échappent donc.

Au surplus, il importe de distinguer plusieurs sortes de transferts :

Le transfert réel, le seul passible d'impôt, qui s'effectue après une mutation à titre onéreux ;

Le transfert de forme, destiné à constater des modifications de pure forme, la rectification des prénoms du propriétaire, par exemple ;

Le transfert d'ordre ou *gratuit*, qui résulte d'une transmission à titre gratuit.

On donne aussi ce nom à ceux que les agents de change emploient dans la négociation de titres nominatifs. En pratique, on préfère généralement convertir le titre du nominatif au porteur avant de le négocier.

b) *Règles de perception.*

Le tarif du droit est de 50 centimes, sans décimes, et la perception suit les sommes ou valeurs de 20 francs en 20 francs.

Le droit est perçu *au moment du transfert* et pour le compte du Trésor, par les sociétés et compagnies qui en sont constituées débitrices ; il est acquitté sur la

valeur négociée, c'est-à-dire sur le prix de chaque transfert.

Si, à l'issue d'un procès, un jugement intervient et déclare la cession effectuée, le droit peut être réclamé, bien que le transfert n'ait pas eu lieu, car c'est le jugement même qui sert de titre de perception.

Examinons les divers cas de cession à titre onéreux, susceptibles de se présenter dans la pratique, à savoir : cessions directes entre les parties, cessions qui s'effectuent par l'intermédiaire d'un agent de change et cessions par actes soumis à la formalité de l'enregistrement.

1° Dans la première hypothèse, le droit est perçu au vu du *transfert* opéré au siège social et seulement sur ce transfert.

2° Lorsqu'on opère par le ministère d'un agent de change, voici comment les choses se passent :

Le vendeur du titre signe une déclaration de transfert au nom de son agent de change ; ce dernier signe une seconde déclaration au nom de son collègue acheteur, et celui-ci passe le titre au nom de l'acheteur véritable.

Il n'y a donc qu'une mutation, au sujet de laquelle interviennent trois transferts, et par suite un seul droit doit être perçu.

D'après une décision ministérielle de 1858, le droit de cession n'était pas exigible sur les transferts d'*ordre* ou *provisaires* passés au nom d'agents de change, à condition que dans les *dix jours* de la négociation du

titre, ou de la liquidation en cas de marché à terme, un transfert fût opéré au nom de l'acheteur *réel*; celui-ci emportant seul mutation supportait le droit.

Le décret du 7 octobre 1890 a fixé comme point de départ du délai de 10 jours, la date du premier transfert. En pratique, le droit est perçu sur le premier transfert d'ordre, et le transfert *réel* opéré dans le délai prescrit n'est pas taxé.

Il va de soi que si le transfert réel est effectué après dix jours, un nouveau droit est dû (1).

3° Quelle perception doit-on appliquer aux actes soumis à l'enregistrement qui contiennent des cessions de titres négociables ?

L'administration avait soutenu au début qu'ils étaient passibles du droit de 0,50 0/0 prévu par l'article 69 § 2, n° 6 de la loi du 22 frimaire, sans que le transfert opéré en conséquence fût exempt du droit créé par la loi du 23 juin 1857. Ce mode d'opérer était évidemment contraire aux principes, puisqu'il conduisait à frapper une même mutation de deux droits proportionnels. Aussi a-t-il été condamné par un arrêt de la Cour de cassation du 12 février 1861 (2) qui décide que les actes de cette nature doivent être frappés d'un *droit fixe*, salaire de la formalité, et que le droit de mutation est perçu

(1) Il y a dans cette faculté une grande analogie avec la déclaration de command, telle qu'elle se pratique en droit civil ou celle qui est imposée à l'avoué adjudicataire par l'article 707 du Code de procédure.

(2) Dalloz, 1881.1.221, Sirey, 1861.1.459, Instr. de la Régie, n° 2201.

soit au comptant lors du transfert, pour les titres qui y sont assujettis, soit au moyen de la taxe annuelle, pour ceux qui se transmettent autrement.

Mais l'application de ce principe est strictement réservée aux actes qui ont une cession de titre pour *objet principal*, et ne saurait être étendue à ceux dans lesquels la cession s'opère en vertu de stipulations accessoires; celles-ci rentrent alors dans le droit commun.

Si par contre le transfert n'est que la conséquence directe des conventions portées à l'acte, ainsi par exemple que cela aurait lieu pour une vente moyennant un certain nombre de titres, le droit de vente est seul perçu et le transfert est opéré gratuitement à titre de disposition dépendante.

§ 2. — Conversions.

A. — L'article 8 de la loi du 23 juin 1857 est ainsi conçu : « Dans les sociétés qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions et d'obligations a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs et réciproquement. Dans l'un et l'autre cas, la conversion donne lieu à la perception du droit de transmission. »

Il ne faut pas s'étonner de voir la conversion, qui n'opère qu'un changement de pure forme, assujettie au même droit de mutation que le transfert.

Au premier abord, on peut être choqué de cette assimilation, car il est très admissible, et cela arrive en fait,

qu'un titre soit converti du nominatif au porteur, sans changer de propriétaire. Mais les cessions de titres au porteur s'effectuant par simple tradition, il serait trop facile d'échapper à l'impôt par le procédé suivant: Primus veut vendre des titres nominatifs; il les convertit en titres au porteur, puis les remet à Secundus qui demande l'immatriculation à son nom. La cession est ainsi effectuée sans que le droit de transmission ait pu être perçu et sans que la taxe annuelle ait été davantage acquittée.

Le législateur a pensé qu'en présence de l'impossibilité d'établir un contrôle, le seul moyen de prévenir la fraude était d'assimiler au transfert qui opère la cession, la conversion qui est susceptible de lui donner naissance; et comme, dans la plupart des cas, la conversion est le prélude d'une cession, la mesure ne saurait paraître excessive.

Le droit de 0 fr. 50 est perçu, en matière de conversion, sur la valeur des titres qui, pour ceux qui sont cotés, sera établie « par le dernier cours moyen constaté avant le jour de la conversion » et pour les autres, sur l'estimation des parties (1).

B. — *Conversions passibles de l'impôt.*

Les seules conversions visées par l'article 8 sont celles qui résultent de la simple volonté du porteur et de la faculté qui lui est laissée, de donner à son titre telle forme qu'il lui plaît.

(1) Décret du 17 juillet 1857, § 3.

Aussi doit-on soigneusement distinguer celles qui s'effectuent en exécution des statuts ou d'une disposition générale de la société.

Si par suite d'une modification décidée en assemblée générale, la faculté est accordée aux actionnaires d'une société, dont tous les titres sont nominatifs, d'opter pour la forme au porteur ou la forme nominative dans un délai déterminé, les conversions opérées dans les limites prévues ne sauraient être passibles du droit (1).

Il est à peine besoin de faire remarquer que si l'héritier ou le légataire qui bénéficie d'un transfert d'ordre gratuit, demande en même temps des titres de forme différente, par exemple des titres au porteur, alors que ceux qui lui étaient transmis étaient nominatifs, il effectue ainsi une conversion facultative qui ne saurait bénéficier de l'exemption de l'impôt.

SECTION II. — Taxe annuelle de transmission.

a) *Titres soumis à la taxe.*

Dans *tous les cas* (2) où la transmission des actions ou obligations peut s'effectuer, sans qu'un transfert soit exigé pour la perfection de la convention, la taxe annuelle et obligatoire portée à 0 fr. 20 0/0 par la loi du 29 juin 1872 doit être appliquée.

(1) Trib. de la Seine, jugement du 19 février 1886.

(2) Les bons à lots de l'Exposition de 1900 ont été exemptés du droit de transmission par la loi du 13 juin 1896 (Inst. 2916).

Il ne faudrait, par conséquent, pas croire que la taxe annuelle fût applicable aux seuls titres au porteur ; bien qu'on la qualifie parfois, dans le langage courant, de « taxe sur les titres au porteur », elle est applicable aux titres nominatifs transmissibles par voie d'endossement, ou à ceux pour lesquels la formalité du transfert est imposée à titre de mesure d'ordre pure et simple.

Les actions d'apport qui, aux termes de la loi du 1^{er} août 1893, doivent, pendant deux ans, rester adhérentes à la souche, ne sont pas *négociables* dans le sens du Code de commerce ; elles ne sauraient donc être assujetties, pendant ce délai, au droit de transmission. Mais comme elles peuvent toujours se transmettre conformément aux règles du droit commun, le droit applicable en ce cas serait celui de 0 fr. 50 prévu par l'article 69 de la loi de frimaire.

De même les actions au porteur frappées d'inaliénabilité, comme étant affectées au cautionnement des administrateurs, ne sont pas davantage passibles du droit de transmission.

En matière de sociétés étrangères, la distinction des titres nominatifs et des titres au porteur ne peut être faite, leur siège social se trouvant à l'étranger ; aussi sont-elles toujours soumises à la taxe annuelle.

A partir de quel moment celle-ci est-elle exigible ? Tout le monde est d'accord en ce qui concerne les obligations. Ce sont des engagements de payer, ils ne sauraient être transmissibles avant leur existence ; c'est

done du jour de leur création qu'ils doivent payer la taxe représentative du droit de transmission.

Mais la question est très controversée en ce qui concerne les actions.

Les uns soutiennent que la taxe, tenant lieu de droit de mutation, doit être appliquée à partir du jour où la transmission est possible ; or l'existence d'un titre n'étant nullement nécessaire pour que celle-ci ait lieu, la taxe doit entrer en vigueur le jour où la société est dûment constituée (1). C'est la théorie soutenue par l'Administration.

Les autres, interprétant la loi d'après la lettre, et non d'après l'esprit, se fondent sur ce que l'expression « *cession de titre* » a été employée par le législateur, pour répondre que celui-ci a eu en vue, non pas la transmission de l'action considérée en tant que droit incorporel, mais la transmission du « titre » lui-même. Cette thèse est évidemment soutenable. Elle a été confirmée par quelques décisions (2).

Il nous semble, néanmoins, que la première est plus conforme aux principes généraux du Droit fiscal. Le droit de transmission n'a rien de commun avec un droit de timbre qui se perçoit sur un titre matériel ; c'est un droit d'enregistrement, c'est-à-dire qu'il va plus au fond des choses, en quelque sorte, et ne se laisse pas prendre

(1) Cette opinion, extrêmement séduisante, est notamment soutenue par M. Primot dans son savant *Traité des actions et obligations*.

(2) Rouen, 7 décembre 1886 ; Seine, 10 mars 1893.

aux seules apparences ; aussi frappe-t-il « toute transmission », par le seul fait que celle-ci existe, *sans avoir égard à l'existence du titre*. On transmet un droit incorporel, mais on ne *transmet* pas le titre qui les représente. Sa remise est nécessaire sans doute, puisque la tradition du titre est le seul moyen d'opérer la cession (art. 35, C. comm.) ; mais *cette cession existe indépendamment de la tradition* ; il suffit qu'elle réunisse les trois éléments essentiels : *res, pretium, consensus* (C. civ., 1583).

Si le législateur a employé les termes « toute cession de titres ou promesses d'actions », c'était pour opposer le mot *titre* qui éveille l'idée de quelque chose de définitif, au mot *promesse* qui offre l'aspect du provisoire. En effet, on retrouve à chaque instant, au cours du texte, l'emploi des mots « titre » ou « transmission de titre » ; nous pensons cependant que, dans cette phrase, « toute cession de titres d'actions ou d'obligations... est assujettie à un droit de transmission », le terme titre est pris, non dans le sens concret, mais dans le sens abstrait, car « un droit de transmission » ne peut être établi que sur une cession de somme ou de valeur corporelle ou incorporelle, mais jamais sur une cession pure et simple du titre matériel qui n'est que la conséquence de la convention principale.

Toutefois il importe de remarquer que, s'il peut y avoir, en droit, cession d'une valeur au porteur avant la création du titre, les choses se passeront rarement ainsi en pratique.

b) *Comment se liquide la taxe.*

L'article 5 du décret du 17 juillet 1857 contient la règle suivante : « Pour l'acquittement de la taxe établie, les sociétés formeront un état distinct des actions et des obligations de cette nature existant au dernier jour de chacun des trimestres de janvier, avril, juillet et octobre, et elles le déposeront entre les mains du receveur du lieu de l'établissement. La taxe sera payée dans les vingt jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre et perçue, *pour le trimestre entier*, d'après la situation établie au premier paragraphe. En ce qui concerne les compagnies qui seront créées à l'avenir, après l'ouverture d'un trimestre, le droit ne sera liquidé *pour la première fois* que proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis leur constitution. »

Le législateur a pensé qu'il était impossible de tenir compte, pour chaque titre en particulier, de la durée de son existence, et qu'il convenait d'adopter une règle de perception pratique. Celle qu'il a indiquée revêt le caractère d'un forfait, car un titre converti au porteur l'avant-dernier jour du trimestre paiera la taxe sur le trimestre entier, mais par contre, le titre au porteur amorti ou converti avant cette date ne l'acquittera pas, car il ne saurait figurer sur la liste à remettre au receveur.

Bien que les termes du dernier alinéa de l'article 5 rapporté ci-dessus semblent viser seulement les sociétés à constituer à l'avenir, il est admis que cette disposition

doit être étendue aux émissions nouvelles des sociétés déjà existantes (1).

Mais lorsqu'une émission d'obligation, au lieu de se faire en bloc par une seule opération, se fait d'une façon continue, ainsi que cela se produit pour nos grandes Compagnies de chemins de fer, on décide que tous les titres d'une même catégorie, émis en vertu du même acte, doivent être soumis à l'impôt du jour où l'émission a commencé.

Enfin il a été jugé que, lorsqu'en vertu des statuts, une société, dont les titres sont nominatifs, convertit, au milieu d'un trimestre, ces certificats en titres nominatifs ou au porteur, au choix des parties, le droit sur ces derniers doit être perçu, proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la conversion.

La taxe de transmission est liquidée non pas sur le capital nominal des titres, mais sur leur valeur moyenne pendant l'année précédente,

C'est le cours inscrit au Bulletin de la cote officielle qui sert de base pour les valeurs cotées ; pour celles qui, sans être inscrites à la cote officielle, figurent à la 2^e partie du Bulletin, le cours qui y est porté présente un caractère suffisamment authentique pour être adopté. Pour les autres, une évaluation est nécessaire.

En matière de sociétés étrangères, les règles sont les mêmes, sauf que la taxe, au lieu d'être due sur le nom-

(1) Décision du Ministre des Finances, 20 juin 1865.

bre d'actions porté à l'état trimestriel, est liquidée sur la quotité imposable fixée par le Ministre des finances.

c) Durée de la taxe.

La mise en liquidation ou en faillite d'une société ne fait pas obstacle à la perception de la taxe annuelle. Cela ressort de plusieurs arrêts de la Cour de cassation. L'un d'eux (1) fait remarquer que, si la loi de 1850 a apporté un tempérament à l'exigibilité du droit de timbre en matière de société en faillite, en raison de ce que la perception du droit est immuable dans sa quotité, pareil motif ne saurait être invoqué en ce qui concerne le droit de transmission qui tient compte de la valeur vénale des titres auxquels il s'applique.

Il est certain que la liquidation ne met aucun obstacle à la transmission des titres, et que celle-ci demeure possible jusqu'à la clôture des opérations de liquidation.

La dispense accordée, en matière de timbre, aux sociétés improductives ne saurait être davantage admise, en ce qui concerne la taxe de 0,20 0/0.

En résumé, celle-ci reste exigible tant que les titres subsistent et sont susceptibles d'être cédés.

SECTION III. — Payement des droits, contraventions, prescription.

L'article 1^{er} du décret du 17 juillet 1857 impose aux

(1) Cass., 27 décembre 1877, Dalloz, 1878.1.354, Sirey, 1878.1.225 ; Conf. Req., 19 janvier 1892, Dalloz, 1892.1.547, Sirey, 1892.1.593.

sociétés l'obligation de faire, dans le mois de leur constitution définitive, au bureau du lieu de leur principal établissement, une déclaration contenant :

1° L'objet, le siège et la durée de la société,

2° La date de l'acte constitutif et celle de l'enregistrement de cet acte,

3° Les noms des directeurs ou gérants,

4° Le nombre et le montant des titres émis, en distinguant les actions des obligations, et les titres au porteur des titres nominatifs.

Pareille déclaration doit être faite, dans le même délai, au bureau qui a reçu la déclaration primitive, en cas de modification dans la constitution sociale, de changement de siège ou de gérant, d'*émission de titres nouveaux*.

Les sociétés sont débitrices de l'impôt envers le Trésor ; mais celui-ci n'en conserve pas moins la faculté de poursuivre les propriétaires des titres n'ayant pas payé la taxe, si la société ne peut y être utilement contrainte.

Le paiement doit être acquitté dans les vingt premiers jours de chaque trimestre, au vu des relevés déposés au bureau.

L'exécution de ces prescriptions est assuré par l'exercice du droit de communication que l'article 10 du décret a renforcé et qui a été étendu, depuis, par la loi du 23 août 1871 (art. 22) et la loi du 21 juin 1875 (art. 7).

Les infractions à la loi ou au décret sont punies d'une amende de 100 à 5.000 francs ; en outre, en cas d'omis-

sion ou d'insuffisance, la pénalité d'un droit en sus est encourue conformément à l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII.

Le droit de transmission étant par sa nature même un véritable droit d'enregistrement, il en résulte que les règles édictées par les lois de l'enregistrement en matière de restitutions ou de prescription doivent être suivies.

Tout droit régulièrement perçu est donc acquis définitivement au Trésor, conformément à l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII.

De même la prescription biennale est applicable en matière d'insuffisance d'évaluation, de restitution d'un droit irrégulièrement perçu ou d'amendes non relevées. La prescription quinquennale peut être invoquée, lorsqu'il s'agit d'omissions dans les relevés ou déclarations que la société doit remettre, et le défaut de déclaration d'existence ou d'une nouvelle émission se prescrit par 30 ans.

CHAPITRE III

TAXE DE 4 0/0 SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

La taxe sur le revenu des valeurs mobilières a été fixée tout d'abord à 3 0/0 par la loi du 29 juin 1872 dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi à partir du 1^{er} juillet 1872 une taxe annuelle et obligatoire :

1° Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles ou civiles.

2° Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées.

3° Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

Plusieurs modifications ont été apportées à ce texte par les lois suivantes :

1^o Loi du 21 juin 1875 assujettissant à la taxe les lots et primes de remboursement payés aux créanciers ou aux porteurs d'obligations.

2^o Loi du 1^{er} décembre 1875 qui exonère de la taxe les parts d'intérêt dans les sociétés en nom collectif et en commandite simple, et dans les sociétés de coopération entre ouvriers.

3^o Lois du 28 décembre 1888 et 29 décembre 1884 qui déclarent la taxe applicable aux congrégations religieuses et aux associations qui n'ont pas pour objet de distribuer leurs revenus.

4^o Loi du 26 décembre 1890 élevant le tarif de 3 à 4 0/0.

5^o Loi du 28 avril 1893 relative aux emprunts des sociétés en nom collectif.

Cet impôt ne rentre nullement, on s'accorde à le reconnaître aujourd'hui, dans la catégorie des droits de timbre et d'enregistrement, il revêt une nature parfaitement distincte de ceux-ci et obéit à des règles propres. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes à cet égard (1). Aussi, conséquence toute naturelle de cette interprétation, le tarif ne saurait être augmenté par l'adjonction de décimes, ni suivre les sommes de 20 fr. en 20 francs.

Nous allons exposer brièvement le mode d'applica-

(1) Cass. civ., 3 avril 1878, Sirey, 1878. 1. 279 ; 29 août 1881, S. 1882. 1. 181 ; Cass. req., 18 avril 1883, S. 84. 1. 395. Instr. de la Régie, nos 2597, 2664 § 5 et 2683 § 6.

tion de la taxe aux actions, aux obligations, lots et primes, aux congrégations, et nous grouperons, dans une quatrième section, les règles relatives au paiement et aux pénalités.

SECTION I. — Actions, parts d'intérêts et commandites.

§ 1. — Sociétés assujetties.

Les termes très larges de la loi de 1872 indiquaient clairement l'intention du législateur de n'excepter aucune société, quelle que fût leur nature ou leur forme. Quatre arrêts, rendus par la Cour de cassation le 24 août 1875 (1), affirmèrent l'exigibilité de la taxe sur les revenus des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple.

La loi du 1^{er} décembre 1875 donna satisfaction aux plaintes nombreuses que ces décisions ne manquèrent pas de soulever, en exonérant de l'impôt :

1° Les sociétés commerciales en nom collectif ;

2° Les sociétés en commandite *simple*, mais seulement jusqu'à concurrence des revenus des associés responsables ;

3° Les parts d'intérêts dans les sociétés coopératives entre ouvriers et artisans.

En résumé, la loi part de ce principe que les revenus seuls des capitaux doivent être imposés, et que les pro-

(1) Sirey, 1875. 1. 441, *J. E.*, 19868.

duits du travail, la richesse en formation, doivent être épargnés.

Pour savoir si une société commerciale est passible de la taxe, il faut distinguer suivant qu'elle constitue une société de personnes ou une société de capitaux (1) ; dans le second cas seulement, les revenus devront supporter la retenue de 4 0/0. Les sociétés anonymes ou en commandite par actions y seront donc toujours assujetties. Les sociétés civiles sont soumises à l'impôt, quelle que soit leur forme, et les sociétés coopératives par actions ne sont pas davantage comprises dans l'exemption de la loi de 1875 (2).

Les associations syndicales, n'ayant pas pour but la réalisation des bénéfices, ne paraissent pas devoir être, en principe, frappées par l'impôt ; si, par exception, elles revêtent le caractère de véritable société, en distribuant des revenus entre leurs membres, la solution contraire ne paraît pas douteuse. La taxe n'est pas applicable non plus aux associations en participation où l'on ne ren-

(1) Plusieurs systèmes ont été proposés pour savoir quand on se trouvait en présence d'actions et quand, au contraire, le capital social était divisé en parts d'intérêts. Rappelons qu'on ne doit pas s'arrêter seulement, pour établir cette distinction, à la *libre cessibilité* du titre, mais à d'autres signes tels que : souscription publique, division du capital en portions d'égale valeur, etc... Beudant, *Revue critique*, vol. 24, p. 134 ; Lyon-Caen et Renault, *Dr. commercial*, n° 371 ; Cass. req., 9 février 1887, Dalloz, 1887, 1, 439.

(2) Ont été exemptées de la taxe, les Sociétés de crédit agricole par la loi du 5 novembre 1894 et les Sociétés de construction ou de crédit d'habitations à bon marché par la loi du 31 mars 1896. Instr. 2874 et 2901.

contre, ni l'*affectio societatis*, ni la mise en commun d'un fonds social. Mais, en dépit de leur dénomination, elles ne pourraient jouir de l'exemption, s'il était procédé à une distribution de bénéfices.

Enfin la loi de 1872 parle aussi des « actions des entreprises » ; il y aura donc lieu, quand le cas se présentera, d'examiner si celles-ci constituent une société véritable.

Il en est de même pour les sociétés de secours mutuels et les divers établissements publics ou d'utilité publique, qui ne répartissent pas de bénéfices ; mais nous verrons plus loin que ces diverses associations supportent la retenue de 4 0/0 sur les intérêts des emprunts qu'elles peuvent contracter.

Les mêmes règles sont applicables aux sociétés étrangères dont les titres circulent en France ; quant à celles qui possèdent des biens dans notre pays, mais dont les titres n'y circulent pas, l'exigibilité de l'impôt a été reconnue par plusieurs arrêts (1).

Nous indiquons, sous un paragraphe spécial, la situation faite aux congrégations religieuses et autres associations visées par la loi du 28 décembre 1880 (1).

Rappelons enfin que la mise d'une société en liquidation ne fait pas disparaître l'être moral et surtout

(1) Cass. civ., 29 août 1881, Sirey, 1882.1.181, Dalloz, 1883.1.97 ; Cass. req., 13 mars 1882, Sirey, 1883.1.327, Dalloz, 1883.1.83 ; Cass. civ., 4 mai 1887, Sirey 1888.1.138, Dalloz, 1887.1.167. Vavasseur, *Impôt sur le revenu*, n° 56 ; Maguéro, *Traité alphabétique*, Valeurs étrangères, n° 109.

n'empêche pas la distribution de dividendes ou de bénéfices ; elle ne fait donc pas obstacle à la perception de l'impôt (1).

§ 2. — Conditions d'exigibilité de la taxe.

La loi de 1872 a pour but d'atteindre les revenus, ou les rémunérations de toutes sortes accordées aux porteurs de titres, mais non les sociétés elles-mêmes ; cela résulte de l'esprit dans lequel elle a été votée et des termes mêmes de sa rédaction. En effet l'article 3 indique que la taxe sera *avancée, sauf leur recours*, par les sociétés, villes, etc...

Aussi n'est-ce pas seulement l'*existence d'un bénéfice*, mais sa *distribution* aux actionnaires, qui donne lieu à la perception de l'impôt. L'article 1^{er} rédigé d'une façon incomplète à cet égard ne met pas cette particularité en évidence ; mais l'article 2 qui asseoit la taxe sur le « dividende fixé » par les assemblées d'actionnaires et l'article 2 du décret du 6 décembre 1872 qui parle du « dividende distribué » ne peuvent laisser de doutes à cet égard.

Aussi bien, les arrêts rendus sur la matière sont unanimes dans leurs décisions (2).

Seulement, comme il eût été facile pour les sociétés

(1) Cass. civ., 8 janvier 1889, Dalloz, 1889.1.131, Affaire Compagnie des Dombes.

(2) Cass., 21 avril 1879, *J. E.*, 21039, Sirey, 79.1.327 ; 7 juin 1880, Sirey, 80.1.473 ; Req., 28 octobre 1890, *J. E.*, 23497.

de se soustraire à l'impôt, en ne fixant aucun dividende, et en procédant à des distributions ayant un aspect différent de celui que peut revêtir le paiement d'intérêts, il est admis que la forme de la distribution importe peu.

Une société qui, ayant amorti ses actions, en délivrerait d'autres à ses actionnaires sans exiger un nouveau versement, ou qui prendrait à sa charge la taxe sur le revenu ou le droit de transmission que la loi n'a pas mis à sa charge personnelle, devrait payer la taxe. C'est donc la distribution *directe* ou *indirecte* d'un bénéfice qui constitue le fait générateur de l'impôt.

La réclamation par l'administration des droits dus sur la distribution de dividendes fictifs ne saurait être accueillie, en raison du caractère frauduleux de cette distribution.

D'autre part, toute allocation attribuée à un ou plusieurs membres, comme rémunération de leurs services, n'a pas le caractère de bénéfice imposable, si l'allocation représente le prix fixé à forfait d'un travail quelconque, et non le bénéfice afférent à un apport industriel (1).

§ 3. — Détermination des revenus passibles de la taxe.

Il est aisé de connaître ce revenu en matière d'*actions* : on s'en tient aux extraits des délibérations d'assemblées générales d'actionnaires, ou aux autres documents analogues qui doivent être déposés au bureau de l'enregistrement dans les vingt jours de leur date.

(1) Cass., 26 avril 1893, Instr. 3842, § 11.

Pour les *parts d'intérêt et commandites*, dans les sociétés civiles, on doit, dit l'article 2 de la loi, déterminer le revenu « soit par les délibérations des conseils d'administration, soit, à défaut de délibération, par l'évaluation à raison de 5 0/0 du montant du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêts consenties pendant l'année précédente ».

Il est aujourd'hui décidé (1) que les délibérations des conseils d'administration ne peuvent servir de base à l'impôt, que si elles sont prévues par les statuts ; que les délibérations d'assemblées générales ou documents analogues ne sauraient en tenir lieu, et que, dans tous les cas où il n'y a pas de conseil d'administration ou de dividende fixé par lui, le forfait de 5 0/0 doit être appliqué, sans qu'il y ait lieu de rechercher si ce forfait aboutit à un résultat supérieur ou non au bénéfice réellement distribué (2).

Le décret du 6 décembre 1872 indique (art. 2) que c'est d'abord sur le prix moyen des cessions consenties pendant l'année précédente et « dûment enregistrées », que l'on doit établir le calcul de 5 0/0 ; il est aisé de comprendre que ce prix moyen fournit de la façon la

(1) Cass., 18 novembre 1878, Sirey, 1879. 1. 81 ; Cass., 9 nov. 1886, Dalloz, 1887. 1. 341. Lettre Min. des fin. du 15 juin 1882, R. P., 5.974.

(2) Quand le capital social n'est pas d'une somme fixe, mais se compose d'apports indéterminés, il y a lieu à évaluation (Cass., 28 janv. 1879, Dalloz, 79.1. 293).

plus exacte la valeur du droit cédé. Au surplus une cession unique suffirait à déterminer le prix moyen (1).

A défaut de cession, le revenu est évalué à 5 0/0 du capital social ou de la commandite, mais sur le capital versé seulement.

Il a été jugé que les termes « capital social » comprennent aussi bien les fonds affectés à la constitution d'un fonds de réserve, que ceux qui ont été consacrés à l'exploitation elle-même (2).

La question, fort importante du reste, s'est posée de savoir, si la perception sur le revenu à 5 0/0 du capital doit être maintenue même en cas d'improductivité de la société.

L'administration a soutenu que la présomption établie par la loi, en évaluant d'office le revenu à 5 0/0, était un véritable forfait et par conséquent se présentait sous un caractère aléatoire ; elle a prétendu en conséquence que, si elle n'était pas admise à prouver que les bénéfices distribués étaient supérieurs au revenu porté à 5 0/0, les sociétés ne pouvaient pas davantage invoquer leur improductivité. Cette doctrine avait été confirmée par plusieurs décisions judiciaires et même par la Chambre des requêtes (3).

(1) Cass., 9 novembre 1886, Dalloz, 1887. 1. 341.

(2) Trib. Seine, 24 février 1882 ; Cass. req., 2 avril 1883, Dalloz, 1884. 1.60.

(3) Arr. du 18 novembre 1878, Sirey, 1879. 1. 81 ; 28 janvier 1879, Dalloz, 1879. 1.293).

Mais la Chambre civile, par un arrêt du 13 avril 1886 (1), se basant sur ce que les sociétés par actions échappent à la taxe, lorsqu'il résulte de leurs délibérations qu'il n'a été distribué aucun bénéfice, et raisonnant, par analogie, sur la situation des sociétés civiles en parts d'intérêt ou en commandite dépourvues de corps délibérant, a jugé qu'il était possible à ces dernières de prouver la non-distribution d'un bénéfice et par suite d'échapper à la taxe.

Cette décision, peut-être plus équitable que juridique, est en tous cas peu conforme à l'esprit de la loi de 1872 qui donne aux sociétés par la fixation, du forfait de 5 0/0, le moyen d'échapper à une publicité parfois gênante et à la possibilité d'un contrôle.

L'administration se trouve dans cette situation contradictoire, de se voir opposer, quand ils lui sont défavorables, des documents dont elle ne pourra jamais s'autoriser, s'ils sont favorables à ses intérêts. Il nous paraît plutôt que la taxation sur le revenu à 5 0/0 du capital devrait être acceptée avec toutes ses conséquences et que, si celles-ci paraissent trop onéreuses, les sociétés n'ont qu'à profiter de l'option qui leur est accordée, en insérant dans les statuts la nécessité d'un conseil d'administration.

Une raison qui paraît spécieuse (2), à la bien consi-

(1) Dalloz, R. P. 1886. 1.185. V. Demasure, n° 221.

(2) Demasure, *Régime fiscal des Sociétés*, p.275 ; J.Vavas seur, *L'impôt sur le revenu*, n° 42 in fine.

dérer, avait été donnée antérieurement à la décision de la Chambre civile et conformément à sa thèse.

On la trouve reproduite par M. l'avocat général Desjardins dans les conclusions qu'il présenta à la Cour.

Elle consiste à dire : l'administration confond les règles d'exigibilité et de liquidation de la taxe : les premières sont exposées dans l'article 1^{er} de la loi, les autres dans l'article 2; il faut donc se garder de confondre ces articles, et se préoccuper, avant de liquider l'impôt, de savoir si celui-ci est exigible; « faire découler de l'article 2 qui détermine la liquidation de l'impôt une règle d'exigibilité est une erreur manifeste ».

Nous pensons qu'il est impossible de renfermer ainsi chaque article dans une case spéciale et de l'y isoler soigneusement. Au reste, les partisans de ce système ont été les premiers à ne pas le suivre, lorsqu'il s'est agi de fixer les conditions d'exigibilité de l'impôt; ils ont oublié qu'à la lecture de cet article 1^{er} pris isolément, l'impôt paraît atteindre uniquement l'*existence* d'intérêts ou dividendes, et qu'il est nécessaire de recourir à l'article 2 pour comprendre que la *distribution* de ces bénéfices est une condition essentielle de l'exigibilité de la taxe. Où est donc alors cette « erreur manifeste » qui consiste à déterminer l'exigibilité de la taxe, d'après des raisons tirées d'un article consacré uniquement à la liquidation de l'impôt? Doit-on refuser de s'appuyer ici, sur un texte que l'on invoque là? Et n'est-il pas plus juridique de considérer une loi comme

un tout, comme une œuvre d'ensemble, dont les divers éléments ont entre eux une liaison intime et se prêtent un mutuel appui ?

Quoi qu'il en soit, la règle actuellement suivie est que l'improductivité résulte de la *non-distribution* de bénéfices, et que celle-ci peut être démontrée à l'aide des modes de preuve compatibles avec la procédure suivie en matière d'enregistrement.

Les règles de perception, en ce qui concerne les sociétés étrangères, sont les mêmes, sauf que la portion de bénéfices distribués passible de la taxe est proportionnée au capital imposable.

SECTION II. — Obligations et emprunts.

§ 1. — Sociétés et titres assujettis.

Les termes de la loi sont très larges ; il en résulte qu'elle a cherché à frapper les revenus des sommes de toutes sortes qui pouvaient être avancées aux sociétés *ou autres établissements*.

Les emprunts des sociétés par actions se trouvent visés au premier chef, de même ceux des sociétés civiles en parts d'intérêts et des sociétés en commandite simple.

La loi du 1^{er} décembre 1875 avait dispensé de la taxe les revenus des parts d'intérêts dans les sociétés commerciales en nom collectif pures et simples ; mais les emprunts de ces collectivités n'étaient pas compris

dans cette dispense ; la loi du 28 avril 1893 (art. 36), complétée par celle du 26 juillet suivant (art. 22) leur a également accordé l'exemption.

Les emprunts des entreprises revêtues d'un caractère d'individualité suffisant pour leur permettre de contracter une dette, supportent la taxe sur leurs intérêts, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si ces collectivités présentent ou non le caractère de société et au rebours de ce qui avait été dit en matière d'actions (1).

Les emprunts des départements, communes et établissements publics sont visés par la loi de 1872.

On s'est demandé si l'on devait y assimiler ceux des *établissements d'utilité publique*, et, en présence des expressions largement compréhensives que contient le texte, et de la confusion que font souvent les lois antérieures au sujet des termes : « établissements publics » et « établissements d'utilité publique », on s'est unanimement prononcé pour l'affirmative (2). Citons donc parmi ces derniers les monts-de-piété, les consistoires, fabriques, hospices, bureaux de bienfaisance, Chambres de commerce ou de discipline.

Les versements faits aux Caisses d'épargne ne peuvent, par contre, rentrer dans l'énumération que contient la loi, car ce ne sont pas des prêts, mais de simples dépôts (3).

(1) Cass. civ., 6 août 1878, Sirey, 1879.1. 474.

(2) Cf. Trib. Seine, 11 avril 1874 ; Cass. civ., 3 avril 1878, Dalloz, 78.1.178, Sirey, 78.1.279.

(3) Décision du Ministre des Finances du 27 septembre 1878.

Mais la *forme* de ces emprunts ne saurait être d'aucune influence sur l'exigibilité de l'impôt : les prêts hypothécaires ou chirographaires, ceux qui résultent d'actes authentiques ou sous seing privé, de titres négociables ou non, les prêts à court terme ou à longue échéance, et généralement toute opération qui constate une avance faite à une des collectivités énoncées par la loi, tombe sous l'application de son tarif. De nombreux arrêts de la Cour de cassation consacrent cette interprétation.

§ 2. — Conditions d'exigibilité.

En matière d'obligations et d'emprunts, c'est la *distribution* d'un intérêt qui donne lieu à la perception de la taxe, quelle que soit la forme adoptée ; mais c'est à la société qui invoque le non-paiement, qu'il importe d'en fournir les preuves.

Seulement l'attention doit être appelée sur la différence de rédaction des deux alinéas de l'article 1^{er} de la loi : le premier indique, comme passibles de la taxe, *les revenus et tous autres produits des actions*, tandis que le second parle seulement des *arrérages et intérêts annuels des emprunts*. Il s'ensuit, de cette différence de rédaction, que les avantages autres que l'intérêt ne doivent pas être assujettis à l'impôt ; tel serait le cas d'une société qui prendrait à sa charge le droit de transmission et la taxe de 4 0/0 sur ses obligations (1).

(1) Décision du Min. des finances du 24 septembre 1883, *J. E.* 22382.

L'administration n'a pas réclamé jusqu'ici la taxe sur les prêts communaux consentis par le Crédit foncier. Cet établissement émet des obligations, dites communales, destinées aux emprunts que les communes contractent envers lui ; les intérêts payés par les communes acquittent la taxe, et il devrait en être de même pour ceux que sert le Crédit foncier à ses porteurs. Il n'en est pas ainsi en pratique et les premiers supportent seuls la taxe (1).

Une société dont le revenu serait calculé à 5 0/0 du capital social, en vertu du principe posé par la loi, ne saurait, sous le prétexte d'improductivité, se soustraire au paiement de la taxe sur les intérêts distribués.

§ 3. — Revenu imposable.

Il est déterminé par l'intérêt distribué ; mais comme celui-ci est fixé, pour toute la durée du prêt, par l'acte constitutif, il n'est pas nécessaire de connaître les délibérations de l'assemblée générale. L'extrait de l'acte d'emprunt suffit à établir la taxe.

SECTION III. — Lots et primes. — Congrégations.

§ 1. — Lots et primes.

Les termes étroits de l'alinéa 2^e de l'article 1^{er} de la loi de 1872 ne permettaient pas d'atteindre les avanta-

(1) Instr. de la régie, n^o 2457.

ges attachés à certaines valeurs, sous le nom de lots et de primes ; cependant, comme leur prélèvement diminue d'autant le montant de l'intérêt distribué qui serait passible de l'impôt, il a paru juste de les faire rentrer dans la catégorie des valeurs assujetties à la taxe sur le revenu. Tel a été le but de l'article 5 de la loi du 21 juin 1875 bientôt suivie du décret du 15 décembre 1875.

Les lots sont imposés sur la valeur même de leur montant évalué en monnaie française ; mais, si la somme distribuée comme lot comprend celle qui avait été souscrite primitivement par le porteur, il importe de la déduire, et de ne percevoir que sur le chiffre ainsi réduit, c'est-à-dire sur le lot proprement dit.

La valeur imposable de la prime est évaluée par « la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ».

Si le taux d'émission, qui n'est autre que le prix auquel les titres ont été offerts au public, est unique, il est pris pour base.

Mais, si un emprunt a été divisé en séries, et que celles-ci aient été émises à des taux différents résultant des fluctuations du marché, on doit établir, pour tout l'emprunt, un taux moyen, en divisant le chiffre brut de la recette à laquelle il a donné lieu, par le nombre des titres, et en déduisant les arrérages qui pouvaient être échus lors de l'introduction des titres sur le marché.

Dans le cas enfin où ce taux moyen ne pourrait être

établi, il y est suppléé par la capitalisation au denier 20 de l'intérêt stipulé à l'émission, et si cet élément lui-même venait à manquer, une évaluation devrait être fournie conformément à l'article 16 de la *loi de frimaire*.

§ 2. — **Congrégations et associations similaires.**

Les congrégations, qu'elles soient autorisées, — et ce sont alors des établissements d'utilité publique, — ou qu'elles ne le soient pas, — et on les considère alors comme des sociétés civiles ou des entreprises, selon les cas, — sont atteintes par la loi de 1872 dans les emprunts qu'elles peuvent contracter et dont les intérêts sont passibles de la taxe.

Mais celle-ci étant assise, pour les revenus des actions ou dividendes, sur les sommes distribuées, ces associations lui échappaient, soit en insérant une clause de non-distribution, soit en s'abstenant de fixer un bénéfice à répartir.

Cet état de choses ayant paru défectueux, une disposition relative aux congrégations religieuses fut introduite dans la loi du budget du 28 décembre 1880 (art. 3), sur l'initiative de M. Brisson, alors président de la Commission du budget. La rédaction votée par la Chambre fut modifiée par le Sénat et le texte définitif, au lieu de viser spécialement les congrégations, assujettit à l'impôt « les produits et bénéfices des actions, parts d'in-

terêt et commandites des sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués ».

Ce n'était donc plus la *distribution*, mais l'*existence* des bénéfices, qui donnait lieu à la perception du droit.

Toutefois cette mesure ne produisit pas l'effet qu'on en attendait.

Les collectivités ainsi visées échappèrent à la loi, en insérant dans leurs statuts un article par lequel elles convenaient de distribuer leurs bénéfices ; le contrôle de l'administration ne permettant pas de suivre leurs opérations, il leur suffisait de prouver qu'aucun bénéfice n'avait été distribué.

Aussi de nouvelles mesures furent insérées dans la loi de finances du 29 décembre 1884, sous l'article 9, aux termes duquel « les impôts établis par les articles 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées, ou non autorisées, et par toutes les sociétés ou associations désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits, en tout ou partie, entre leurs membres.

« Le revenu est évalué à 5 0/0 de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou *occupés* par les sociétés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens.

« Ces sociétés seront assujetties aux vérifications autorisées par l'article 7 de la loi du 21 juin 1875. »

Les règles tracées par ce texte ont cessé d'être en vigueur. La loi de finances du 16 avril 1895 renferme en effet, sous les articles 3 à 10, un certain nombre de dispositions tendant à mieux assurer le paiement du droit d'accroissement. Elle remplace les droits antérieurement établis par une *taxe annuelle et obligatoire sur la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés* ; le tarif, fixé à 0,30 0/0 pour les congrégations et sociétés autorisées, est porté à 0,40 pour celles qui ne le sont pas ; elle n'est pas sujette aux décimes.

L'examen de ces dispositions spéciales ne saurait rentrer dans une étude sur la taxe de 4 0/0 ; aussi nous bornons-nous à les indiquer purement et simplement.

SECTION IV. — Paiement. Pénalités. Prescription.

La taxe est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises et établissements, et payée au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif, désigné à cet effet, en quatre termes égaux, dans les 20 premiers jours de chaque trimestre ; le point de départ est la constitution définitive de la société.

Pour les obligations et emprunts dont le revenu est connu d'avance, l'impôt est calculé, à chaque échéance, sur le nombre de titres existant au dernier jour du tri-

mestre écoulé, et en tenant compte, pour les titres amortis, du revenu produit par eux du premier jour du trimestre à celui de leur amortissement.

Pour les dividendes et autres revenus variables, la liquidation est opérée provisoirement sur les $\frac{4}{5}$ du revenu résultant du dernier exercice réglé ; l'opération définitive s'opère, lors de la remise au bureau des documents fixant le revenu distribué au cours de l'exercice. Si le calcul fait ressortir une insuffisance de perception, le complément est immédiatement versé par la société ; dans le cas contraire, l'excédent à rembourser est imputé sur les droits dus, pour l'exercice courant, ou est restitué, si la société est arrivée à son terme ou cesse de distribuer des revenus.

Quant aux sociétés soumises au forfait de 5 0/0, les droits sont calculés sur les $\frac{4}{5}$ du revenu de l'année précédente évalué à 5 0/0 des cessions de parts ou du montant du capital social ; la liquidation définitive a lieu dans les vingt premiers jours du mois de mai de l'année suivante, et se calcule d'après le revenu à 5 0/0 du prix moyen des cessions de l'année précédente ou du capital social.

Pour les sociétés nouvelles, la liquidation provisoire a lieu sur le produit à 5 0/0 du capital appelé, jusqu'à la liquidation du premier exercice (1).

L'administration peut agir pour le paiement des

(1) Solution du 20 mars 1883 rendue par l'Administration.

droits : 1° contre la société qui est tenue d'en faire l'avance.

2° Contre les porteurs, *débiteurs véritables* de l'impôt; mais ceux-ci ne sont point solidaires et ne pourraient être poursuivis que jusqu'à concurrence des droits afférents aux titres qu'ils détiennent.

Aucun privilège spécial ne garantit le paiement de la taxe; quant à la procédure, les règles à observer sont celles que l'on suit en matière d'enregistrement.

La pénalité qui sanctionne le défaut d'observation des règles posées par la loi de 1872 est celle de l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, soit une amende de 100 à 5.000 francs; elle est encourue lorsqu'une échéance reste non payée, ou encore, lorsque le dépôt des délibérations ou autres documents analogues n'est pas fait dans le délai de 20 jours à compter de leur date.

Si, par suite de l'inexactitude des pièces déposées, la taxe frappe une somme inférieure à celle qui devrait être réellement imposée, il y a omission passible d'un droit en sus, conformément aux règles de droit commun. De même les estimations à fournir, le cas échéant, par les parties, peuvent donner lieu à la réclamation d'un droit en sus, si leur insuffisance est constatée.

Enfin une prescription spéciale régit la matière en vertu de l'article 20 de la loi du 26 juillet 1893. L'action du Trésor, en recouvrement de la taxe, se prescrit par cinq ans à compter de « la date d'exigibilité de la taxe » ; or chaque échéance trimestrielle constituant une créance

distincte payable dans les vingt premiers jours du trimestre, la prescription prend son point de départ le lendemain, soit le vingt et unième jour.

L'action des parties en restitution des droits indûment perçus se prescrit également par cinq ans à compter de la date de l'indue perception. Dans ce cas le point de départ doit être la liquidation définitive de la taxe pour chaque exercice. Mais si cette liquidation définitive se traduit par une avance de la société, et que celle-ci continue à opérer les versements trimestriels provisoires, il y a lieu à chaque versement de compenser jusqu'à due concurrence l'avance existante et le montant de la dette de la société. Les compensations successives nées de ce fait auront pour effet de reculer le point de départ de la prescription, ainsi que nous l'avons vu en matière de timbre par abonnement (1) (Section III, b).

STATISTIQUE.

Comparons rapidement l'importance de la fortune mobilière en France et le produit obtenu par l'application des taxes étudiées ci-dessus.

Les statistiques les plus récentes sont d'accord pour fixer à 80 milliards environ la richesse mobilière de la France.

Ce chiffre a été indiqué par M. de Foville en 1886, puis

(1) Jugement du tribunal de la Seine du 18 mars 1893.

par M. A. Neymarck en 1893. Ce dernier auteur évalue à 20 milliards environ les valeurs ou fonds étrangers qui sont entre nos mains (1).

M. Théry (2) fixe à 87 milliards 169 millions le montant des valeurs mobilières au 1^{er} août 1897, et selon lui les valeurs et fonds étrangers figureraient à ce chiffre pour 26 milliards.

En regard de cette évaluation, nous allons exposer, dans le tableau suivant, le produit des divers impôts spéciaux pour l'année 1896, ainsi que les sommes qui les ont supportées.

Produits des Impôts sur les Valeurs mobilières en 1896.

		<i>1^o Droit de Timbre.</i>	
		Droits perçus en Francs	Capital imposé en Millions
Valeurs Françaises	a. Droits au comp- tant. (0 ⁶⁰ ou 1 ²⁰).	1 ^o Actions...	27.500
		2 ^o Obligations et emprunts.	6.600
			0.550
	b. Droits par abon- nement.	1 ^o Actions...	4.525.000
		2 ^o Obligations et emprunts.	9.864.100
Lettres de gage du Crédit foncier.		501.200	20.468.1
Total.....		14.924.400	28.012.15
Valeurs Etrangères	a. Valeurs proprement dites, en bloc	6.088.500	(3) 3.097.5
	b. Fonds d'Etats.....	10.742.600	2.683.6
	Total.....	16.831.100	5.781.1

(1) A. Neymarck, Mémoire de 1893 (Guillaumin) qui contient un tableau curieux à lire des évaluations diverses fournies au cours du siècle.

(2) *Les valeurs mobilières en France* (Flammarion).

(3) Dans ce chiffre figurent : 1^o Le droit de 2 0/0 au comptant établi pour les titres nouveaux ou non encore timbrés ;

2^o Le complément de droit perçu sur les titres antérieurement timbrés au tarif de 1872.

TAXE DE 4 0/0 SUR LES VALEURS MOBILIÈRES 407

II^e Droit de Transmission.

Valeurs Françaises	Transferts	Actions....	2.017.200	5.577.600	403.4	1.115.5
		(0 ^e 50)	Obligations.		3.560.400	
	Taxe annuelle	Actions....	11.444.800	31.559.900	5.572.4	15.780.0
		(0 ^e 20)	Obligations.		20.415.100	
Total.....			37.137.500		16.895.5	
Valeurs Etrangères	Taxe annuelle	Actions....	2.480.500	5.401.300	1.240.3	2.700.7
		Obligations.	2.920.800		1.460.4	

III^e Taxe sur le Revenu.

Valeurs	Actions.....	25.135.500	54.816.700	628.4	1.370.4
Françaises	Obligations.....	29.681.200		742.0	
Valeurs	Actions.....	1.988.100	4.842.000	49.7	121.0
Etrangères	Obligations.....	2.853.900		71.3	
Total.....			59.658.700		1.491.4

IV^e Impôt sur les Opérations de Bourse.

En bloc.....	5.066.300	»
--------------	-----------	---

Résumé de ces divers résultats.

	Valeurs Françaises	Valeurs Etrangères	Fonds d'Etat	Opérations de Bourse
I. Timbre	14.924.4	6.088.4	10.742.6	»
II. Transmission	37.137.5	5.401.3	»	5.066.3
III. Taxe de 4 0/0	54.816.7	4.482.0	»	»
Totaux.....	106.878.6	15.971.7	10.742.6	5.066.3
Total général : 138.659.200				

Produits comparés des années antérieures.

	Millions		Millions
1854	0.900	1880	89.600
1860	9.600	1885	103.600
1869	22.000	1890	114.756
1875	72.600	»	»

Il faudrait se garder, pour conclure, de mettre en regard l'un de l'autre le chiffre de 138 millions, produit

de l'impôt, et celui de 80 milliards auquel est évaluée la fortune mobilière de la France ; car, tandis qu'une portion de cette fortune est grevée de charges autres que celles ci-dessus, l'autre portion, ou se trouve moins atteinte par l'impôt, ou même lui échappe complètement.

Nous verrons plus loin en détail pourquoi les deux termes de la comparaison ne peuvent être rapprochés l'un de l'autre.

TROISIÈME PARTIE

APERÇU DE LÉGISLATION COMPARÉE

Nous ne prétendons pas offrir, sous ce titre, une étude approfondie du traitement imposé aux valeurs mobilières par les diverses législations étrangères.

En premier lieu, le cadre forcément restreint de notre matière ne nous le permettrait pas.

En second lieu, il faudrait, pour mener à bien un travail de cette nature, une compétence et des moyens d'étude hors de notre portée.

Nous possédons sans doute, et il est assez facile de se les procurer, les divers textes de lois relatifs aux impôts sur les valeurs mobilières, dans la plupart des pays d'Europe. On croirait volontiers que, muni de ces documents, on peut se rendre un compte exact de la façon dont la fortune mobilière est imposée à l'étranger et en tirer, pour notre pays, des enseignements utiles.

Il n'en est rien cependant.

D'abord, parce que la mobilité même de la richesse poursuivie a donné naissance à des subterfuges ingénieux, permettant de tourner les lois en vigueur, et qu'un étranger appréciera peu aisément dans quelle

mesure il convient de modifier les statistiques obtenues, pour se rapprocher de la vérité et juger des résultats réels de l'impôt.

Ensuite et surtout, parce que, dans plusieurs pays, en procédant à l'application des textes, on a souvent dévié le sens et la portée qu'ils paraissent avoir au premier abord.

Citons-en un exemple bien connu :

Il a été créé en Belgique, sur les fonds d'État étrangers, un droit de timbre de 1 0/0 qui devait frapper ces valeurs lors de « leur usage en Belgique ».

Le terme employé paraît aussi large que possible. Cependant, la jurisprudence belge ne voit pas dans la négociation en bourse « l'usage » prévu par la loi et déclare le droit de timbre applicable au seul usage en justice.

On voit, par ce seul exemple, qu'il y a loin de l'apparence à la réalité, et qu'il ne suffit pas de lire les textes législatifs d'un pays, pour se rendre compte de ses tendances fiscales, mais qu'il faut au contraire étudier à fond ses mœurs et sa vie intérieure, savoir en un mot ce qui s'y passe en fait, et ne pas s'en tenir à ce qui doit s'y passer en théorie.

Aussi s'accorde-t-on à reconnaître que l'étude des législations étrangères sur les valeurs mobilières ne sera probante et véritablement instructive que lorsqu'elle aura été faite sur place.

Une mission spéciale dans ce but rendrait de grands

services, et le moment en serait bien choisi, à l'heure actuelle, où l'on paraît vouloir alléger d'une partie de ses charges la fortune immobilière et faire supporter le poids de ces dégrèvements par la fortune mobilière.

Il y a, en effet, un intérêt capital, pour le Trésor, à savoir si on peut aller plus loin dans cette voie, si ces mesures n'amèneront pas l'émigration de capitaux dont on nous menace sans cesse, si enfin elles peuvent engendrer d'autres inconvénients qui nous ont échappé jusque-là.

En attendant les résultats, fort intéressants à coup sûr, d'un pareil travail, nous ne pouvons qu'exposer très succinctement les données que nous possédons sur les législations en vigueur à l'étranger, tout en regrettant les nombreuses lacunes que contiendra forcément cet aperçu auquel nous aurions voulu pouvoir donner toute la précision désirable.

Nous étudierons successivement la question, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Autriche et en Russie.

Allemagne.

Au nombre des « impôts d'Empire (1) », nous trouvons en Allemagne un droit de timbre sur les effets de commerce, un impôt sur les valeurs mobilières et une taxe sur les opérations de bourse.

(1) *Dict. des finances* de L. Say., V^o *Timbre*.

A. Le droit de timbre sur les effets de commerce est de 50 pfennigs (1) par 1000 marks ; il est gradué de 200 marks en 200 marks jusqu'à 1000, disposition qui le rend un peu plus élevé que le nôtre.

Une loi du 1^{er} juillet 1881 établit l'impôt du timbre sur les valeurs, d'après les bases suivantes :

1° Les actions allemandes et étrangères étaient frappées d'un droit de 5 marks p. 1000.

2° Les titres de rentes d'État et les obligations des villes supportaient un droit de 2 marks p. 1000.

3° Enfin les bordereaux et arrêtés de compte étaient atteints par un droit fixe de 20 pfennigs.

Mais cette tarification a été modifiée par la loi du 27 avril 1894 qui fixe à :

1 mark p. 100 le droit sur les titres indigènes ;

1 mark 1/2 p. 100 le droit sur les titres étrangers ;

4 marks p. 1000 le droit sur les fonds d'Empire ;

6 marks p. 1000 le droit sur les fonds étrangers.

B. Une taxe sur les opérations de bourse a été créée par une loi du 11 juin 1888, modifiée par celle du 27 avril 1894, aux termes desquelles :

1° Les achats et marchés de lettres de change, de billets à ordre et de papier-monnaie étranger, d'actions, obligations et titres de rente ont à supporter :

un droit de 1/10 p. 1000.

2° Les achats et marchés conclus dans les bourses de commerce :

(1) Le mark vaut 1 fr. 235 et le pfennig 0 fr. 123.

un droit de 2/10 pour mille.

Détail à noter : le tarif est réduit de moitié, lorsque l'un des contractants réside à l'étranger. En outre, les opérations au-dessous de 600 marks sont affranchies de l'impôt.

La législation des bourses, en Allemagne, a donné lieu dans ces dernières années à des débats passionnés qui ont amené la loi du 22 juin 1896. La Börsengesetz, ou loi sur les bourses, ne crée pas d'impôt nouveau, mais elle réglemente les diverses opérations auxquelles donnent lieu les transactions en bourse, et il paraît impossible de la passer sous silence, tant à cause de la neutralité de la mesure adoptée, qu'en raison des conséquences qu'elle pourrait avoir sur le budget de l'Empire (1).

Elle consacra la victoire des agrariens qui, après avoir échoué sur la motion Kanitz (monopole de la vente des céréales importées), obtinrent, avec la nomination auprès de chaque bourse d'un commissaire du gouvernement, l'interdiction des marchés à terme sur le blé et les produits de la minoterie, ainsi que sur les parts ou actions d'affaires minières ou industrielles.

(1) Beaucoup d'économistes ont déclaré que les prévisions budgétaires qui prévoyaient une augmentation de 445.000 marks par rapport à 1896, sur le rendement de l'impôt des opérations de bourse, étaient erronées et qu'il fallait s'attendre au contraire à une diminution sérieuse de recette, comme conséquence directe de cette loi. V. statistique page suivante.

M. A. Raffalovich, dans l'*Année financière* de 1897, critique sévèrement la mesure prise, « s'il est un exemple de législation mal inspirée, dit-il, c'est bien la réglementation nouvelle de la bourse en Allemagne ».

Pour pouvoir se livrer aux opérations à terme autorisées, il fut nécessaire d'être inscrit sur un registre spécial, formalité qui entraînait une redevance, assez légère du reste.

Cette loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1897, renfermait en outre des sanctions pénales assez sévères.

Les bourses de valeurs tournèrent ces règles par divers procédés.

Quant aux Bourses de Commerce, plusieurs prononcèrent leur dissolution et se constituèrent en associations commerciales libres comme la *Verein Berliner Getreide und Produkthändler*.

STATISTIQUE.

I. L'impôt sur les opérations de Bourse a produit (1) :

en 1894	13.479.061 marks
1895	12.111.597 —
1896	13.707.304 —

Les recettes pour le mois de février 1897 ont été de 1.278.120 marks, soit une diminution de 747.961 sur le mois correspondant de 1896, et pour la période écoulée du 1^{er} avril 1896 à fin février 1897, de 12.208.304 marks, soit 6.404.290 marks en moins sur la période correspondante antérieure (2).

II. Le droit de timbre sur les valeurs a donné les résultats suivants :

(1) Raffalovich, *op. cit.*, p. 334.

(2) *Le Journal financier* du 22 mars 1897.

1894	8.282.277 marks
1895	13.903.634 —
1896	15.582.892 —

Le mois de février 1897 a produit 1.463.914 marks en diminution de 6.880 sur février 1896.

Du 1^{er} avril 1896 à fin février 1897, les recettes sont de 14.085.482 marks en diminution de 227.882 sur la période correspondante antérieure.

En Prusse le timbre et l'enregistrement sont confondus ; les droits sont perçus par l'emploi de papier timbré ou l'apposition de timbres mobiles de diverses quotités. Les tarifs en ont été remaniés par la loi du 31 juillet 1895 (*Annuaire de législation comparée*).

Angleterre.

I. *Timbre* (1). — Un droit de timbre de 1 schelling par 100 £ ou fraction de 100 £ a été établi sur les lettres de change. Le tarif est fractionné seulement au-dessous de 100 £.

En outre il existe un tarif gradué spécial sur les billets de banque.

Les titres des Sociétés anglaises sont soumis, lors de leur émission, au timbre proportionnel de 2 schellings par 100 £ ou fraction de 100 £ du capital nominal.

(1) L'enregistrement tel qu'il est établi en France n'existe pas en Angleterre. Les taxes sur les actes et les successions consistent en des droits de timbre. La nullité des actes peut être la conséquence de la non-exécution de ces prescriptions.

Les titres au porteur subissent un régime spécial :

Ceux qui ont été émis avant le 3 juin 1862 sont exempts de tout droit spécial.

Ceux qui ont été émis avant le 6 août 1885 sont frappés d'un droit de 1/8 0/0.

Ceux qui ont été émis postérieurement supportent un droit de 1/2 0/0 (loi du 6 août 1885).

Enfin les titres au porteur non émis en Angleterre et qui n'ont pas acquitté l'impôt de 1/2 0/0 sont soumis lors de la 1^{re} livraison, après le 1^{er} janvier de chaque année, à un impôt de 1 schelling pour 100 £, quelle que soit leur date ou leur nationalité.

II. *Impôt sur les valeurs*. — En Angleterre, les fonds d'Etat paient (1) :

1° Un droit de transmission de 0 fr. 50 0/0 ;

2° L'Income Tax dont le taux variable est actuellement de 3 fr. 33 0/0 environ.

Parmi les revenus rangés dans la cédule C, se trouvent les revenus des valeurs mobilières au nombre desquelles figure la rente anglaise.

L'impôt sur la rente qui existe depuis 1806 se perçoit au moyen d'une retenue effectuée au paiement du coupon.

Pour les autres valeurs, la retenue est faite par les caisses chargées du paiement des dividendes et intérêts.

A moins d'un revenu total inférieur à 160 livres ster-

(1) Rapport général du budget de 1898 par M. Krantz.

ling, l'Income Tax est payé sur les consolidés anglais, aussi bien par les étrangers que par les indigènes ; quand leur revenu de provenance anglaise est supérieur à 160 £, mais inférieur à 400, ils peuvent demander à échapper à l'impôt pour 160 £ ; enfin pour un revenu de 500 £, 100 £ sont dispensées de la taxe (1).

La même règle est applicable aux *actions* des Compagnies anglaises.

Mais lorsqu'il s'agit de valeurs coloniales et étrangères, le remboursement de l'impôt peut être obtenu par les étrangers, quel que soit le montant de leur revenu ; le Trésor exige seulement que leurs réclamations lui parviennent, par l'intermédiaire d'agents accrédités auprès du gouvernement et ayant leur domicile en Angleterre : c'est *l'affidavit*.

III. *Impôt sur les opérations de bourse.* — Il a été établi par la loi du 16 mai 1888.

Le bordereau constatant la négociation des titres est obligatoire et le tarif est de 1 denier (0 fr. 10) pour les affaires de 100 £ et au-dessous, et de 6 deniers pour les opérations supérieures.

Lorsqu'il n'y a pas livraison effective, l'impôt est élevé à 1 schelling (1 fr. 25).

(1) L'Income Tax établi par Pitt en 1798 fut supprimé quelques années plus tard vers 1803, puis repris en 1842 ; il n'a pas cessé depuis cette époque.

Belgique.

I. *Timbre.* — Nous avons déjà signalé l'existence d'un droit de 1 0/0 qui atteint les fonds d'État étrangers lors de leur *usage* en Belgique, et nous avons montré comment l'interprétation donnée à cette mesure législative en avait diminué la portée.

En fait, l'application de ce tarif se trouve fort restreinte et d'un très modeste rendement fiscal.

Une loi du 25 mars 1891 a établi un droit de timbre sur les actions et obligations au porteur.

Si leur durée est inférieure à cinq ans, les titres

de 200 fr. et au-dessous paient 0 fr. 10

de 200 à 500 — 0 » 25

de 500 à 1000 — 0 » 50

et au-dessus 0 fr. 50 par 1000, sans fraction.

Si leur durée est supérieure à cinq ans, les titres

de 500 fr. et au-dessous paient 0 fr. 50

de 500 à 1000 — 1 »

et au-dessus 0 fr. 50 par 1000 sans fraction.

II. *Impôt sur les valeurs.* — L'impôt sur le revenu atteignant la richesse mobilière par un procédé analogue à celui de l'Income Tax, n'existe en Belgique qu'à l'état d'impôt local établi dans certaines villes telles que Verviers et Huy. Il n'est pas encore apparu comme impôt d'État. Un projet de taxe de 3 0/0 sur le revenu présenté en 1883 a été repoussé par la Chambre et l'idée n'a pas été reprise.

Suisse.

I. *Timbre*.— Il n'y a pas de droit particulier à la négociation des fonds d'État étrangers. L'impôt du timbre n'existe pas non plus en tant qu'impôt fédéral.

Mais chaque canton, usant à cet égard de l'autonomie qui lui est propre, possède une organisation spéciale pour le timbre, les uns suivant le système allemand, les autres suivant le système français.

Dans le canton de Genève, l'impôt qui frappe toute *réalisation* de titre quelle que soit sa nature, est pour les titres :

de 1 fr. à 1.000 fr. de 0 fr. 10 pour 1000

de 1000 fr. à 2.500 fr. de 0 fr. 25 —

de 2500 fr. à 5.000 fr. de 0 fr. 50 —

de 5000 fr. à 10.000 fr. de 0 fr. 75 —

et au-dessus, de 0 fr. 50 par 10.000 francs.

Il a produit en 1895 : 22.411 francs et en 1896 : 18.148 francs.

II. *Impôt sur les valeurs*.— Un impôt sur le capital coexiste avec l'impôt sur le revenu et atteint ainsi les diverses natures de richesse.

Italie.

I. *Timbre*.— Une loi du 13 septembre 1894 frappe les titres indigènes d'un droit fixe de 0 fr. 50, alors que les titres étrangers sont assujettis à un timbre de dimen-

sion dont la quotité est indiquée à l'article 10 de la loi sur le timbre.

L'impôt sur les opérations de Bourse a été établi en 1876 et se perçoit par l'emploi d'un papier timbré spécial ; le droit est, pour chaque partie, de 0 fr. 50 pour les opérations au comptant, et de 1 fr. pour les opérations à terme.

II. *Impôt sur les valeurs* (*Imposto di ricchezza mobile*). — L'impôt sur la richesse mobilière a été remanié en 1877 ; dans la Cédule A, se trouvent classés les revenus des prêts chirographaires ou hypothécaires et tous les revenus de capitaux. La taxe est très élevée : elle atteint 13 fr. 20 0/0.

Autriche-Hongrie.

I. *Timbre*. — L'impôt sur le timbre a une grande analogie avec le système allemand. Depuis 1854, il se perçoit uniquement par l'apposition de timbres mobiles.

II. *Impôt sur les valeurs*. — L'impôt sur le revenu, transformé en 1892, frappe les intérêts des sommes prêtées et des créances hypothécaires. Quant aux coupons de fonds publics et de certaines obligations, ils sont soumis à une retenue de 10 0/0.

Lorsqu'une émission est faite par une société indigène, le droit est perçu sur le capital nominal (ou sur le prix d'émission, si celui-ci est plus élevé) et s'élève :

Pour 100 florins à 63 kreutzers par titre ;

100 à 200 florins à 1 fl. 25 par titre ;

200 à 400 florins à 2 fl. 50 par titre ;

400 à 600 florins à 3 fl. 75 par titre ;

Et ainsi de suite, à raison de 1 fl. 25 par 200 florins ou fraction de 200 florins.

Moyennant le versement de ce droit, les titres indigènes ne portent pas de timbre.

Les titres étrangers pénétrant en Autriche doivent, avant d'y faire l'objet d'une transaction, être revêtus d'un timbre constatant le paiement de l'impôt sur les bases ci-dessus.

De plus, les sociétés anonymes étrangères qui veulent faire des affaires en Autriche, doivent payer, sur le capital-actions ou obligations introduit dans le pays, un droit gradué de

Fl. 0.32 par titre pour un capital nominal de 100 florins			
— 0.63	—	—	de 100 à 200 —
— 0.94	—	—	de 200 à 300 —
— 1.25	—	—	de 300 à 400 —

et ainsi de suite à raison de fl. 1.25 par 400 florins ou fraction de 400.

III. *Impôt sur les opérations de bourse.* — La loi du 19 mars 1897 sur les opérations de bourse, et aussi bien sur les opérations « hors bourse », a créé une taxe pour la perception de laquelle des timbres spéciaux sont employés et pour le contrôle de laquelle la tenue d'un ou de plusieurs répertoires a été édictée (1).

(1) Pour tous les détails de la loi voir le *Bulletin de statistique* de décembre 1897, p. 664 et suiv.

Les détails d'application en sont intéressants à connaître.

La négociation des lettres de change, et en général des valeurs autrichiennes, payables à *terme fixe* et pour une *somme ferme*, n'est pas sujette à l'impôt ; de même pour la négociation des métaux précieux, et des lettres de change ou instruments de paiement étrangers.

Mais la taxe s'applique aux opérations originales et prolongées.

Dans les opérations à primes, l'abandon de la prime qui n'a pas lieu le jour même de la conclusion du marché est, quant à l'exigibilité de l'impôt, assimilé à la livraison des titres.

Le droit est liquidé sur une unité d'opération qui est de 12,500 francs (5,000 florins) ou sur une opération de 25 titres quand la négociation a lieu par titres.

Il est perçu sur toute fraction d'unité comme sur une unité entière.

Le tarif est : pour les actions ou obligations avec primes, de 50 kreutzers par unité (1).

Pour toutes les autres valeurs, de 20.

L'analogie entre les valeurs autrichiennes et hongroises est absolue.

En outre, il est créé auprès de chaque bourse un *bureau officiel d'arrangement* pour les opérations assujetties à l'impôt.

(1) La valeur du kreutzer est de 0 fr. 025.

Russie.

I. *Droit de timbre.* — En vertu d'un oukase du 19 février 1888, les fonds d'Etat étrangers paient le timbre russe d'après les quotités suivantes :

Titres inférieurs à 50 roubles (1), valeur nominale 0, 15 kopecks.

de 50 à 100	—	R. 0,80
100 à 250	—	1,25
250 à 500	—	2 »
500 à 1.000	—	3 »
1.000 à 2.000	—	4 »
2.000 à 3.000	—	5 »
3.000 à 4.000	—	6 »
4.000 à 5.000 et au-dessus	10 »	

II. *Impôt sur le revenu.* — En vertu de divers oukases des 27 janvier 1885 et 21 décembre 1887, l'impôt est retenu, lors du paiement des coupons ou intérêts, et payé directement au Trésor, par les établissements qui effectuent le service financier des diverses valeurs assujetties.

III. *Impôt sur les opérations de bourse.* — Un timbre de 15 kopecks (0,60) est exigé, depuis le 14 juillet 1887, sur les arrêtés des courtiers jurés.

Nous n'avons passé en revue que les principaux États de l'Europe, car eux seuls paraissent en mesure d'atti-

(1) Le rouble vaut 4 fr.

rer, sur leur marché, les capitaux qui circulent en France. Ce n'est évidemment pas à New-York qu'on sera tenté de toucher des coupons ou de négocier des valeurs courantes.

Indiquons cependant, pour mémoire, qu'aux États-Unis, l'impôt sur le revenu, supprimé en 1874 par le Gouvernement fédéral, avait donné lieu à des recettes considérables sur les dividendes de banque et de chemins de fer. Dans presque tous les États particuliers, il existe une taxation sur la fortune mobilière établie sur la déclaration faite par chaque particulier, sous la foi du serment, ce qui *n'empêche* pas de grosses fraudes de se produire.

Nous croyons intéressant de rappeler ici le montant approximatif de la fortune mobilière dans les principaux pays d'Europe (1).

	Milliards		Milliards
Angleterre . .	182,6	Italie	17,5
Allemagne . .	92,0	Pays-Bas . . .	13,6
France	80 »	Belgique . . .	6,1
Russie	25,4	Roumanie . . .	1,2
Autriche . . .	24,5	Norwège . . .	0,7

(1) A. Nèymarek, *Statistique internationale des valeurs mobilières*.

QUATRIÈME PARTIE

EXAMEN CRITIQUE DU SUJET.

CHAPITRE PREMIER

REPROCHES FORMULÉS CONTRE LES IMPÔTS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES.

Plusieurs critiques ont été formulées, soit contre les impôts sur les valeurs mobilières en général, soit contre certaines taxes particulières. Nous allons les examiner brièvement les unes et les autres dans deux paragraphes distincts.

§ 1^{er}.

A. On s'est attaché à démontrer que les impôts sur les valeurs mobilières font double emploi avec les taxes déjà existantes. Toute valeur incorporelle ne vaut, dit-on, qu'en tant qu'elle représente une valeur réelle : usine, machine, marchandises, ou encore industrie personnelle et capacités techniques.

Or ces divers éléments sont déjà frappés par l'impôt foncier, la contribution mobilière et la patente.

Il y a donc une inégalité de régime injustifiée, entre deux exploitations appartenant, l'une à un seul propriétaire, l'autre à une société privée (1).

En matière d'actions, il est facile de répondre que si l'associé n'a en vertu d'une fiction légale (C. civ., art. 529) qu'un droit *mobilier incorporel* sur le fonds social, la cession par lui de ce droit à un tiers n'en entraîne pas moins une mutation de propriété.

Le droit du nouvel acquéreur sera égal à celui du précédent possesseur et, en cas de dissolution, l'attribution qui pourrait lui être faite pour sa part sera la même.

Il n'y a pas de différence, quant au fonds, avec le cas où un propriétaire indivis vend sa portion indivise à un tiers et lui transporte tous ses droits indivis sur cette portion.

Serait-il alors équitable que ce dernier fût assujéti au droit de mutation et que la cession d'action en fût dispensée ? Et l'impôt spécial n'a-t-il pas pour but d'établir l'égalité de traitement ?

Sans doute, objectera-t-on que la taxe des biens de mainmorte créée par la loi du 20 juin 1849 est destinée à jouer ce rôle et à frapper les immeubles des sociétés anonymes et des diverses collectivités de droits équiva-

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Tr. de la science des finances*, p. 417.

lents à ceux qui auraient été perçus, lors des mutations entre vifs ou par décès, si ces biens étaient restés entre les mains des particuliers.

Mais on doit remarquer (1) que la taxe des biens de mainmorte atteint seulement les *immeubles par nature passibles de la contribution foncière*, termes qui laissent de côté la partie du fonds social, la plus considérable souvent, qui se compose des marchandises, du matériel et de l'industrie des entrepreneurs ; en outre, elle ne pèse pas sur certains immeubles tels que ceux occupés par les concessionnaires de chemins de fer ou de canaux et qui, à l'expiration de la concession, font retour à l'État.

Le double emploi n'existerait donc qu'à l'égard de cette fraction de l'action qui représente les immeubles sociaux.

De semblables superpositions se produisent fatalement, dans un système d'impôts multiples comme le nôtre, et l'État, en taxant l'action, a voulu frapper le propriétaire du titre qui fait un placement et dont la richesse se révèle ainsi.

Lorsqu'il s'agit d'*obligations*, les critiques changent de nature. En effet, l'obligataire n'intervient à aucun titre dans la vie ou le fonctionnement de la société ; c'est un prêteur pur et simple, et la loi fiscale frappe une des manifestations les plus apparentes de la richesse : le prêt d'argent.

(1) L. Say, *Dict. des Finances*, 2^e vol., p. 1470.

On oppose ici l'inégalité de traitement résultant de ce fait, que les obligations souscrites par des particuliers sont assujetties au seul droit de timbre, et point du tout au droit de transmission ou à la taxe sur le revenu.

L'objection n'est complètement exacte que pour les créances sous seing privé, quoique dans bien des cas, les circonstances nécessitant la confection d'un inventaire, elles se trouvent par là assujetties tout au moins aux droits de mutation par décès. D'autre part, si elles se trouvent cédées par des actes soumis à l'enregistrement, elles sont frappées du droit de mutation (1); et nous avons vu que, lorsque des cessions de titres négociables sont constatées par des actes de même nature, l'acte est passible du seul droit fixe et le droit de mutation se trouve acquitté soit lors du transfert, soit par le paiement de la taxe annuelle : il est donc juste de reconnaître que, dans ces hypothèses, cette nature de richesse supporte un droit équivalent au droit de transmission.

Au fond, si jamais on n'a cherché à imposer les créances chirographaires, c'est parce que ces créances, presque toujours minimes, frapperaient la partie la plus intéressante et la moins fortunée de la nation : petits agriculteurs et petits commerçants. Le plus fréquemment, les créances chirographaires se présentent sous

(1) V. plus haut *Transferts*, B. 3^e.

la forme d'un service rendu, plutôt que d'un placement de capitaliste, car un prêt ayant pour but unique de faire fructifier des capitaux, ne se comprend guère sans garanties sérieuses.

Enfin cette forme de la richesse est difficilement saisissable ; on ne voit guère d'autre moyen de l'atteindre qu'un impôt général sur le revenu.

Il importe en outre de remarquer qu'un premier essai de taxation, sur les obligations souscrites par les particuliers, avait été tenté, en ce qui concerne les créances hypothécaires, par la loi du 28 juin 1872 (1) qui établissait un droit de 2 0/0 sur le revenu de ces créances et faisait acquitter la contribution par le débiteur, en lui prescrivant d'en imputer le montant sur les intérêts dont il était débiteur.

Cette loi fut abrogée le 20 décembre (2) suivant pour de multiples raisons dont les principales étaient :

1° L'atteinte portée au crédit du débiteur, cultivateur, industriel ou commerçant, par la publication du rôle de recouvrement dans chaque commune ;

2° La difficulté d'empêcher le créancier de rejeter sur son débiteur le fardeau de l'impôt, malgré l'amende de 50 à 1.000 francs punissant la contravention ;

(1) Promulgué à l'*Officiel* le 28 juillet 1872.

(2) Cette mesure fiscale avait été vivement combattue dans les séances des 26, 27 et 28 juin par M. Thiers qui qualifiait la taxe de 2 0/0 « d'impôt sur l'indigence », et par M. Ventavon qui développa les raisons ci-dessus et démontra éloquemment qu'il était impossible d'assimiler les créances hypothécaires aux obligations de chemins de fer.

L'idée de cet impôt n'était pas nouvelle ; elle avait été déjà agitée en 1848.

3° La crainte d'éloigner de ce mode de placement les capitaux déjà très volontiers portés sur les titres négociables ;

4° La diminution des prêts hypothécaires qui ressortait des statistiques dressées à cette époque et dont la cause, toute passagère, résidait dans ce fait, que les grands emprunts de cette époque avaient absorbé momentanément les capitaux disponibles ;

5° Peut-être aussi les théories économiques de l'Assemblée nationale de 1871 qui était, dit M. Leroy-Beaulieu, « aussi partielle pour la population des campagnes qu'hostile à la population industrielle (1) ».

Nous verrons que l'idée d'un impôt sur le revenu des créances hypothécaires a été reprise, et a fait l'objet d'un projet déposé par M. Cochery en 1896.

Nous conviendrons volontiers que l'idée de faire supporter un impôt à cette nature de richesse est très rationnelle et paraît juste, et qu'il peut y avoir à cet égard une lacune dans notre système fiscal. Mais nous ne saurions voir là une objection réelle à la taxe établie sur les valeurs mobilières. Au cours des débats de 1872, il fut déclaré qu'on voulait atteindre le capital oisif, celui qui produit des revenus « spontanés » ; le placement en valeurs négociables, même sortant d'une bourse modeste, suppose bien une richesse *réalisée* et non une richesse en formation. L'État, n'ayant pas trouvé le moyen pratique d'atteindre les créances sur

(1) *Op. cit.*, p. 418.

les particuliers, devait-il renoncer à la grosse ressource que lui fournit l'impôt sur les obligations des sociétés ? Nous ne le pensons pas.

B. On fait remarquer en second lieu qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 5 juin 1850, les titres ou certificats d'actions, qui étaient frappés d'un droit de timbre, devaient, à cette condition, être cédés libres et exempts de tout droit d'enregistrement.

Or ces mêmes valeurs ont été frappées, en 1857, d'un droit de transmission, sans avoir été pour cela déchargées du droit de timbre précédemment établi ; la taxe de 4 0/0 est encore venue s'ajouter à ces charges et l'on reproche presque au législateur d'avoir manqué de bonne foi !

Que répondre à cela, sinon que le législateur ne saurait être lié par les exemptions que ses prédécesseurs ou lui-même auraient jugé bon d'accorder, et qu'en les abrogeant, il use régulièrement des attributions que lui confère la nation. Sans doute, l'idéal consisterait à réduire les impôts au lieu de les augmenter. Mais les besoins sans cesse grandissants de nos sociétés modernes imposent des charges auxquelles il faut bien subvenir, et si la dispense accordée tout d'abord aux valeurs négociables n'a pas été maintenue, c'est que leur essor, encore timide en 1850, s'est peu à peu affermi dans sa marche, au point de n'être pas entravé par le poids de nouvelles taxes.

Au reste, le reproche ci-dessus formulé qui pouvait

être d'une réelle actualité il y a quarante ans, n'a guère de nos jours qu'un intérêt rétrospectif, et nous ne saurions nous y arrêter plus longuement.

C. Une critique plus sérieuse, et bien en harmonie avec les préoccupations actuelles des économistes, a été formulée par d'excellents esprits : les impôts sur les valeurs mobilières pèsent, a-t-on dit, sur « les capitalistes associés, c'est-à-dire sur les petits et les moyens ; ils ne s'appliquent pas aux très grands capitalistes qui ne se placent pas sous le régime de l'association. Ce défaut disparaît dans les pays où existe l'impôt général sur le revenu (1) ».

Le savant auteur auquel nous empruntons ces lignes invoque l'exemple du comptoir d'Escompte et de la banque Rotshchild ; ces établissements se livrent à des opérations de même nature ; le premier est cependant grevé de charges qui ne pèsent pas sur le second.

Il reconnaît du reste que ce reproche peut être atténué si l'on considère :

1^o Que les porteurs d'actions et d'obligations sont des capitalistes oisifs, qui se contentent de toucher un bénéfice auquel ils ne concourent en rien.

2^o Que leur responsabilité et leurs chances de perte sont limitées et que la faillite de la Société, sans atteindre leur honneur, entraîne la perte des seuls capitaux placés dans l'entreprise.

(1) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 418.

3° Que les commerçants ou industriels isolés paient sur leur loyer propre une patente, et que rien de semblable n'a lieu pour les actionnaires.

Nous ne songeons pas à nier la portée très sérieuse de ces remarques ; nous croyons cependant que le législateur s'est arrêté à d'autres considérations. Frappé des résultats que produit l'Association, il a pensé qu'il pouvait imposer aux collectivités, qui puisent en elle leur force, des charges en rapport avec l'accroissement de puissance et de revenu que leur procure ce mode d'organisation.

L'Association ne se rencontre que chez les nations arrivées à un certain degré de civilisation et de progrès ; elle fait défaut dans les sociétés à demi-organisées où une réglementation presque toujours excessive gêne sa formation et son développement.

Témoin les corporations anciennes qui « constituaient des privilèges et étaient des groupes fermés » (1).

a) Convenablement appliquée, elle multiplie les forces économiques dans une mesure qu'on n'eût jamais soupçonnée autrefois, et permet de mener à bien des entreprises que l'homme le plus habile et le plus déterminé ne pourrait tenter à lui seul. Un gros capitaliste, pour entreprendre une opération très considérable qu'il a conçue et qui lui promet de beaux bénéfices,

(1) Cauwès, *Cours d'Ec. politique*, t. I, p. 120.

devra y engager sa fortune entière. Et comme il doit toujours faire la part du hasard et de la mauvaise chance, s'il peut, en cas de réussite, doubler sa fortune, il s'expose aussi, en cas d'échec, à une ruine complète.

Une prudence bien naturelle ne le portera-t-elle pas à s'entourer de collaborateurs qui assument une part de responsabilité ? Il gagnera moins sans doute, mais il se ménagera à lui et à sa famille des ressources suffisantes en cas de revers.

C'est ce fractionnement des risques, correspondant au fractionnement du capital, qui permet de réaliser des œuvres auxquelles l'union de quelques fortunes très considérables ne pourrait suffire. De ces « drainages » des petites épargnes qui restent introductives, si elles sont isolées, sont sortis les plus grands travaux du siècle ; le percement de l'isthme de Suez en est un des exemples les plus remarquables.

b) D'autre part, certaines tâches dépassent les forces matérielles de l'homme ; une sage division du travail dans la direction de l'entreprise, lui assurera une grande force morale par la pondération qu'elle engendrera, et permettra d'éviter les décisions prises à la légère et sans mûr examen dont une seule direction pourrait se rendre coupable, sous l'empire d'un enthousiasme irréfléchi ou d'une impression momentanée.

c) *La personnalité civile* accordée à l'association ainsi formée est pour elle un gros facteur de succès.

Toute entreprise individuelle est à la merci des mille

événements qui peuvent frapper son directeur ; qu'il vienne à mourir ! la voilà enrayée pour longtemps ; souvent même son existence finit avec lui.

Rien d'analogue dans la société de capitaux : sa vie propre ne se ressent pas du crédit personnel de l'un des sociétaires ; son existence est pour ainsi dire perpétuelle ; elle échappe à toute considération de la personne des associés si nombreux qui la composent, et puise sa force dans cette indépendance.

d) Enfin la concentration des capitaux permet d'arriver à de prodigieux résultats. Plus le chiffre d'affaires est considérable, plus le profit peut être restreint. Une maison de commerce qui mettra en valeur un capital égal à celui de dix établissements moyens, réalisera un profit bien supérieur aux profits totalisés des dix maisons séparées ; et cela parce que ses frais généraux ne seront pas multipliés dans la proportion de 1 à 10, parce que l'importance de ses achats lui permettra d'obtenir des prix inférieurs au prix moyen et aussi parce qu'elle évite plus facilement les intermédiaires. Personne aujourd'hui ne peut songer à nier les résultats obtenus par la concentration des capitaux.

Rappelons seulement que cette vérité économique a été maintes fois mise en lumière, notamment par M. de Foville dans la remarquable étude qu'il a consacrée au fonctionnement des grands magasins du Louvre (1).

(1) *Économiste Français*, 1878, t. I, p. 552. Voir aussi le très intéres-

Il estimait déjà en 1878 que le Louvre, sur un chiffre d'affaires de 36 millions, réalisait 5 millions de bénéfices, soit 7,50 0/0, au moyen d'un prélèvement de 13,7 0/0 du capital, tandis qu'un établissement mille fois moindre, pour donner le revenu jugé strictement indispensable de 15 0/0, devait opérer un prélèvement de 41 0/0.

Lors de la discussion du budget de 1898, M. G. Berry a indiqué comme montant total des affaires faites par le Bon Marché en 1896 le chiffre de 162 millions (1). Six mille maisons de moyenne importance réunies suffiraient à peine, selon lui, pour arriver à cette somme.

Ces quelques considérations permettent de juger avec moins de sévérité le législateur et semblent l'absoudre, au moins en partie, du reproche qui lui a été fait de consommer une criante injustice en taxant les valeurs mobilières.

§ 2.

Au cours des discussions des derniers budgets, on a fait à l'impôt sur les fonds étrangers, et aussi à la taxe sur les opérations de bourse, des reproches assez vifs que nous devons tout au moins indiquer.

A. L'impôt sur les titres étrangers va détourner ces valeurs de notre marché, a-t-on dit, et nous perdrons cet avantage si précieux pour notre commerce, d'être

sant article publié, sur le même sujet, par M. Mataja dans la *Revue d'économie politique* de mai-juin 1891.

(1) *Officiel* du 11 mars 1898, p. 1120.

créanciers, vis-à-vis de l'étranger, des sommes considérables auxquelles montent les intérêts annuels de cette dette et de nous assurer ainsi un change toujours favorable.

Cette crainte est peut-être excessive pour le moment.

Sans doute, rien n'est plus précieux que cette véritable monnaie internationale qui, pour ne citer qu'un exemple, nous a permis d'effectuer cette année d'énormes achats de blé, sans exporter d'or, ni avilir le cours du change. Il serait bien maladroit et bien imprudent de nous priver de ce facteur puissant par une fiscalité excessive (1).

Mais, sur les vingt milliards de valeurs étrangères que nous possédons en France, les fonds d'État entrent pour plus de la moitié, douze milliards environ, auxquels correspond un revenu approximatif de 420 millions. Il est peu probable que le tarif nouveau créé par la loi de finances de 1898 (2), dont la rigueur apparente a été singulièrement adoucie par le mode d'application qui a

(1) Nous avons signalé plus haut les services que nous ont rendus ces titres et le parti que nous en avons tiré, lors du paiement de l'indemnité de guerre à la Prusse.

(2) Le ministre, dans son entrevue avec les banquiers venus pour protester contre le rehaussement du tarif, sur les fonds d'Etat, a estimé que les valeurs mobilières payent environ 90/0 de leur revenu, et que les fonds d'Etat, avec l'augmentation projetée, ne paieraient que 2,50 0/0. Il a ajouté « que le marché devait d'autant moins concevoir d'inquiétude de ces dispositions, que la place de Paris est un vaste réservoir de capitaux auquel les pays étrangers s'adressent parce que, à raison du caractère de l'épargne, les émissions s'y font dans des conditions beaucoup plus favorables que sur la plupart des places étrangères » et qu'un droit de 0,50 0/0 ne saurait modifier cet état de chose.

été adopté, apporte un grand changement à cette situation, et nous ne pensons pas qu'on puisse le taxer de prohibitif (1).

B. Une critique, beaucoup plus fondée, à notre avis, est celle qui a trait à l'instabilité de notre régime fiscal. Il est maladroit d'effrayer à chaque instant les porteurs de titres et la Bourse, et de remanier à de courts intervalles les tarifs une fois établis.

A ce point de vue, l'augmentation récente du droit de timbre sur les fonds d'État étrangers dont le tarif remontait à trois ans à peine, était peut-être prématurée. Lorsqu'un pays veut procéder à l'émission d'un emprunt, il faut, pour qu'il nous demande l'appui de notre crédit et de notre épargne, qu'il soit bien fixé sur le montant des charges qui lui seront imposées.

L'incertitude qui existe à cet égard éloigne la confiance d'un marché, et, si l'emprunt chinois, récemment

(1) Le *Journal des Fonctionnaires* du 5 décembre 1897 réclamait le rehaussement de tarif opéré depuis, en alléguant que le chiffre d'impôt obtenu pour 20 milliards de valeurs étrangères ne correspondait pas, proportions gardées bien entendu, au chiffre qu'atteignent les impôts perçus sur les « 60 milliards de valeurs françaises » et, comparant les résultats, il trouvait que celles-ci payaient presque le double de celles-là. Peut-être oubliait-il de faire remarquer que vingt-six milliards de rente française sont exempts d'impôt et que la situation de ces rentiers par rapport aux porteurs de titres de rentes étrangères est bien privilégiée. L'argument invoqué est donc réfutable, si l'on compare les rentes entre elles. Il n'est pas opposable, si l'on compare les charges des valeurs françaises aux charges des fonds d'État étrangers, car ces natures de valeurs sont trop différentes pour être assujetties au même traitement.

conclu a été émis à Berlin et à Londres, il y a tout lieu de croire que, si nous n'y avons pas pris part, nous le devons à l'inquiétude qui a régné sur la place de Paris, pendant plus de six mois, provoquée par le bruit d'un rehaussement de tarifs.

Dans le cas présent, notre concours eût été désirable, bien plus au point de vue de notre influence en Extrême-Orient, qu'en raison du mouvement d'affaires provoqué sur le marché.

« Ce qui impressionne désagréablement le contribuable, a-t-on écrit avec beaucoup de raison, quand on vote de nouvelles taxes, c'est moins la taxe elle-même et sa quotité, que la certitude où il est que cette quotité ira toujours en augmentant. Il se résignerait, s'il était fixé une fois pour toutes sur son sort, mais, comme il sait que le poids dont on le charge sera régulièrement accru d'un poids nouveau, il éprouve de temps à autre des accès de découragement (1). »

C. Un autre reproche a été adressé, autant à l'impôt sur les titres étrangers qu'à la taxe sur les opérations de bourse : celui de détourner les transactions de la Bourse de Paris au profit des marchés voisins.

Lorsqu'on serre de trop près la matière imposable, a-t-on dit, elle se dérobe par tous les moyens, et l'on arrive à ce résultat, diamétralement opposé à celui qu'on

(1) *Journal financier français*, 31 octobre 1897. La chambre syndicale des banquiers de Paris, lors de la démarche qu'elle a faite auprès du ministre, n'a pas manqué d'insister sur ce point.

cherchait, d'obtenir, avec une augmentation de tarif, un rendement inférieur à celui que donnait un impôt d'une quotité inférieure. Ainsi en sera-t-il pour les mesures prises en 1893 et 1898. Les spéculateurs et, ce qui est plus grave, les capitalistes, iront vendre ou acheter à Bruxelles par exemple, et Paris perdra, sans profit aucun, le mouvement financier qui en fait une place de premier ordre.

La situation a peut-être, et avec intention, été poussée au noir par ceux qui ont invoqué l'argument. Il vaut néanmoins la peine qu'on s'y arrête.

M. Rouvier, alors ministre des finances, disait déjà en 1892 : « Les valeurs mobilières sont plus lourdement chargées en France qu'à l'étranger... Vous avez beau protester, c'est là un fait qui n'est pas contesté par les personnes compétentes...

« Bien souvent, les maisons de banque se sont plaintes d'être obligées de faire leurs affaires à l'étranger, parce que les frais qui pèsent sur la place de Paris sont trop lourds. »

Il est certain que des fuites de cette nature se produisent dans la réalité (2) ; mais nous croyons qu'elles sont jusqu'ici le fait d'un nombre restreint de capitalistes qui, en raison de l'importance de leurs opérations, peuvent y trouver un véritable intérêt. La masse des petits

(1) Débats du 12 décembre 1892.

(2) Cf. M. Jobit, *Les valeurs étrangères et les lois d'impôt*, n° 211.

rentiers n'aurait pas avantage, le plus souvent, à les suivre dans cette voie (1).

D. Enfin on a objecté que le supplément de droit sur les fonds étrangers constituait une ressource essentiellement temporaire et que, de même que le capital imposé lors du relèvement à 0 fr. 50 0/0 avait passé de 1.704 millions en 1896 à 300 millions en 1897, on verrait tomber dans les mêmes proportions le rendement du nouvel impôt de 8 millions, chiffre prévu pour 1898, à 1 million et demi en 1899.

Il est certain que, le stock de titres nécessaires à la spéculation une fois timbré, le surplus s'immobilise et ne se soumet à l'impôt que dans les cas relativement restreints de vente ou de mutation par décès.

Dans ces conditions, ajoute-t-on, comment en face d'un dégrèvement définitif de 25 millions, comme celui des petites cotes, peut-on faire figurer une recette aussi aléatoire que celle de l'impôt sur valeurs étrangères ?

A cela nous répondrons que, si le législateur a agi avec légèreté et imprévoyance, c'est le jour où il a fait au budget une aussi large brèche, sans savoir comment

(1) On a aussi mis en avant que sur les fonds turcs ou portugais le droit de 1 0/0 du capital nominal équivalait à une taxe de 5 0/0 ; c'est exact, en effet.

On a ajouté que chasser ainsi de chez nous les fonds étrangers, c'était repousser les valeurs de premier ordre et ouvrir la porte aux autres, ou encore « accorder une protection à l'étranger contre nous ». Nous ne pensons pas devoir insister plus longtemps sur le sujet, car nous croyons ces opinions très pessimistes et peu vraisemblables.

la réparer ; une telle façon d'opérer devrait être rigoureusement interdite.

Mais, la mesure une fois prise, il nous semble préférable qu'il se soit contenté d'une ressource temporaire et qu'il n'ait pas créé un impôt rapportant périodiquement 25 millions.

Il n'est pas certain, en effet, que l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1897, relatif au dégrèvement des petites cotes, ne puisse être ou modifié ou abrogé, et en présence des résultats minimes qu'il a donnés, — la somme à répartir devait l'être en trop de fractions, pour produire un allègement véritable (1) — il serait à désirer qu'il ne fût pas maintenu et que l'essai en restât là. Nous serions étonnés qu'il fût de longue durée.

(1) L'indemnité distribuée de 18 millions environ a été répartie entre 3.340,683 contribuables.

CHAPITRE II

ENQUÊTES ET PROJETS.

SECTION I. — Enquêtes sur le degré d'imposition de la propriété foncière et de la fortune mobilière.

Depuis quelques années, la question de savoir quelle est la plus lourdement frappée de la propriété foncière ou de la fortune mobilière se présente avec plus d'acuité que jamais.

En effet, l'augmentation incessante des dépenses publiques nécessite chaque année une augmentation correspondante d'impôts. Les propriétaires fonciers ont profité de la crise agricole que subit notre pays, par suite de diverses circonstances telles que les mauvaises récoltes successives, la dépopulation des campagnes et, principalement, la mise en culture de territoires neufs et considérables qui produisent d'énormes quantités de blé dont le cours est ainsi avili, pour demander un dégrèvement des charges qu'ils supportent.

Mais le fardeau d'une pareille mesure devant être, à leur dire, supporté par les valeurs mobilières, les porteurs de titres ont protesté de leur mieux et ont répondu que leur situation, loin d'être privilégiée par

rapport à celle de leurs prétendus rivaux, était certainement pire.

Puis les deux partis ont cherché à appuyer leur thèse sur les données de la statistique, et, résultat facile à prévoir, ils sont arrivés à des chiffres fort différents et même le plus souvent contradictoire.

Ce n'est pas que la bonne foi des résultats ainsi obtenus puisse être suspectée par nous ; mais, en pareille matière, il faut tenir compte de facteurs très variables, sur lesquels on ne peut raisonner que par à peu près ; rien d'étonnant alors à ce qu'on les fasse mouvoir, dans un sens ou dans l'autre, un peu au gré de ses désirs et suivant les besoins de la cause.

La question est, en somme, fort délicate, et présente un aspect des plus complexes ; là, encore, comme en ce qui concerne la législation comparée, les renseignements précis font défaut, et l'on désirerait voir entreprendre une enquête conduite avec science et méthode qui permit de se faire une opinion nette et solidement établie.

1^o *Enquête de M. Méline.*

M. Méline, dont on connaît la compétence particulière, en matière de questions agricoles, a abordé la question (1).

Il a établi, en s'appuyant sur un travail dressé par le

(1) Consulter à cet égard les numéros du *Temps* des 2, 9 et 16 novembre 1896.

ministère de l'agriculture, que la terre supporte en impôts :

	millions
Propriété non bâtie.	196
Propriété bâtie	30
Cote personnelle et mobilière.	52
Portes et fenêtres.	30
Prestations	58
Total.	366
Part dans les droits d'enregistrement et de timbre.	355
Total	721 millions

Puis le revenu brut de la production agricole étant évalué à 13 milliards

les dépenses à 10 milliards

le revenu net est de 3 milliards

En opérant sur ces chiffres, il en arrive à conclure que l'agriculture paie 24 0/0 de son revenu.

L'auteur de l'article du *Temps* qui cite ces résultats oppose immédiatement que les 355 millions d'enregistrement et de timbre ne sont pas des charges régulières et que leur introduction sous ce chiffre paraît exagérée.

Il est bien certain pourtant que ces 355 millions pèsent sur la terre, pas également il est vrai ; mais, pour établir une moyenne, il est de toute nécessité de les faire entrer en ligne de compte.

En tout cas, si on élimine ce facteur pour partie, il faudra opérer de la sorte au sujet du droit de transfert ou de conversion de 0 fr. 50 0/0, lorsqu'on étudiera les taxes sur les valeurs ; car ce droit de transfert n'est pas une « charge régulière » mais bien accidentelle.

Ce même auteur a pris comme exemple une exploitation du Nord et, en calculant sur une moyenne de sept années successives, il établit, par les livres de gestion, le compte suivant : la propriété de 204 hectares a coûté net 205.000 francs ; en sept ans les bénéfices réalisés ont été de 101.900 francs avec 18.900 francs d'impôts, soit une charge de 18 1/2 0/0 par rapport au revenu.

Fort de ce chiffre de 18 1/2 0/0, il opère sur les valeurs mobilières et, prenant le total des bénéfices réalisés et distribués, il le compare au chiffre général d'impôts supporté par les actionnaires.

Il trouve ainsi que les *actions* de :

1° La Cie d'assurances générales paient	23.40 0/0	de leur revenu.
2° La Cie des magasins de Paris.	27 0/0	—
3° La Société générale	31 0/0	—
4° La Cie parisienne du gaz.	32 0/0	—
5° La Cie des chemins de fer du Nord. 40	0/0	—
6° La Cie des voitures à Paris.	47.90 0/0	—
7° La Cie des omnibus de Paris (1) . .	77 0/0	—

Les obligations paient 10 0/0 environ.

Quant au porteur de rentes sur l'État, il perd 30 0/0 sur les conversions.

Sans discuter les chiffres ci-dessus, remarquons :

1° qu'il est bien difficile de poser, avec quelque chance d'exactitude, un principe général en se basant sur quelques exemples choisis à dessein.

Comment pouvoir affirmer que la terre paie 18 1/2 0/0

(1) L'auteur n'indique pas au moyen de quels calculs il arrive à des résultats qui paraissent aussi exagérés.

de son revenu, alors que la péréquation de l'impôt foncier est loin d'exister et que l'on constate journellement l'inégalité de charges provenant d'un classement opéré pendant la première moitié du siècle ?

Si une exploitation fort bien organisée, disposant à proximité, ainsi que cela arrive dans le Nord, de débouchés pour ses produits, d'engrais pour ses cultures, paie en impôts 18 1/2 0/0 de son revenu, n'arrive-t-il pas de voir des terres qui, les impôts une fois payés, suffisent à peine à la nourriture des colons qui les travaillent ?

Et pourrait-on même raisonner sur mille exemples choisis avec soins dans la France entière ? A peine, semble-t-il, car deux exploitations voisines et également imposées au cadastre, pourront rapporter un revenu très différent suivant l'industrie de leur propriétaire, et pour l'un, le montant de l'impôt ira à 20 0/0 de son revenu, alors que l'autre verra 30 ou 40 0/0 de ce même revenu absorbé.

Les exemples pris en particulier ne sauraient donc être probants.

2° Lorsqu'on calcule les charges supportées par les valeurs, on prend presque toujours les valeurs qui paient la taxe annuelle ; celle-ci est sensiblement plus lourde que le droit de transfert qui peut être perçu une fois tous les dix ans à peine.

3° On ne tient pas compte de la très grande différence qui existe dans la quotité des droits de mutation ; sans doute, les valeurs destinées à se transmettre facilement

ne pouvaient être frappées d'un gros impôt. Mais cependant un titre nominatif, après *quatorze* mutations, n'aura pas payé plus de droits qu'une propriété de même valeur qui aura changé une fois de propriétaire. C'est un point à considérer.

Dans l'exemple qui a été donné ci-dessus, les droits de mutation qu'a dû supporter l'acquéreur, montent à 14.094 francs et les frais annexés n'ont pas dû être inférieurs à 6.000 francs. Voilà donc un capital qui mettra un certain temps à amortir et il est bien difficile de n'en pas tenir compte.

2^e Enquête de M. Stourm.

M. Stourm examinant la question s'exprime tout d'abord en ces termes (1) :

« Beaucoup d'écrivains ont tenté d'apprécier le poids comparatif des charges de la propriété mobilière et de la propriété immobilière. Nous pourrions nous référer à leurs travaux, s'ils n'étaient en général suspects de partialité, soit en faveur de la propriété mobilière, soit plus habituellement en faveur de l'agriculture. »

L'enquête qu'il entreprend alors, en écartant tous les impôts mixtes tels que les taxes de consommation et même la patente, dont les répercussions sont bien difficiles à déterminer, aboutit aux résultats suivants :

Charges exclusivement foncières : 528 millions.

— — — mobilières : 285 —

(1) *Systèmes généraux d'impôts*, p. 336 et suiv.

Puis, faisant toutes réserves sur l'évaluation à attribuer aux revenus des deux sortes de propriété, il estime ce revenu à

4 milliards 500 pour la propriété immobilière.

4 — 078 — mobilière (1).

En comparant ces données, l'éminent auteur trouve que la première est imposée sur le pied de 12 0/0 environ de son revenu, alors que la contribution de la seconde ne dépasserait pas 7 0/0.

« D'où vient néanmoins, dit-il, que nous révoquons en doute nos propres calculs, en même temps que les calculs analogues ? Le vice essentiel qui entache tous les résultats précédents, les nôtres compris, découle du défaut absolu de corrélation existant entre les termes mis en parallèle. »

En effet, si la comparaison des revenus de la propriété immobilière et des impôts qui les frappent peut être établie assez exactement, il en est tout autrement pour la fortune mobilière où les revenus taxés sont moins faciles à déterminer. La corrélation entre le revenu et les charges qu'il supporte est alors « boiteuse », et l'équilibre rompu. Les rentes sur l'État qui produisent plus de 1.200 millions de revenus sont indemnes de toute contribution ; les créances hypothécaires et chirographaires ne peuvent être évaluées que très ap-

(1) Il évalue à 600 millions le revenu des créances hypothécaires et chirographaires que M. Neymarck laisse de côté.

proximativement, de même, le chiffre de titres étrangers frappés par l'impôt.

En conséquence le chiffre de 7 0/0 ne saurait être considéré comme reposant sur une base rationnelle (1).

M. Stourm cherche alors à obtenir un résultat plus précis à l'aide de certains exemples bien choisis.

Prenant l'obligation 3 0/0, au porteur, de nos chemins de fer (prix d'émission : 500 fr.), il trouve qu'elle supporte :

1° Timbre, 0 fr. 06 0/0.	0 fr. 30
2° Transmission (valeur 465).	0 » 93
3° Taxe de 4 0/0.	0 » 60
4° Chiffre représentatif des taxes éventuelles de mutations entre vifs ou par décès suivant l'évaluation fournie en 1884 par la Direction générale de l'Enregistrement (Projet Ballue) . . .	0 » 23
Total.	2 » 06

Ce chiffre de 2 fr. 06 correspond à une retenue de 13 fr. 73 0/0.

Sur les actions du Nord (2) et du P.-L.-M. il trouve 11 0/0.

En résumé, après quelques autres exemples, il en arrive à penser que le chiffre de 12 à 14 0/0 est un chiffre moyen, et il conclut à une égalité relative des charges supportées par les deux fortunes.

(1) En Angleterre où l'Income Tax atteint tous les revenus supérieurs à 3.750 francs, ce travail de comparaison a pu être fait ; il en résulte que la propriété foncière anglaise supporte environ 1/3 d'impôts de plus que la propriété mobilière. Mais les auteurs de cette statistique sont les premiers à reconnaître que le chiffre ainsi obtenu n'est qu'approximatif.

(2) Il est curieux de rapprocher cette évaluation de celle qui a été fournie ci-dessus page 146.

Passant à un autre ordre d'idées, M. Stourm se demande si une taxation égale de ces deux fortunes est l'idéal d'une bonne législation fiscale ?

Il observe à cet égard :

1° Que les valeurs offrent bien des mécomptes ; le possesseur de la terre peut avoir de mauvaises années, traverser des périodes de crise, mais « le fonds demeure là », toujours tangible.

En matière de placements, combien ont été engloutis en totalité. Exemple : Panama, le Comptoir d'Escompte et certains fonds étrangers.

S'il y a bien des avantages à la possession des valeurs mobilières, il y a bien des revers à la médaille.

2° Que la mobilité de cette richesse la rend instable et fugace.

La moindre alerte l'effraie : tel le droit de un franc perçu à l'entrée de chaque personne à la Bourse de Paris qui fut créé en 1856 et dut être supprimé.

Et cette mobilité même fait que les droits de mutation sont perçus beaucoup plus souvent et que, malgré leur modération par rapport aux droits immobiliers, ils arrivent à un chiffre considérable (1).

3° Que la situation des Sociétés qui opèrent sur des immeubles ou consentent des prêts immobiliers : Rente foncière, Société des immeubles de France etc., est particulièrement difficile.

Enfin il termine par l'exemple de la Société générale

(1) Claudio Jannet, *Le capital, la spéculation et la finance*, 1892.

qui a payé en 1891, soit en taxes foncières, soit en taxesspéciales et impôts divers, un total de 1.069.000 fr., le tiers de ses bénéfices de l'année.

Sa conclusion est que la modération fiscale s'impose, et que la question de la taxation des valeurs mobilières est « une question de tact », qui ne peut être résolue à l'aide de statistiques toujours incertaines en la matière, mais qui doit être réglée suivant mille indices divers tels que : l'avis de personnalités compétentes, la résistance du public, etc.

3° Enquête Malzac.

Dans l'Exposé des motifs, qui seul nous intéresse, de sa proposition de loi tendant à la transformation de l'impôt foncier et du droit de mutation à titre onéreux des *propriétés non bâties*, en une taxe annuelle, dénommée *taxe foncière et de transmission*, basée sur leur valeur en capital, M. Malzac examine les charges qui pèsent sur la fortune mobilière.

Il trouve que celle-ci supporte (en ne prenant que les trois impôts spéciaux) :

	Valeurs au porteur.	V. nominatives.
1° Par rapport au capital :	0 fr. 38 0/0	0 fr. 23 0/0
2° Par rapport au revenu :	12 » 65 0/0	7 » 65 0/0

Faisant ensuite la comparaison avec la propriété non bâtie, il trouve que celle-ci est imposée (Impôt foncier et mutations à titre onéreux seulement) dans la proportion de :

0 fr. 232 0/0 par rapport au capital,
et de 8 fr. 03 0/0 par rapport au revenu.

Considérant que les charges de la propriété non bâtie sont inférieures à celles qui frappent les valeurs au porteur, et égales, si on les rapporte au capital, ou supérieures, si on les rapporte au revenu, à celles qui grèvent les valeurs nominatives, il conclut à la nécessité d'une réforme en ce qui concerne la propriété *non bâtie*.

D'autre part, frappé de ce fait que l'impôt est basé sur le revenu, et que celui-ci est essentiellement incertain et variable, il propose que la terre soit imposée sur sa valeur en capital qui, elle, varie beaucoup moins.

La charge à supporter par les 91 milliards de terres, que nous possédons en France, suivant le travail effectué par l'Administration des contributions directes, serait de :

0 fr. 13 0/0 de leur valeur vénale pour la taxe foncière,
et de 0 fr. 102 0/0 de leur valeur vénale pour la taxe de transmission ;
il propose, en conséquence, une taxe totale de 0 fr. 232 0/0 sur la valeur vénale de la propriété non bâtie (1).

(1) On a souvent oublié, lorsqu'on a cité les chiffres de M. Malzac, qu'ils s'appliquaient exclusivement à la propriété non bâtie et on les a donnés comme se rapportant à l'ensemble de la propriété foncière.

SECTION II. — Étude des divers projets proposés.

1^o *Projet Chavoix* (1).

Dans l'Exposé des motifs qui précède son projet, M. Chavoix indique que « le capital foncier de la France paye annuellement 3,18 pour mille, sur un capital de 120 milliards, alors que le capital en rente ne paye rien et que le capital mobilier ne paye que 4 0/0 de son revenu, soit à peine 1,50 pour mille de capital ». C'est une erreur considérable de raisonner ainsi, mais nous nous contentons de reproduire le texte.

Partant de là, l'auteur du projet supprime l'impôt foncier, des portes et fenêtres, des patentes, la contribution personnelle et mobilière et les droits d'Enregistrement relatifs aux mutations à titre onéreux ainsi que l'impôt de 4 0/0 et les remplace par « un impôt annuel de 2 fr. 50 en principal, frappant proportionnellement à leur valeur *vénales* les immeubles, les rentes sur l'État français et sur les pays étrangers, les valeurs mobilières françaises et étrangères, les meubles meublants, les marchandises, les créances hypothécaires et chirographaires ».

Les effets de commerce assujettis au droit de timbre en seraient exemptés.

(1) Déposé le 5 mars 1894. *Docum. Parlem.*, Chambre, p. 306, n^o 461.

Suivent les indications nécessaires à l'évaluation de chaque propriété (1), puis l'article 4 ainsi conçu :

« Aucune valeur ne doit payer deux fois l'impôt ; donc tout objet atteint par l'impôt et *qui sera représenté sur le marché par des titres aura à payer la cote la plus élevée résultant, soit de l'évaluation de l'objet, soit du cours des titres qui le représentent.*

« L'imposition de la créance hypothécaire permettra seulement au débiteur de retenir, sur les intérêts réguliers qu'il paie à son créancier, le montant de ladite cote, et de se dégrever ainsi d'une *portion d'impôts relative à une portion de la valeur de l'immeuble qui n'appartient plus au propriétaire nominal* » (2).

« Aucune créance chirographaire ne sera *reconnue juridiquement* si elle n'a été enregistrée dans les six mois de sa date. Les intérêts, sur une créance non enregistrée dans ce délai, ne courront que du jour de l'Enregistrement, lors duquel il sera perçu :

1° L'impôt, du jour où la créance est datée ;

2° Une amende égale audit impôt. »

On retrouve, dans cette idée de frapper de nullité l'inexécution des formalités prescrites, une inspiration

(1) Les moyens de réprimer la fraude sont assez originaux. Ainsi, dit le projet, il sera interdit aux compagnies d'assurances de tenir, en cas de sinistre, la valeur des objets sinistrés pour supérieure à la valeur à laquelle l'impôt de 2 fr. 50 aura été appliqué dans la cote d'impôts. C'est ingénieux sans doute ; mais à quel titre l'Etat intervient-il dans un contrat privé. Une pareille ingérence serait contraire à tous les principes de notre droit public.

(2) Comparer ci-après le projet Cochery.

d'origine anglaise. Il est permis de se demander si une réglementation de cette nature n'est pas sujette à bien des inconvénients ; n'est-il pas à craindre notamment que de hardis filous ne profitent souvent, dans les campagnes surtout, de l'ignorance de leurs créanciers souvent illettrés, pour se dérober à leurs engagements sous le couvert de la loi.

2^o Projet Cochery sur les créances hypothécaires.

M. Cochery, alors ministre des finances, frappé de l'immunité dont jouissent les créances hypothécaires, a déposé en juillet 1896, sur le bureau de la Chambre, un projet qui a pour but de faire cesser cet état de choses.

Aux termes de ce document, une taxe de 4 fr. 50 0/0 doit être assise sur le revenu de ces créances. Mais pour éviter l'incidence d'une contribution que le créancier ne manquerait pas de rejeter sur le débiteur par une clause spéciale, le projet décide que le débiteur hypothécaire sera autorisé à exiger une quittance spéciale de la part d'impôt foncier, en principal seulement, correspondant à la taxe de 4 fr. 50 0/0 établie sur le montant des intérêts payés par lui. Cette quittance lui servira de titre à l'égard de son créancier qui sera forcé de la recevoir en à-compte sur les intérêts qui lui sont dus.

Le ministre ajoute, à l'appui de sa thèse : « Cette combinaison est la seule qui se concilie avec les princi-

« pes du droit civil et corresponde à la réalité des choses : le droit d'hypothèque constitue *une sorte de démembrement de la propriété et fait naître, pour ainsi dire, entre le propriétaire de l'immeuble et le créancier une copropriété*. Il est donc juste que l'impôt prélevé sur les intérêts de la créance hypothécaire vienne jusqu'à due concurrence de celui qui frappe l'immeuble grevé. Autrement, il se produirait dans l'application de la taxe un double emploi manifeste. »

Il importe, ainsi que le fait remarquer M. Zolla dans l'article où il expose ce système (1), de faire toutes réserves sur la façon dont le ministre envisage le droit d'hypothèque. On peut se demander si sa théorie est bien « conforme aux principes du droit civil », et même en douter.

Mais dire que « le débiteur hypothécaire paie l'impôt foncier sur un revenu dont il ne jouit pas, alors que le créancier est indemne pour un revenu dont il jouit », c'est se laisser prendre aux apparences.

Un bien hypothéqué n'en produit pas moins son revenu habituel et son propriétaire en jouit comme avant; il jouit également du capital prêté, et, s'il emprunte, c'est bien parce qu'il espère, à l'aide de ce capital, retirer de son entreprise un revenu supérieur à celui qu'il paie à son prêteur. Sans quoi l'emprunt n'aurait pas sa raison d'être.

On veut éviter que le poids du nouvel impôt retombe

(1) *Revue polit. et parlem.*, vol IX, page 181.

sur le débiteur ; mais peut-on de la sorte s'opposer à ces incidences.

Evidemment on peut dire : « les grandes Sociétés ou Compagnies retiennent à leurs créanciers, au paiement du coupon, le montant des impôts spéciaux qui frappent leurs titres ; il est logique de procéder de la sorte en matière de créances hypothécaires, et de faire opérer par le débiteur une retenue analogue sur les intérêts qu'il paie. »

Mais la situation est-elle bien la même ?

Une société fractionne en petits titres une émission importante ; elle ne cache pas son emprunt, elle lui donne au contraire toute la publicité possible, afin d'augmenter le nombre des demandeurs et de bénéficier de ce que le nombre des demandes est considérable. Elle impose à ses créanciers la charge de l'impôt, parce que la confiance qu'inspire la puissance de l'Association, autorise ceux-ci à croire que les titres sont sûrs et peut-être susceptibles d'une certaine plus-value.

Peut-on mettre en regard la position du petit commerçant ou du petit agriculteur qui cache son emprunt, de peur de porter atteinte au crédit dont il jouit, et qui, ne pouvant profiter de la concurrence des capitaux, est forcé d'en passer par où veut le bailleur, trop heureux souvent de le trouver. Ne faut-il pas chercher dans ce fait la différence qui existe dans le taux des placements, suivant qu'il s'agit d'une société de capitaux ou d'un

simple particulier ; dans le premier cas, ce taux moyen est de 3 0/0, dans le second, il est rarement inférieur à 4 et 4.50 0/0, même avec une inscription hypothécaire en premier rang.

L'intervention du législateur dans les rapports du créancier et du prêteur est délicate.

Très souvent, dans les contrats d'obligation, au nombre des clauses d'usage, s'en trouve une qui met à la charge du débiteur les impôts qui pourraient être établis postérieurement à la rédaction de l'acte.

Le législateur va donc délier de ses engagements le débiteur. Si ce dernier, fort de l'appui de la loi, cède, ce qui est probable, à la tentation, il ne se conciliera certainement pas les bonnes grâces de son créancier qui, dans le cas où la malchance le mettrait dans l'impossibilité de remplir ses promesses, ne manquerait pas, en invoquant à son tour la légalité, de se montrer impitoyable.

En résumé, nous croyons illusoires les précautions que l'on peut prendre pour faire payer l'impôt projeté au créancier seul, sans parler de la complication qui résultera de la combinaison projetée. Le prêteur saura les éluder par un moyen quelconque, comme il sait le faire pour la limitation du taux de l'intérêt lorsqu'elle gêne, car l'incidence de l'impôt obéit aux fluctuations des offres et des demandes et ne saurait être entravée par un texte de loi, aussi précis qu'il pût être.

Il est des choses qu'on ne réglemente pas.

3° *Projet de taxe unique.*

Les projets qui précèdent aboutissent à la création de nouvelles charges.

Celui-ci, au contraire, a pour but unique de répartir d'une façon plus égale celles qui existent et d'en rendre ainsi le poids moins lourd.

Son auteur, M. Juignac, est frappé en effet des résultats produits par l'application des lois de 1850 et de 1857.

Il remarque que le droit de timbre perd son caractère de « droit de consommation », lorsqu'il est perçu par abonnement, et arrive à des résultats choquants tels que les suivants : 1° Par suite du paiement sur le capital *nominal*, une action de 500 francs dont la valeur diminue des deux tiers paie *pour toute sa durée* un droit annuel de 0.30 0/0 exactement comme celle qui est cotée 2.000.

2° Une part de fondateur, créée sans expression de valeur, paiera sur l'évaluation, très minime en général, qui lui est donnée au début ; elle continuera à payer sur ce chiffre bien que sa valeur puisse, si l'entreprise est prospère, monter à plusieurs milliers de francs.

Le droit de transmission, assis sur la valeur *réelle*, n'a pas le même inconvénient ; mais on peut se demander si le tarif de 0 fr. 50 0/0 payé, à chaque mutation, pour les titres nominatifs n'est pas singulièrement modéré par rapport à la taxe de 0 fr. 20 0/0 payée annuelle-

ment par les titres au porteur. Sur un produit total de 36 millions, un sixième à peine se rapporte au droit de transfert.

Sans doute l'assimilation des deux formes de valeurs au point de vue du droit de transmission est impossible, mais il est permis de croire que l'écart entre les deux chiffres dépasse sensiblement le produit que donnerait l'application des droits de mutation par décès aux titres au porteur ; et si ces derniers ont été plus lourdement frappés, c'est en partie parce qu'ils échappent aux droits de succession (1). Mais est-ce que certaines valeurs nominatives, appartenant à de grandes compagnies d'assurances et immatriculées à leur nom, n'y échappent pas aussi bien ?

M. Juignac observe en outre que la taxe sur le revenu qui a l'avantage de supprimer toute distinction entre les valeurs au porteur et les valeurs nominatives et qui ne frappe que les titres prospères est beaucoup plus juste. Il en conclut qu'on pourrait supprimer les droits de timbre et de transmission et ne percevoir que la taxe d'après un taux renforcé.

Mais les défenseurs des valeurs mobilières prétendent qu'elles sont taxées à raison de 13 0/0 de leur revenu. Sera-ce le taux qu'il conviendra d'appliquer ?

(1) M. Krantz, rapporteur général du budget de 1898, proposait de supprimer le droit de transfert de 0 fr. 50, infiniment moins lourd que le droit sur les titres au porteur et de le remplacer par une taxe annuelle de 0 fr. 10 0/0 qui aurait produit d'après lui plus de 18 millions par an. *Le Temps*, 22 octobre 1897.

D'après l'auteur du projet qui opère ses calculs sur les chiffres de 1896, un prélèvement de 8 0/0 assurerait au Trésor un rendement égal à celui des trois impôts spéciaux.

Ce système aurait l'avantage de faciliter au contribuable l'acquittement de ses obligations en diminuant le nombre des formalités à remplir, et de simplifier considérablement la perception de l'impôt rendue très délicate par le manque absolu d'analogie qui existe entre les règles relatives à chaque taxe (1).

(1) Il conviendrait alors de supprimer les droits de mutation par décès et de donation sur les valeurs nominatives sous peine d'injustice. Peut-être fera-t-on remarquer qu'alors le légataire étranger du défunt, recueillant dans sa succession 100.000 fr. de titres nominatifs, sera traité sur le pied de l'égalité la plus absolue avec son propre fils héritant de valeurs de même nature et que c'est méconnaître l'esprit de la loi française qui gradue les tarifs suivant la parenté. Mais il n'en va pas autrement des titres au porteur et l'assimilation des valeurs nominatives à ces dernières, doit produire des résultats analogues. Le tarif proposé a le caractère d'un forfait.

CONCLUSION

M. Gladstone disait déjà en 1853 dans un discours sur l'Income Tax (1) : « Il y avait autrefois une croyance très répandue sur l'apparition des monstres, et maintenant encore, vous trouverez çà et là des individus qui croient à une création de ce genre qu'ils appellent *porteurs de fonds publics* et qu'ils se représentent comme un personnage au cœur de pierre, roulant sur l'or, et vivant dans une indolence indigne de la sueur et du travail de ses compatriotes ». Bien des gens sont, encore actuellement, dans l'état d'esprit que signalait l'éminent homme d'État anglais. Il faut avouer toutefois que ce « personnage » dont il parlait alors est devenu légion aujourd'hui.

De 1814 à 1896, le chiffre des inscriptions de rente a passé de 137.950 à 5.096.811 et le nombre des rentiers de 125.000 à 2 millions (2). Une dissémination analogue se constate pour les titres de nos chemins de fer, les obligations de la Ville de Paris et du Crédit Foncier, les actions de la Banque de France ; le nombre des titulaires a augmenté beaucoup plus rapidement que le capital.

(1) Discours à la Chambre des Communes du 18 avril 1853.

(2) A. Neymarck, *Le morcellement des valeurs mobilières*,

De cette diffusion de la fortune mobilière, il résulte que l'on ne peut passer outre, en présence des plaintes qu'elle fait entendre, comme si elles émanaient d'un petit groupe de privilégiés, mais que l'on doit, au contraire, s'y arrêter avec attention, car il s'agit de l'épargne française.

Il y a peut-être un enseignement à en tirer, à savoir que l'on fait fausse route en opposant sans cesse la propriété foncière à la fortune mobilière. Rappelons, suivant les expressions si heureuses de M. A. Leroux, le rapporteur de la loi du 23 juin 1857 « qu'elles ne sont pas des rivales, mais des sœurs différemment dotées qui se doivent et se prêtent un mutuel appui ».

Leurs natures sont trop différentes pour qu'on puisse comparer leurs charges avec une précision mathématique. Il importe, sans doute, de s'éclairer des résultats de la statistique et d'enquêtes prudemment conduites, en dehors de toute prévention ; mais, quel que soit le résultat auquel on aboutisse, il ne faut pas vouloir rejeter, sur l'une des deux fortunes, l'excès des charges qui peuvent grever l'autre. Ainsi que l'a dit un savant historien (1), « les révolutions n'ont souvent abouti qu'à *déplacer l'injustice* » ; il semble que ce serait uniquement déplacer l'injustice, s'il y en a, sans y remédier, que d'agir de la sorte.

Dans l'état actuel de la question, nous ne pensons

(1) A. Vandal, *Dict. à l'Académie française*.

pas que les valeurs mobilières soient aussi lourdement imposées, *dans l'ensemble*, que la propriété foncière. Mais, nous n'estimons pas davantage qu'un pareil résultat doive être atteint, car ce serait méconnaître la différence absolue de leurs natures qui réclame une différence correspondante de traitement. Comme le fait observer M. Stourm, la mobilité des valeurs qui facilite leur transmission et les ramène ainsi plus fréquemment sous les coups du fisc, doit être prise en considération.

Un impôt modéré sur les créances hypothécaires semble très juste en principe ; nous avons vu combien son application est délicate et susceptible de conduire à des résultats peu équitables.

Mais les valeurs mobilières proprement dites nous apparaissent comme suffisamment taxées et les efforts doivent tendre non à augmenter leurs charges, mais à les mieux répartir.

Lorsque l'impôt dépasse une certaine limite, il tue la matière imposable ou la fait fuir, et son rendement diminue. Or, il faut bien le reconnaître avec M. Krantz, « le fardeau déjà trop lourd des impôts, qui pèse sur le contribuable français, ne peut être indéfiniment accru, quelque opinion que l'on ait sur la meilleure manière d'en répartir la charge » (1).

D'autre part, pour que l'impôt rapporte, il faut qu'il ne soit pas trop lourd, que la matière imposable étant

(1) Rapport général sur le Budget de 1898.

abondante, le nombre des contribuables appelés à la payer soit accru le plus possible.

Ce qu'il faut développer, c'est cette matière imposable qui s'appelle la richesse du pays.

Ce qu'il faut développer, par tous les moyens, c'est le commerce et l'industrie que nous laissons tomber de jour en jour.

La puissance d'une nation dans le monde est en raison directe de son extension commerciale et industrielle, et, quand elle place son argent dans ces deux branches de l'activité humaine, on peut dire qu'elle travaille et prospère. Or la France se trouve avoir acquis en 1897 des valeurs industrielles huit fois moins que l'Angleterre et cinq fois moins que l'Allemagne.

Les causes de cette situation sont multiples sans doute.

Mais une des principales réside, à notre sens, dans nos mœurs elles-mêmes.

L'idéal de tout jeune Français n'est-il pas de détenir, à un degré quelconque, une parcelle d'autorité et « d'administrer », à quelque titre que ce soit, ses contemporains ? Et des parents sensés ne croiraient-ils pas faillir à leur devoir, en lançant leurs enfants dans une entreprise, souvent incertaine, en laissant à leur esprit d'initiative et à leur juvénile énergie le soin de se créer une situation dans les affaires, alors que la « Fonction » leur assure une existence modeste sans doute, mais

sûre, pourvue d'une retraite et quelquefois d'un titre qui chatouille agréablement l'oreille ?

Sans doute il serait possible, avec le développement des moyens de communication, d'opérer d'utiles réductions dans notre personnel administratif ; mais nous n'envisageons pas ce point de vue et prétendons seulement que le fonctionnarisme, ou plus exactement, l'amour du fonctionnarisme, fait plus de mal à la France, par les activités qu'il prend ou détourne d'une autre voie, que par les millions qu'il nécessite. Il faut certainement que notre administration soit composée d'agents intelligents et dignes de leur tâche, mais il est permis de croire, — et la faute n'en est pas à elle, mais à nos préjugés — qu'elle attire trop de jeunes gens qui travaillent en vue d'y entrer, échouent, parce qu'il y a plus d'appelés que d'élus, et sont alors, ou trop âgés pour faire du commerce, ou trop convaincus qu'une pareille tâche est indigne d'eux.

Secouons donc notre torpeur et perdons ce dédain superbe. Il nous semble inférieur à notre dignité de nous livrer à un trafic quelconque, nous croyons toujours « déroger » et, dans les milieux dirigeants de la société, si l'on se résout à mettre son fils « dans le commerce » c'est trop souvent, parce qu'on le considère comme incapable de faire autre chose ; il serait étonnant, il faut bien l'avouer, qu'ainsi recruté le commerce se relevât (1).

(1) Cette proposition paraît également vraie, pour l'agriculture, à

Sans doute, ces idées néfastes sont battues en brèche, depuis quelque temps, par d'excellents esprits ; mais notre caractère un peu routinier, il faut en convenir, nous détourne de cet effort énergique et de cette transformation de nos mœurs. Ce n'est pourtant qu'à ce prix que nous pourrions nous maintenir au nombre des grands pays modernes, et il faut nous hâter, pour regagner le terrain que des rivaux plus habiles et plus énergiques nous font perdre chaque jour, si nous voulons garder à notre chère France, pourtant si pleine de ressources et si féconde en belles intelligences, la place qu'elle doit occuper dans le monde.

part certaines régions telles que le Nord et l'Est. Il semble cependant — et, pour n'en citer qu'un exemple, les expéditions de produits agricoles que nous faisons annuellement en Angleterre le prouvent — que notre pays est privilégié à cet égard, par rapport à la plupart de ses voisins, et que, grâce à la variété et à la qualité de ses produits, l'exploitation de son sol devrait, entre les mains d'hommes compétents, assurer une rémunération avantageuse.

Vu :

Le Président de la thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu :

Le Doyen,
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

De la transformation de la fortune publique au cours du siècle et des mesures fiscales qui en ont été la conséquence.

CHAPITRE PREMIER. — Valeurs françaises	5
§ 1. — Loi de frimaire	8
§ 2. — Lois de 1850 et 1857	11
§ 3. — Lois de 1871 et 1872	21
CHAPITRE II. — Valeurs étrangères	26
ANNEXE. — <i>Impôt sur les opérations de bourse.</i>	37

DEUXIÈME PARTIE

Etat actuel de la législation. — Mode d'application des diverses taxes.

CHAPITRE I. — Droit de timbre	49
SECTION I. — <i>Actions.</i>	50
§ 1. — Droit au comptant	52
§ 2. — Droit par abonnement	54
SECTION II. — <i>Obligations</i>	60
§ 1. — Droit au comptant	60
§ 2. — Droit par abonnement	61
SECTION III. — <i>Prescriptions et règles communes</i>	64
CHAPITRE II. — Droit de transmission	67
SECTION I. — <i>Transferts et conversions.</i>	69

§ 1. — Transferts	69
§ 2. — Conversions	73
SECTION II. — <i>Taxe annuelle de transmission</i>	75
SECTION III. — <i>Paiement des droits, contraventions, prescription</i>	81
CHAPITRE III. — <i>Taxe de 4 0/0 sur le revenu</i> ,	84
SECTION I. — <i>Actions, parts d'intérêts et commandites</i>	86
§ 1. — Sociétés assujetties	86
§ 2. — Conditions d'exigibilité de la <i>taxe</i>	89
§ 3. — Détermination des revenus passibles de la <i>taxe</i>	90
SECTION II. — <i>Obligations et emprunts</i>	93
§ 1. — Sociétés et titres assujettis	95
§ 2. — Conditions d'exigibilité	97
§ 3. — Revenu imposable	98
SECTION III. — <i>Lots et primes, Congrégations</i>	98
§ 1. — Lots et primes	98
§ 2. — Congrégations et associations similaires	100
SECTION IV. — <i>Paiement, pénalités, prescription</i>	102
Statistique	105

TROISIÈME PARTIE

Aperçu de législation comparée.

Allemagne	111
Angleterre	115
Belgique	118
Suisse	119
Italie	119
Autriche-Hongrie	120
Russie	123

QUATRIÈME PARTIE

Examen critique du sujet.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Reproches formulés contre les impôts sur les valeurs mobilières</i>	125
§ 1. — Critiques générales	125
§ 2. — Critiques spéciales à certaines taxes	136

CHAPITRE II. — Enquêtes et projets	143
SECTION I. — <i>Enquêtes sur le degré d'imposition de la propriété foncière et de la fortune mobilière.</i> . .	143
1 ^o Enquête de M. Méline	144
2 ^o Enquête de M. Stourm	148
3 ^o Enquête de M. Malzac	152
SECTION II. — <i>Etude des divers projets proposés</i>	
1 ^o Projet Chavoix	154
2 ^o Projet Cocherly sur les créanciers hypothécaires. . . .	156
3 ^o Projet de taxe unique.	160
CONCLUSION	163

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier.
